

Séance plénière

du

MERCREDI 11 OCTOBRE 2023

Soir

Plenumvergadering

van

WOENSDAG 11 OKTOBER 2023

Avond

La séance est ouverte à 20 h 06 et présidée par Mme Eliane Tillieux, présidente.
De vergadering wordt geopend om 20.06 uur en voorgezeten door mevrouw Eliane Tillieux, voorzitter.

La **présidente**: La séance est ouverte.
De vergadering is geopend.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Pierre-Yves Dermagne, Frank Vandenbroucke.

01 Reprise de la discussion de la déclaration du gouvernement **01** Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

Nous reprenons la discussion de la déclaration du gouvernement.
Wij hervatten de bespreking van de verklaring van de regering.

La parole est à M. Benoît Piedboeuf.
Het woord is aan de heer Benoît Piedboeuf.

01.01 **Benoît Piedboeuf** (MR): Madame la présidente, messieurs les vice-premiers ministres, chers collègues, le dernier budget de la législature, c'est l'occasion de faire le point, de mesurer le travail accompli au travers des crises rencontrées et qui persistent. Il reste du travail à poursuivre, à intensifier. D'importantes réformes structurelles devront nécessairement avoir lieu dans le futur. Cela suppose de se mettre en ordre de marche financièrement.

Pour 2024, l'accord budgétaire porte l'effort à 1,7 milliard d'euros avec des mesures prises qui amorcent des changements allant dans le bon sens, notamment un accent mis sur l'efficacité des mesures visant à l'activation des personnes inactives capables de travailler. C'est pourquoi, en l'absence actuelle de réforme substantielle du marché du travail, il a été décidé en matière de retour au travail d'encourager de manière supplémentaire les employeurs qui réaccueillent des malades de longue durée au sein de leur entreprise par une augmentation de la prime existante de 1 000 à 1 750 euros par travailleur réinséré.

En matière d'emploi, pour lutter contre la pénurie de main d'œuvre a été pris un élargissement du système des flexi-jobs. Actuellement, 20 % des plus de 65 ans utilisent ce système et l'élargissement du nombre de secteurs concernés va augmenter le potentiel à 500 000 personnes, comme on l'a dit tout à l'heure.

Ce système, sur base volontaire, apporte compétences et capacités de travail avec, à la clé, un revenu complémentaire revu à la hausse. Les nouveaux secteurs sont notamment garde d'enfants, enseignement, alimentation, secteur automobile, sport, culture, secteur de l'événementiel et aussi, c'est important, le secteur de l'agriculture. Un autre point important pour l'agriculture est la pérennisation de l'accord social sur le travail saisonnier.

Par ailleurs, l'utilisation partielle de la quatrième tranche de revalorisation des allocations pour allouer

une partie de l'enveloppe bien-être à l'augmentation du salaire minimum permettra d'augmenter de 37,50 bruts à 50 euros nets le salaire minimum à partir du 1^{er} avril 2024 grâce à une réduction des charges de travail. Cela est un pas de plus, un petit pas, pour le pouvoir d'achat mais c'est un pas quand même. Dans le même esprit, la pension minimale augmentera de près de 2 % au 1^{er} janvier 2024.

J'en viens à un autre point un peu latéral dont on n'a pas encore parlé aujourd'hui. Il ne faut rien négliger comme moyen d'encourager le choix d'emploi ou d'études mieux ciblé. Le Service Citoyen, monsieur le secrétaire d'État, pour les citoyens de 18 à 25 ans vient d'entrer dans une phase de reconnaissance avec un financement de 5 millions d'euros prévu permettant aux jeunes qui s'engagent de recevoir 550 euros par mois. Ces budgets s'accompagneront, à la demande notamment de la secrétaire d'État au Budget, d'une foire à l'emploi du secteur privé en fin de Service Citoyen et d'une obligation de contact avec le Service Citoyen pour les jeunes chômeurs de plus de deux ans.

En matière de dépenses sociales, les chiffres démontrent que notre déficit s'explique en partie par l'augmentation des dépenses de sécurité sociale qu'il devient de plus en plus urgent de contenir. Nous sommes philosophiquement ouverts à l'individualisation des droits sociaux, mais les chiffres démontrent qu'il s'agit d'un coût de 2 milliards de dépenses supplémentaires. Or, avec 300 000 demandeurs d'emploi et 500 000 personnes en incapacité de travail, je ne peux que soutenir le vice-premier lorsqu'il déclare qu'on ne peut travailler avec des œillères qui consisteraient à aller chercher de l'argent dans les poches de ceux qui produisent la richesse de notre pays par leur travail et leur esprit d'entreprise sans regarder d'abord là où il est possible d'activer, de réactiver et d'accompagner les citoyens qui le peuvent.

Nous poursuivrons donc notre ligne, qui est celle de la responsabilisation.

En ce qui concerne l'indispensable réforme des pensions, nous restons attentifs à l'appréciation de la Commission européenne qui conditionne l'octroi de la première tranche des 850 millions d'euros à une réforme sérieuse. Dans notre situation budgétaire, ce n'est pas rien. Je suis de nature optimiste, mais si la réforme devait être une nouvelle fois recalée, il sera nécessaire de faire fi des tabous pour décider dans l'intérêt général.

Autre volet qui nous importe, le volet sécurité qui est une priorité. Le gouvernement a prévu un montant de 7,7 millions pour renforcer la sécurité de nos citoyens dans nos gares et pas seulement dans celle du Midi, surtout si nous voulons promouvoir l'usage des transports en commun. Il est clairement nécessaire de durcir le ton face à la criminalité organisée, face au trafic de drogue qui génère dans nos ports, aéroports et grandes villes une hausse de la violence.

Il faut se donner les moyens d'enquêter, de sanctionner et de poursuivre. Dans ce cadre est prévu un renforcement du commissariat national "drogue" via le financement de scanners de détection, notamment au port d'Anvers. Pour être efficace, c'est indispensable. Il faut aller plus loin et sanctionner immédiatement avec comparution immédiate pour produire un électrochoc et frapper là où ça fait mal, c'est-à-dire au portefeuille, en rendant plus efficaces les saisies de biens criminels. L'État doit se donner les moyens de se faire craindre.

Quant aux victimes, nous soutenons la pérennisation des dix centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) qui réunissent en seul endroit soins médicaux, examen médico-légal, dépôt de plainte et suivi. L'efficacité de cette prise en charge multidisciplinaire pour le bien-être de la victime et pour assurer une meilleure efficacité dans la poursuite de l'agresseur n'est plus à prouver. Il est donc logique de prévoir un budget pour assurer la création de trois nouveaux centres pour couvrir l'ensemble du royaume afin d'assurer une meilleure accessibilité aux victimes, si possible dans l'heure et, par ailleurs, assurer que la totalité des parquets soit associée à un centre.

En ce qui concerne la police, la mise en œuvre accélérée de l'accord sectoriel nous réjouit. Cela va dans le sens demandé par nos services de police, qui œuvrent au quotidien au bénéfice de notre sécurité.

Concrètement, nos policiers recevront leur augmentation de salaire plus rapidement. Les 10 % d'augmentation de salaire prévus en 2025 interviendront déjà en 2024, pour 45 % en octobre 2023, 45 % en 2024 et le solde avant la fin de l'année 2024. Au bénéfice de nos policiers et de nos zones de

police également est prévue pour 2024 une subvention NAPAP en compensation des coûts du régime de fin de carrière jusqu'à l'extinction de ce régime selon un calendrier précis.

En ce qui concerne le renforcement des outils utilisés par la police, l'inclusion dans la commande d'hélicoptères de la Défense d'hélicoptères pour la police permettra de renforcer fortement notre arsenal.

La politique en matière d'Asile et de Migration reste une priorité, comme pour le groupe MR. Un budget de 150 millions d'euros est prévu. Le gouvernement travaille à la création de 2 000 places d'accueil qui s'ajouteront aux 34 000 places déjà mises à disposition. Une *task force* "accueil" a été mise sur pied pour promouvoir une coopération opérationnelle entre les différents services. La Défense et la Régie des Bâtiments sont mobilisées pour trouver des solutions. En outre, le gouvernement consacrera 10 millions d'euros à l'accueil de la protection des réfugiés dans leur propre région selon des modalités à préciser. Cela fait indiscutablement partie de la solution.

En parallèle, des mesures doivent être prises à l'échelon européen pour réguler les flux entrants, comme l'a souligné le premier ministre. La présidence belge de l'Union européenne sera une occasion à ne pas manquer pour tenter d'obtenir un accord important sur la politique migratoire.

Au niveau des Affaires étrangères, le 1^{er} janvier 2024, la Belgique exercera la présidence de l'Union européenne. Cela nécessitera du doigté et un sens du compromis pour clore un grand nombre de dossiers législatifs et poursuivre les travaux sur l'élargissement de l'Union à l'Ukraine et à la Moldavie, avec pour corollaire de lancer une réflexion concrète sur l'avenir institutionnel et budgétaire de l'Union européenne.

Sur le plan diplomatique, la Belgique doit poursuivre son soutien à l'Ukraine afin qu'elle trouve sa pleine souveraineté sur son territoire. En collaboration avec la cinquantaine d'États qui offrent une aide militaire à l'Ukraine, la Belgique doit intensifier ses efforts. Nous nous réjouissons de voir aboutir pour 2024, si possible, le dossier de livraison des F-16 aux forces ukrainiennes. À la suite de la visite du président Zelensky aujourd'hui, nous ne pouvons pas tergiverser.

L'actualité au Proche-Orient nous rappelle que le terrorisme frappe encore. Face à cette attaque ignoble du Hamas, il n'y a pas de place pour un positionnement politique ambigu. Rien ne justifie qu'on attaque un kibboutz et qu'on y tue des femmes et des enfants. Rien ne justifie qu'on attaque un festival de musique pour la paix et qu'on y tue plus de 250 personnes. Ces actions terroristes du Hamas n'ont aucune justification. Il s'agit d'actes de guerre, de crimes de guerre. À l'heure actuelle, on parle de plus de 1 200 civils tués. L'État d'Israël a le droit et même le devoir de se défendre et de défendre son peuple contre ces atrocités. Il faudra tôt ou tard réunir autour de la table un gouvernement israélien unifié, des représentants palestiniens renouvelés et représentatifs et la communauté internationale pour encourager les deux acteurs à reprendre le dialogue politique et trouver les termes d'une solution juste et équitable à ce conflit qui n'a que trop duré. Par ailleurs, le triplement des budgets de B-FAST est prévu pour renforcer efficacité et ampleur d'action.

En matière de santé, notre système de soins de santé est confronté à une série de défis considérables (la pénurie structurelle de personnel soignant, la crise de la santé mentale, l'impact post-covid, l'augmentation des coûts de l'énergie, des salaires et du matériel, des cyber-attaques, etc.) mais il est essentiel de continuer à aller de l'avant et de fixer des objectifs de santé et de qualité de vie élevés en misant sur l'unité et la flexibilité de tous les acteurs concernés.

Concernant la pénurie de personnels soignants, il est impératif de développer une politique innovante visant à rendre le travail soignant viable et à veiller à la qualité et à l'accessibilité des soins, notamment en protégeant la durabilité du travail et en améliorant les conditions et la flexibilité du travail: lever des contraintes horaires, défiscaliser les heures supplémentaires, permettre la gestion annuelle des heures, assouplir la gestion du temps de travail. Pour cela, l'écoute et la concertation seront nécessaires.

Le budget sur la table va permettre une série de nouvelles initiatives pour le patient. Une proposition est actuellement soumise au Conseil général de l'INAMI. Le budget est en croissance constante, passant de 26 milliards en 2019 à un peu plus de 37 milliards aujourd'hui, soit plus de 42 %, et de 35,2 milliards en 2023 à 37,2 milliards en 2024. Au regard de la situation budgétaire actuelle, il est impératif d'optimiser l'ensemble des moyens investis dans le secteur des soins.

L'accès aux soins de santé mentale doit rester une priorité au vu des multiples crises que nous traversons aujourd'hui. La prévention en santé mentale, c'est le meilleur investissement possible. Dans ce cadre, le ministre Clarinval a prévu un financement structurel de 4 millions d'euros aux caisses d'assurances sociales pour des actions visant à promouvoir le bien-être mental des travailleurs indépendants, avec mission de sensibilisation, mais aussi d'accompagnement des travailleurs indépendants.

01.02 Sander Loones (N-VA): Mijnheer Piedboeuf, excuseer dat ik u onderbreek. Ik wilde eigenlijk wachten tot het einde omdat de eerste minister misschien zou binnenkomen, maar ik begrijp dat ook de vice-eersteministers druk bezet zijn. Ik wil dus even profiteren van het feit dat minister De Sutter, die hier al uren zit, toch nog in de zaal is.

Hoe zit het nu juist met de F-16's? Er was vanochtend een uitspraak van de minister van Defensie. Onmiddellijk nadien was er zeer voluntaristische communicatie van vice-eersteminister Clarinval van de MR, die zei dat de beslissing genomen was. Hij wilde de levering van de F-16's zelfs vervroegen naar 2024. Intussen lezen wij in de pers dat het nog helemaal niet beslist is en dat het een beslissing van de volgende regering zal zijn, hoe die er ook mag uitzien. Gelet op de gevoeligheid van het thema – daarom wilde ik minister De Sutter graag in de zaal – en het feit dat uw fractie daar het meest voluntaristisch in is, kunt u mij vertellen wat er nu juist beslist is?

01.03 Benoît Piedboeuf (MR): J'ai une chose à dire. Au départ, ce n'était pas possible de livrer des F-16; maintenant, cela redevient possible en 2025. Nous pensons pour notre part qu'il y a moyen d'anticiper – mais nous ne sommes ni la ministre de la Défense ni les services de l'Armée – et notre souhait est qu'ils soient livrés en 2024.

Ce qui sera fait, je vous le dirai quand je le saurai.

Voorzitter: Jean-Marc Delizée, oudste lid in jaren.

Président: Jean-Marc Delizée, doyen d'âge.

01.04 Sander Loones (N-VA): Het thema is te belangrijk om er geen jeu de mots over te hebben.

U zegt dat het mogelijk wordt in 2025. Ik wil gewoon dat dit Parlement volledig geïnformeerd wordt. Is de beslissing genomen dat ze geleverd worden in 2025, zoals minister Clarinval laat uitschijnen en zoals u eigenlijk ook laat uitschijnen? Of is dat niet beslist en zal het pas beslist worden door de volgende regering? Het thema is dermate belangrijk dat het noodzakelijk is dat het Parlement volledig correct geïnformeerd is.

01.05 Catherine Fonck (Les Engagés): Je ne veux pas vous interrompre, madame la ministre, mais c'est un sujet que mon collègue Georges Dallemagne suit. Il a énormément insisté depuis plusieurs mois sur ces F-16. Il avait d'ailleurs démontré que c'était techniquement possible. L'annonce de ce matin est excessivement *light*. En effet, on nous dit 2025, "mais peut-être pas". Ce sera le gouvernement suivant qui décidera. C'est en tout cas ce que j'ai lu dans les journaux. Par ailleurs, le nombre n'est pas précis. 2025 semble évidemment très loin, en pleine guerre, quand on voit l'évolution au quotidien. Du côté du gouvernement, vous aviez refusé d'envisager de livrer des F-16 arguant que ce n'était techniquement pas possible. Puis une analyse a été sollicitée.

Au-delà des questions de M. Loones, il serait important de clarifier les choses. Il y a eu une grosse communication ce matin; j'imagine qu'elle n'a pas eu lieu juste pour des images, et qu'il doit quand même y avoir quelque chose de concret.

Par ailleurs, où en sont cette analyse et cette étude, et peut-on en disposer?

01.06 Minister Petra De Sutter: Mijnheer Loones, aangezien u mij persoonlijk heb aangesproken, zal ik daarop reageren. De discussie in de regering zal inderdaad nog worden gevoerd. De eerste minister heeft vanmiddag zeer duidelijk gezegd dat de volgende regering de beslissing zal nemen. Eventuele andere vragen en discussiepunten over dat dossier zullen in de regering worden besproken.

01.07 Alexander De Croo, premier ministre: Il a été communiqué aujourd'hui qu'à partir de 2025, la

Belgique sera en mesure de mettre des F-16 à disposition de l'Ukraine. Puisqu'il s'agit de 2025, ce sera donc une décision finale à prendre par le gouvernement qui sera en place à ce moment-là. Il y a eu une réponse positive de l'Ukraine.

Nous avons été très clairs. En 2025, des F-16 seront disponibles puisque des F-35 les remplaceront. Mais dans une démocratie, il est normal que la décision revienne au gouvernement qui sera en place à ce moment-là.

01.08 Sander Loones (N-VA): Ik vat het even samen om te zien of ik het goed begrepen heb.

De verklaring van de vice-eersteminister van de MR, namelijk dat de MR net als bij het dossier van de kernenergie te horen kreeg dat alles onmogelijk was maar er toch in slaagde om de minister van Defensie ervan te overtuigen de beslissing te nemen, ligt niet volledig in lijn met wat in de regering besproken en beslist is.

Mijnheer Clarinval, u zult uw tweet moeten verwijderen. Zo niet kunt u voor fake news door de regering worden vervolgd. Ik noteer dat België in de technische mogelijkheid zal zijn om de gevechtsvliegtuigen te leveren, maar dat de regering ter zake nog niet beslist heeft. We kijken uit naar uw reactie.

01.09 Eerste minister Alexander De Croo: Ik wil een en ander preciseren.

De verklaring dat er in 2025 toestellen beschikbaar zullen zijn, is nieuw. De redenering was dat we de betreffende toestellen nodig hebben en dat ze niet beschikbaar zouden zijn, omdat ze einde levensduur zijn. Het feit dat er in 2025 beschikbaar zullen zijn, is nieuw. Dat is beslist op basis van een discussie in het kernkabinet. We moeten de democratische regels echter respecteren. Wie op dat moment de regering uitmaakt, zal een finaal oordeel moeten geven.

In het algemeen is ons land altijd relatief voorzichtig geweest met de communicatie over militaire leveringen. Dat zal met de F-16's ook het geval zijn. Dat er een stap vooruit is gezet, is wel het resultaat van een discussie in het kernkabinet.

01.10 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, je vous remercie de ces éclaircissements.

Je ne suis pas une experte de ce dossier, mais Georges Dallemagne l'est. Vous savez que, depuis plusieurs mois, il plaide en ce sens. Se pose bien évidemment la question de la protection de notre territoire – pour laquelle les avions sont nécessaires –, mais il y a aussi celle de notre sécurité au regard de la situation en Ukraine. Une analyse avait été sollicitée quand le gouvernement exprimait ses réticences à l'envoi d'avions. Cette étude technique a-t-elle été achevée par la Défense? Pouvons-nous en disposer? J'entends M. Piedboeuf considérer que ce serait déjà souhaitable en 2024. Donc, j' imagine que vous avez pu en prendre connaissance.

Monsieur le premier ministre, pourrions-nous – pas en ce moment, bien sûr, mais en commission de la Défense – accéder à ces documents et en débattre rapidement?

01.11 Wouter Beke (cd&v): Mijnheer de voorzitter, deze discussie is nuttig. Ik ben ook blij met de discussie die er in de kern plaats heeft gevonden. Vorige week woensdag hebben we daar in de commissie voor Landsverdediging nog een debat over gehad. De minister van Defensie heeft toen gezegd: "J'ai toujours répondu qu'au point de vue opérationnel il n'est pas possible de livrer des F-16." De minister heeft toen gezegd dat we geen F-16's kunnen leveren. Ik begrijp dat er een discussie plaats heeft gevonden en de vrucht daarvan is dat het wel mogelijk is. De politieke beslissing moet nog vallen, maar op zich is het wel mogelijk. Dat is voortschrijdend inzicht vergeleken bij een week geleden. Cd&v juicht dat toe. We moeten er alles aan doen om die steun te leveren, wat ons betreft als het kan zelfs vroeger dan 2025. Ik hoop trouwens dat die oorlog in 2025 voleindigd zal zijn.

01.12 Peter Buysrogge (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijn partij is altijd voluntaristisch geweest om Oekraïne zoveel mogelijk te steunen. Wij vinden dat dit land, deze regering tot op heden altijd te laat en te weinig heeft gereageerd. Er werd reeds naar verwezen. Vorige week was er een debat in de

commissie voor Landsverdediging. De minister heeft toen gezegd dat het eigenlijk niet kon volgens een studie van Defensie. Blijkbaar zijn er nu nieuwe inzichten. Net als collega Fonck dring ik er bij de premier, de regering en de minister van Defensie op aan om op korte termijn over die studie te kunnen beschikken.

We hebben in het verleden al veel gesproken over de vliegtuigen die de toestellen aankunnen. Als men boven de 8.000 vliegtuigen ging, zou er misschien een probleem kunnen zijn met de beschikbaarheid of operationaliteit van de toestellen. Voor ons komt het er op aan dat Defensie over voldoende eigen capaciteit beschikt. Kan er ten behoeve van Oekraïne iets extra's worden voorzien, dan moeten we dat zeker doen. Ik vraag u expliciet, mijnheer de premier, of u het engagement neemt dat de commissie voor Landsverdediging op korte termijn over die studie kan beschikken, ja of nee?

01.13 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mijnheer Buysrogge, u stelt dat ons land steeds te laat reageert. Dat wil ik formeel ontkennen. Wij waren een van de eerste landen om militaire steun aan Oekraïne te geven op een moment waarop heel veel landen zich nog de vraag stelden of het wel de moeite was om Oekraïne militair te steunen. Er werd immers van uitgegaan dat de oorlog na een paar weken voorbij zou zijn. Hoe fout was men toen?

Uw bewering is dus niet juist. Het klopt wel dat wij steun bieden in de mate van onze mogelijkheden en natuurlijk op basis van heel lange besparingen bij Defensie. De steun was weinig operationeel, maar wij hadden wel materieel dat wij konden schenken.

Over het delen van de analyses met de commissie zal ik de minister van Defensie zelf laten beslissen. Ik kan mij immers inbeelden dat een deel van de analyses confidentiële informatie bevat. Het is aan haar om te kiezen op welke manier zij daarmee omgaat en met een blik op de gewoontes die zij heeft op het vlak van samenwerking met de commissie voor Landsverdediging.

Het is inderdaad een stap vooruit ten opzichte van de voorgaande analyses. De conclusie is nu dat het absoluut mogelijk is.

01.14 **Peter Buysrogge** (N-VA): Mijnheer de eerste minister, over hoeveel spreken wij eigenlijk?

01.15 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mijnheer Buysrogge, dat is natuurlijk afhankelijk van de timing.

U weet dat de vervanging door de F-35 stap voor stap zal gebeuren. De reden waarom wij nu nog geen toestellen ter beschikking stellen, is omdat wij de F-16's gebruiken, bijvoorbeeld voor ons eigen luchtruim of voor de *Baltic Air Policing*. Wij hebben de toestellen nog nodig. Zodra er toestellen zijn die wij operationeel niet langer nodig hebben dankzij de vervanging door de F-35, kan dat. Het zal echter gradueel gebeuren.

Het antwoord op de vraag kan dus moeilijk worden gegeven, omdat het afhangt van de timing.

Le **président**: Monsieur Piedboeuf, je reviens vers vous après tous ces échanges. Puis-je vous demander d'atterrir sur ce sujet?

01.16 **Benoît Piedboeuf** (MR): Monsieur le président, j'avais terminé ce sujet depuis un moment. Des parlementaires qui étaient absents sont revenus et m'ont posé la question. Moi, j'avais fini.

Ce que j'ai répondu, c'est qu'en fait, la politique, c'est l'art du possible. Prolonger le nucléaire n'était pas possible. C'est fait. Livrer des F-16 n'était pas possible. Aujourd'hui, ce l'est. Donc, la politique étant l'art du possible, il y a des élections en juin, et nous verrons bien quand un gouvernement sera installé pour décider de la livraison.

Il y avait une raison technique, au départ. Il y avait aussi le problème de la formation des pilotes ukrainiens. Livrer des avions, c'est bien, mais s'il n'y a personne pour les piloter, cela ne sert à rien. Une incertitude plane par rapport à la date. Nous pensons que ce sera possible en 2024. Si c'est en 2025, ce sera en 2025. C'est tout!

Le **président**: Merci, monsieur Piedboeuf. Chers collègues, je pense que nous avons vraiment fait le tour de ce point. S'il n'y a pas d'autres demande d'intervention...

01.17 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de voorzitter, het gaat meer over de procedure dan over de inhoud.

Mijnheer Piedboeuf, ik had zeer goed gehoord dat u al een tijdje geleden over de F-16's had gesproken. We wisten ook dat de eerste minister onderweg was naar de plenaire vergadering. Vandaar zijn de vragen toen gekomen, zodat ook de eerste minister kon inpikken op het debat en dat ook mevrouw De Sutter daarop kon aansluiten. Het is interessant dat we volledige klaarheid van zaken hebben. Ik had graag gehad dat u minister was, dan zat u in de regering en dan had u ook zelf alle details kunnen toelichten. Bij dezen hebben we die van de eerste minister gehoord.

01.18 Benoît Piedboeuf (MR): D'excellents vice-premiers étaient présents et pouvaient répondre aussi. Enfin, soit!

(...): (...)

01.19 Benoît Piedboeuf (MR): Non, mais il y en avait d'autres qui sont tout à fait excellents.

En ce qui concerne l'énergie et le climat, la sécurité d'approvisionnement est essentielle. Nous étions en majorité les premiers à défendre la prolongation du nucléaire – je viens d'en parler – parce que notre pays a besoin d'un mix énergétique mêlant renouvelable et nucléaire pour assurer notre sécurité d'approvisionnement, progresser vers une indépendance énergétique et réduire les émissions de CO₂. Il faut regarder le futur en maintenant plus de deux réacteurs en fonction et en ayant la volonté de travailler sur le nouveau nucléaire. L'accord entre le gouvernement fédéral et ENGIE pour la prolongation de deux réacteurs est un peu court et nous saluons le fait qu'un montant supplémentaire a été libéré afin de financer les études en cours sur l'exploitation à long terme nécessaires pour la prolongation du nucléaire.

Il faut atteindre les objectifs à l'horizon 2050 et nous proposons une voie qui passe par un nouvel équilibre via une révolution technologique et industrielle basée notamment sur des énergies décarbonées, ce qui permettra d'assurer une transition protégeant et élevant nos standards sociaux et économiques.

Du côté des recettes, le conclave budgétaire débouche sur un effort complémentaire et nécessaire d'1,2 milliard d'euros qui repose sur une ventilation équilibrée et conforme à l'accord du gouvernement: 1/3 de recettes, 1/3 de dépenses et 1/3 d'autres mesures.

Lors du dernier contrôle budgétaire, l'accord final portait déjà sur un effort net supplémentaire de 0,3 % du PIB en 2024, c'est-à-dire 1,7 milliard d'euros et, grâce à l'effort supplémentaire de 1,2 milliard, nous pouvons terminer la législature sous les 3 % du déficit pour l'entité I. Au total, l'effort global s'élève à près de 3 milliards d'euros en 2024. Ceci marque un retour en douceur vers le sérieux budgétaire.

Le gouvernement mise sur le renforcement de l'efficacité de taxes existantes plutôt que de nouvelles taxes, lutte contre certains abus en matière de taxe Caïman, combat des abus impliquant le recours à des sociétés boîtes aux lettres, vise un renforcement de la *compliance* et des contrôles notamment en matière de droits de douane. Une contribution raisonnable des banques a été décidée sous deux formes: la taxe bancaire ne sera plus déductible à l'ISOC et l'augmentation progressive du taux de base de la taxe sur les établissements de crédit et d'assurance.

Le gouvernement a dégagé des moyens complémentaires grâce à l'augmentation du dividende Belfius et de recettes supplémentaires en impôt des sociétés en raison des avoirs gelés. De cette manière, on collecte l'impôt là où il fait le moins mal sans nouvelle taxe pour ceux qui travaillent, épargnent ou investissent. Il n'y aura pas d'augmentation des accises sur le mazout et le charbon. Certaines réformes positives qui avaient été mises sous cloche depuis 2022 seront mises en œuvre comme celle, par exemple, relative à la déduction pour investissement qui va inciter nos entreprises à investir durablement.

Maintien en 2024 du taux de TVA réduit à 6 % sur la démolition/reconstruction, avec des balises pour cibler la rénovation du parc résidentiel. Cela booste la rénovation du bâti et on soutient la construction. Le taux de TVA favorable à 6 % pour l'achat de pompe à chaleur est également maintenu.

Cela dit, il faut se pencher sur la situation difficile du secteur de l'horeca. Selon Graydon, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a enregistré 1 386 faillites durant les neuf premiers mois de l'année, soit +20 % par rapport à la même époque l'an dernier. Selon Statbel, il s'agit même du secteur où il y a eu le plus de faillites en août 2023. Le secteur réclame une réduction de la TVA à 12 % pour les boissons non alcoolisées consommées sur place ainsi qu'une extension et une indexation de la réduction pour groupe-cible pour un maximum de cinq travailleurs à temps plein dans le secteur. Il faut pouvoir les entendre.

En conclusion, après avoir soutenu ménages et entreprises lors des différentes crises; après avoir tenu une série d'engagements, notamment sur la pension minimum; après avoir préservé la compétitivité de nos entreprises et maintenu les financements de notre sécurité sociale, ce budget 2024 permet de répondre à plusieurs urgences tout en permettant à notre pays de terminer la législature sous les 3 % de déficit pour l'entité I.

Ceci a été réalisé sans aucune nouvelle taxe pour ceux qui travaillent, épargnent ou investissent. En parallèle, nous renforçons les moyens affectés à la sécurité et à la police, nous renforçons les mesures de retour à l'emploi, augmentons la pension minimale pour les indépendants, prolongeons la baisse de la TVA sur la démolition/reconstruction et dégageons des moyens supplémentaires pour des politiques nouvelles: bien-être des indépendants, moyens supplémentaires pour les institutions culturelles fédérales et la digitalisation des services publics.

Il reste des chantiers à concrétiser. Nous appelons de nos vœux une véritable réforme du marché du travail afin de répondre aux défis de demain ainsi qu'une réforme fiscale ambitieuse et équilibrée. Nous soutiendrons bien sûr ce budget 2024, monsieur le premier ministre.

Je vous remercie de votre attention.

Le **président**: Ne partez pas, monsieur Piedboeuf! Je sentais bien que c'était votre conclusion tout en ayant dépassé quelque peu le temps qui vous était imparti. J'ai plusieurs demandes de prise de parole.

01.20 Bert Wollants (N-VA): Mijnheer Piedboeuf, wat het nucleair programma betreft, zijn wij uiteraard steeds voorstander geweest van een verlenging van twee kerncentrales, en liever meer centrales indien mogelijk. Vanaf de eerste seconde, nog voor de vivaldiregering het vertrouwen kreeg, hebben wij dit gevraagd. Er was op dat moment echter zeer weinig animo om dat ook te doen. Ondertussen heeft de eerste minister gezegd dat de realisatie van de verlenging een belofte was. Die belofte is er slechts gaandeweg gekomen, nadat de rest van de wereld had duidelijk gemaakt dat zonder nucleaire energie het spel niet werkt en dat het licht in de komende jaren zal uitgaan.

Ik maak me wel zorgen dat de twee kerncentrales die openblijven in 2035 zullen sluiten. Er wordt gewerkt aan nieuwe nucleaire infrastructuur die pas in 2045 operationeel zal zijn. Wat is de visie van de MR op dat gat dat wordt gecreëerd? De regering houdt duidelijk de optie open om alle kerncentrales te sluiten om ze vervolgens weer op te kunnen starten. Verder hebben zeer veel partijen een voorstel om nucleaire energie wettelijk toe te staan. De N-VA heeft daarvoor een voorstel, evenals de MR. Hebt u met uw coalitiepartners een akkoord bereikt in deze regeerverklaring om dat ook goed te keuren? Anders blijft de zaak geblokkeerd en kunt u in de toekomst niet rekenen op nieuwe nucleaire-energieopwekking. Hoe ziet u dat?

01.21 Benoît Piedboeuf (MR): Il est certain que nous partageons les mêmes visions par rapport au nucléaire et je pense que ma collègue Marie-Christine Marghem est là pour l'attester. Nous sommes arrivés à un résultat, il faudra probablement aller plus loin. J'ai dit que je me réjouissais du financement de l'étude à long terme, comme nous nous réjouissons de l'étude sur le nouveau nucléaire. Nous avançons pas à pas.

Il y a des élections en juin 2024. Nous verrons alors quelles seront les forces en présence. Simplement, nous voulons, et je pense que tout le monde le veut, arriver à une sécurité énergétique. Si le

développement des énergies alternatives le permet, tant mieux! Mais, si ce n'est pas le cas, il faudra prévoir de les couvrir.

01.22 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, je vous poserai une question sur un autre sujet. Je vous ai entendu dire qu'il n'y avait pas de taxe pour les gens qui travaillent, selon votre formule. Mais, quand je regarde le tableau, je vois qu'il y a 50 millions d'euros de taxes sur le tabac. À mon avis, il y a des gens qui travaillent et qui fument en même temps.

Les taxes sur la consommation sont les plus injustes. Ici, il y a évidemment l'alibi de la santé. Mais, si c'était vraiment une politique de santé, cela ne rapporterait pas d'argent. Et, en réalité, cela n'améliore pas la santé, mais surtout les achats frontaliers. Et vous-même, je pense, l'avez déjà dit en commission des Finances, notamment. On voit que, chaque année, on inscrit un budget en plus et que les recettes diminuent. N'est-ce pas un peu malhonnête de concevoir un budget de cette façon, en sachant qu'une recette ne sera pas au rendez-vous et que ce sera plutôt un coût?

01.23 Benoît Piedboeuf (MR): Je ne suis évidemment pas suspect sur ce sujet-là, puisque je me suis déjà souvent exprimé par rapport à l'augmentation des accises. C'est une erreur fondamentale si nous n'avons pas un modèle qui étudie en comparaison les taux d'accises des pays voisins. J'en avais déjà parlé à différents secteurs qui, eux, ont mis ce modèle en place et qui peuvent le recommander au gouvernement et au ministre des Finances.

J'ai posé la question au ministre des Finances. Il m'a répondu qu'il avait un modèle mathématique qui permettait de faire le calcul. Je pense que dans une réunion à venir de la commission des Finances, nous aurons connaissance de ce modèle. Il est clair que chaque fois que nous augmentons les accises, les recettes s'en ressentent. C'était déjà le cas du temps du prédécesseur de M. Van Peteghem, M. Van Overtveldt. Nous étions au gouvernement aussi. Nous avons annoncé des augmentations de recettes, et nous ne les avons pas réalisées.

Pour le moment, selon les statistiques françaises, il y a eu 1,7 milliard d'euros d'achats de Belges, au niveau de la consommation en France – en général, par rapport aux accises. Si nous ajoutons les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, c'est encore pire.

Ce que je veux dire par là, c'est que l'évasion des achats dans les pays voisins par une différence de prix due à la fois aux accises et à d'autres facteurs, comme le calcul des prix par les entreprises elles-mêmes, provoque une diminution des recettes. Nous avons prévu une augmentation d'accises de 120 millions pour l'année 2023, c'est-à-dire 75 millions après 9 mois. Pour le moment, le chiffre a été cité tout à l'heure, nous en sommes à - 253 millions, y compris la TVA.

Cela veut dire que nous devons revoir notre système d'augmentation des accises. Je l'ai déjà dit et redit à plusieurs reprises. Parce que si nous ne le faisons pas sur la base des pays voisins, nous causons une évasion des achats et nous enregistrons moins de recettes.

Je ne sais pas dire autre chose que ce que je dis tout le temps en commission des Finances.

01.24 Marco Van Hees (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, vous admettez que ces 50 millions d'euros constituent un mensonge budgétaire – c'est la conclusion implicite de votre réponse – et que l'inégalité frappe les consommateurs, puisque certains – qui ne vont pas à l'étranger – payeront des taxes supplémentaires. Donc, nous n'avons ni la santé, ni la justice fiscale, ni des recettes supplémentaires. Bref, nous manquons toutes les cibles.

01.25 Benoît Piedboeuf (MR): Monsieur Van Hees, ce n'est pas un mensonge budgétaire, mais un espoir. Parfois, les pays voisins sont secoués par des fluctuations qui inversent la tendance.

Dans beaucoup de domaines, nous allons connaître ce genre de choses. Il est aussi question du changement de système en vigueur pour les jeux. Nous assistons à une augmentation des jeux illégaux. Nous prenons des mesures qui ne sont pas toujours suffisamment étudiées au regard de ce que font nos voisins. Peut-être cela va-t-il s'inverser.

Sur un plan général, l'augmentation des recettes d'accises est évidente. C'est au travers d'une analyse point par point que nous nous rendons compte que les objectifs sectoriels ne sont pas atteints. Je ne suis pas suspect, car je le dis clairement depuis toujours.

Le **président**: Madame Moscufo, vous avez la parole pour un autre sujet.

01.26 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, je souhaite vous poser une question très précise en votre qualité de chef de groupe MR.

Vous avez parlé du soutien de la Vivaldi aux ménages et aux entreprises. Vous connaissez notre point de vue: nous estimons que le MR soutient surtout les grandes entreprises. S'agissant des aides aux indépendants, il y a le droit passerelle – que nous avons soutenu, tout en restant fort critiques. Or, récemment, 25 000 indépendants se sont vu réclamer une partie de leur droit passerelle. Je pense ainsi à Laurent, un coiffeur de Marcinelle auquel on réclame 9 000 euros sous prétexte que l'enfant qui est à sa charge est inscrit sur le carnet de mutuelle de sa compagne. J'ai déjà eu l'occasion d'échanger avec le ministre à ce sujet, mais j'aurais aimé connaître votre avis, parce que je ne comprends pas en quoi l'inscription d'un enfant à charge sur l'un ou l'autre carnet augmente le pouvoir d'achat de nos indépendants.

01.27 Benoît Piedboeuf (MR): Je ne connais évidemment pas ce cas spécifique, mais j'en connais d'autres. C'est vrai qu'en période de crise, on ouvre le robinet et parfois de façon imprécise par rapport à la déclaration que les gens font de leur situation. Quand on donne un droit passerelle à quelqu'un qui est censé remplir les conditions, et qu'on s'aperçoit plus tard qu'il ne les remplissait pas, cela se traduit plus tard par un remboursement. C'est évidemment regrettable, mais il y avait des normes à respecter. Je connais des indépendants qui ont demandé le droit passerelle de façon abusive. On leur réclame donc le remboursement maintenant. Cela se passe dans tous les systèmes. À partir du moment où on ouvre les robinets pour aider le plus vite possible les gens, après, on doit faire l'étude, et si l'analyse détecte qu'il y a eu soit des erreurs - ce n'est pas toujours volontaire - soit des abus, il faut demander le remboursement. Je le regrette pour ceux qui sont concernés, mais c'est un système qui était clair et précis. Il fallait remplir des conditions.

Le **président**: La parole est à Mme Moscufo pour une brève réplique.

01.28 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Monsieur Piedboeuf, je suis vraiment choquée que vous utilisiez l'expression "ouvrir les robinets". C'est un peu comme si on ouvrait une vanne et qu'on donnait des choses, un peu trop, à n'importe qui. Ces gens ont souffert. Vous l'avez dit vous-même, certains ont fait faillite. D'autres doivent encore payer leurs dettes. Je ne vous parle pas ici des gens qui avaient droit par erreur, je vous parle des gens à qui on a octroyé un supplément de droit passerelle pour pallier un manque de revenu, et remplir le frigo, par pour aller aux îles je-ne-sais-quoi. Je constate que vous êtes sur la même longueur d'ondes que votre ministre MR et que vous considérez que quand un enfant est à charge d'un autre parent, c'est normal qu'on réclame 9 000 euros au parent. Il ne faudra pas vous étonner qu'on continue à vous appeler le parti des super riches, dans ce pays.

Le **président**: La parole est à M. Piedboeuf, brièvement, car on ne fait pas de ping-pong.

01.29 Benoît Piedboeuf (MR): Que signifie l'expression "ouvrir le robinet"? Quand tout le monde se trouvait dans des situations difficiles, ouvrir le robinet, cela signifie qu'on a donné une aide à tous ceux qui la demandaient, sans nécessairement passer du temps à vérifier leurs droits ou mettre du temps à les aider. Ce n'est pas une expression péjorative. C'est une ouverture de robinet et après cela, il faut vérifier.

Sur le cas spécifique que vous citez, je suis prêt à vous aider si c'est possible. Mais si ça ne l'est pas, il faudra bien qu'il y ait remboursement. Si vous vous êtes adressée au ministre et à ses services et qu'ils ont confirmé que les conditions n'étaient pas remplies, que voulez-vous que je vous dise? Je ne peux rien vous dire d'autre. Les conditions n'étant pas remplies, il faut rembourser.

01.30 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Je ne parle pas des cas en général mais de ces cas spécifiques

auxquels une partie du droit passerelle est réclamée parce que l'enfant est sur le carnet d'un conjoint ou d'une conjointe. Trouvez-vous que cette décision prise par le ministre est normale, en tant que chef de groupe MR? Je rappelle qu'il y a eu au début une amnistie pour les trois premiers mois, et ce, pour les mêmes raisons.

Je ne comprends pas que le parti qui dit défendre les indépendants, et les plus petits particulièrement, continue à taper sur le clou disant: "C'est normal. Votre enfant était sur le carnet de votre femme et donc vous aviez plus d'argent dans votre portefeuille pour aller faire vos courses et payer votre facture d'énergie." Je ne comprends pas cette logique!

01.31 David Clarinval, ministre: Monsieur le président, je ne veux pas dire que Mme Moscufo est de de mauvaise foi mais je le pense un peu puisqu'elle a déjà déposé cette question au moins une demi-dizaine de fois en commission. Je lui ai déjà répondu autant de fois.

Elle connaît très bien la différence entre les enfants à charge sur le plan fiscal et ceux à charge sur le plan social de la mutualité. Dans le cadre du droit passerelle, puisque nous avons veillé à individualiser les droits, c'est le plan social qui doit être interprété.

Malheureusement, il y a eu une confusion dans le chef de certains indépendants qui ont, de bonne foi, déclaré qu'ils avaient leurs enfants fiscalement à leur charge, demandant un droit passerelle ménage alors qu'en fait il doit être accordé sur le plan social. Ceux qui ont commis cette erreur doivent rembourser, mais chaque indépendant concerné par ce problème a la possibilité de demander une renonciation auprès de sa caisse d'assurances sociales. Et cela, madame Moscufo, vous avez oublié de le dire dans la presse.

J'invite donc tous les indépendants concernés – aussi celui de Marcinelle dont vous avez parlé – par cette problématique à introduire une demande de renonciation. Leur dossier sera examiné au cas par cas et il y aura les prises en charge nécessaires s'ils sont vraiment dans une situation difficile.

Franchement, je trouve que vous exagérez un peu en posant trois fois la même question au chef de groupe MR alors que vous connaissez parfaitement la réponse!

01.32 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, je ne vous ai pas questionné une demi-dizaine de fois, je vous ai questionné une fois. Tant que je n'aurai pas ma réponse et tant qu'il n'y aura pas une justice pour ces 25 000 indépendants, je vous poserai la question. Vous n'êtes pas un menteur mais la thèse que vous défendez n'est pas correcte.

Je ne connais pas le niveau de votre portefeuille mais, dans un ménage, quand on élève les mêmes enfants ensemble et que vous considérez que le ménage a un plus grand pouvoir d'achat parce que l'enfant est sur le compte de la femme, vous assumez que deux ménages dans la même situation n'auront pas le même droit passerelle selon qu'il est sur un carnet de mutuelle différent. Ce n'est pas une question légale, c'est votre manière de défendre les indépendants! Vous n'êtes pas aussi vigilant avec les grandes entreprises. Vous êtes donc bel et bien le parti des super riches dans ce pays et pas celui de la classe travailleuse et des petits indépendants.

Le **président**: Je propose que nous clôturons ici. Le prochain orateur est M. Servais Verherstraeten.

01.33 Servais Verherstraeten (cd&v): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, onze fractie sluit zich ondubbelzinnig aan bij diegenen die gisteren en vandaag een veroordeling hebben uitgesproken van de gruwelijke terroristische aanslag van Hamas ten aanzien van de Israëlische bevolking. Terreur valt nooit te rechtvaardigen.

Er is vanmiddag echter ook even gesproken over *kamp kiezen*. Ik hoop een ding: dat heel de assemblee kamp kiest voor de onschuldige burgerslachtoffers, voor elk slachtoffer ongeacht zijn nationaliteit. Ik hoop dat wij voor dat kamp kiezen. (*Applaus*)

Mijnheer de eerste minister, een klein land kan soms groot zijn. Ik nodig u en de minister van Buitenlandse Zaken uit om aan te dringen bij de VN en de EU om initiatieven te nemen om de strijdende

partijen aan de onderhandelingstafel te krijgen om eindelijk een duurzame oplossing te krijgen voor een bijzonder complex conflict dat al veel te lang duurt.

Over de beleidsverklaring en over wat de regering heeft gerealiseerd of zou hebben gerealiseerd, is al veel gezegd en er zijn ook veel meningsverschillen over, maar niemand kan ontkennen dat wij hebben bestuurd in een uiterst moeilijke periode – corona, de energiecrisis, Oekraïne – en niemand kan ook ontkennen dat wij die crisis relatief goed zijn doorgekomen. Dat is mede dankzij de ondersteuningsmaatregelen van de federale en andere regeringen in het land.

Elke medaille heeft echter een keerzijde en dat is de begroting, maar ik kom daar later op terug.

Deze regering investeert in veiligheid. Dat is een van de kerntaken van de overheid. Burgers beschermen, veilige straten, veilige buurten, veilige wijken. Deze regering investeert in veiligheid en politie. We hebben tegen het einde van deze legislatuur lokaal en federaal 1.300 politiemensen meer dan aan het begin ervan. We moeten echter niet alleen voldoende politiemensen hebben, ze moeten ook eerlijk, correct en behoorlijk verloond worden. In tegenstelling tot sommige anderen vinden wij dat politievrouwen of -mannen niet te veel verdienen voor het risicovolle werk dat zij leveren. Voor ons verdienen zij en alle hulpverleners respect voor het werk dat zij in risicovolle omstandigheden leveren.

Deze regering investeert in veilige stationsbuurten, niet alleen in Brussel-Zuid. Ze investeert in meer middelen voor de Civiele Bescherming en de noodcentrales om de bestaande tekorten weg te werken. Cruciaal op het vlak van veiligheid is dat ook de nabijheidspolitie wordt versterkt. Veiligheid betekent ook dat iedereen die elke dag opnieuw het beste van zichzelf geeft bij de wijkpolitie kan aankloppen en onmiddellijk gehoor kan vinden als hem of haar iets overkomt. Wij investeren in een nabije politie.

De regering voert de strijd op tegen de georganiseerde criminaliteit, meer in het bijzonder de drugsgerelateerde criminaliteit. We kunnen niet doof en blind zijn voor de aanslagen in onze hoofdstad, in Antwerpen en elders. Het is goed dat een drugscommissaris werd aangesteld, maar het is nog beter dat zij bijkomende middelen krijgt om die strijd tegen de georganiseerde criminaliteit met gelijke wapens te kunnen aangaan.

Collega's ik kom nu tot een moeilijk thema: asiel en migratie.

01.34 Sander Loones (N-VA): Collega Verherstraeten, u rondt het belangrijke thema veiligheid af en zegt terecht dat er extra investeringen nodig zijn.

Ik weet niet of u zich het herinnert, collega's, maar ik heb gisteren op het einde van de speech van de premier opgemerkt dat wij graag over de volledige informatie beschikken en dat journalisten soms iets anders te horen krijgen dan wij.

Ik maak het zeer concreet. Gisteren werd er een powerpointpresentatie gegeven aan de pers, waarop een ganse lijst aan investeringen in veiligheid vermeld stond: ANPR-camera's ter waarde van 28 miljoen euro, nieuwe helikopters voor de politie ter waarde van 40 miljoen euro, de versterking van het drugscommissariaat ter waarde van 20 miljoen euro, 12 miljoen euro voor ASTRID, 7,7 miljoen euro voor de beveiliging van stations en 3,4 miljoen euro voor het loonakkoord met de politie. Als ik al deze bedragen optel, kom ik uit op 111,9 miljoen euro aan investeringen. Dat is dus wat de pers te horen kreeg.

Wij hebben echter een tabel gekregen van de regering, waarin ik gezocht heb naar die 111,9 miljoen euro. Die vond ik echter niet, want er is opeens maar 58 miljoen euro voorzien voor investeringen in veiligheid. Er is dus blijkbaar 53 miljoen euro verdwenen.

Kunt u dat verklaren, mijnheer Verherstraeten? Aan de pers wordt gezegd dat er meer dan 100 miljoen euro geïnvesteerd zou worden, maar aan het Parlement zegt men dat er slechts 58 miljoen euro geïnvesteerd zal worden. De helft van de investeringen in veiligheid is dus blijkbaar verdwenen tussen de ochtend en de middag.

01.35 Servais Verherstraeten (cd&v): Ik ken de details niet en de notificaties zullen vrijdag gemaakt worden. In elk geval, collega Loones, heb ik de bevestiging van de regering gekregen dat er meer dan

100 miljoen euro zal worden geïnvesteerd in veiligheid. U zal dat ook terugvinden in de gedetailleerde begroting die de komende weken zal worden neergelegd. Dat is de politieke afspraak en aan die politieke afspraak zal heel de regering zich houden.

01.36 Sander Loones (N-VA): Collega's, wat is de waarde van deze tabel? We hebben vandaag al gehoord dat het niet de moeite was een Oekraïnefonds ter waarde van 1,7 miljard op te nemen, terwijl dat vroeger wel gebeurde. Vandaag horen we hier grote verklaringen over veiligheid, maar opeens blijkt meer dan 50 miljoen euro verdwenen te zijn.

Het gaat trouwens niet alleen over dat thema. Op dezelfde persconferentie was er immers ook sprake van een investering ter waarde van 53 miljoen euro in de algemene werking van de overheid. In onze tabel staat echter te lezen dat het maar een investering van 22 miljoen zal zijn. Dat is ook weer minder dan de helft. Wat is de waarde en juistheid van deze tabel, als er zulke verschillen zijn tussen een tabel die officieel aan het Parlement wordt bezorgd en een persconferentie van een paar uur eerder?

Ik begrijp dat niet. Ik vraag aan de regering om daarover verklaringen af te leggen, om te verklaren waarom hierin andere informatie staat. Waarover gaat dit debat? Debatteren wij hier over de cijfers van de journalisten? Of debatteren wij over een tabel die onvolledig is? Waarover gaat dit?

01.37 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Loones, ik kan alleen verwijzen naar hetgeen ik daarnet zei. Over de tabel en de details van de tabel moet u vragen stellen aan de staatssecretaris voor Begroting.

01.38 Sander Loones (N-VA): Wat heeft uw minister van Veiligheid binnengehaald?

01.39 Servais Verherstraeten (cd&v): Meer dan 100 miljoen. De definitieve begrotingscijfers zullen dat aantonen.

De **voorzitter:** Het is eerder een vraag voor regering.

01.40 Sander Loones (N-VA): Het is een serieuze discussie. Er is hier 58 miljoen van de beloftes verdwenen. Wij krijgen geen begrotingscijfers. Wij krijgen alleen één A4'tje. Het is trouwens een A4'tje met 44 lijnen. De pers kreeg er een met 72 lijnen. De pers krijgt dus tabellen die uitgebreider zijn.

Hoeveel weegt cd&v op deze regering? Daarover gaat deze vraag. U wordt blijkbaar wijsgemaakt dat u 118 miljoen krijgt, want in de tabel van de regering staat iets helemaal anders. En als u niets wordt wijsgemaakt, wordt het Parlement iets wijsgemaakt. Dan geeft u ons tabellen die niet kloppen.

Mijnheer de eerste minister, wij hebben deze discussie al eens gevoerd. Het is toch wel belangrijk. U zou toch moeten weten dat het Parlement nauwgezet die cijfers doorploegt. Het is trouwens niet moeilijk om ze te doorploegen, het zijn slechts 52 lijntjes. Ik verwacht wat budgettair sérieux.

01.41 Eerste minister Alexander De Croo: Mijnheer Loones, dit is het soort discussie dat u graag voert, op basis van zaken die u weet ik veel waar haalt.

Gisteren zei u dat de pers de tabellen al twee dagen geleden gekregen heeft. Twee dagen geleden was er zelfs nog geen akkoord. Er was zelfs nog geen akkoord, maar de heer Loones baseert zich op tabellen van voor er een akkoord was. Zowat iedereen in dit halfroond weet dat men aan tabellen van voor een akkoord gesloten is weinig geloof moet hechten. U hebt dat de vorige keer ook geprobeerd, mijnheer Loones, toen u zei dat er versies circuleerden van de notificaties. U hing daar dan allerlei grote theorieën aan op.

Wij baseren ons op de tabel die uitgedeeld wordt. Dat is de tabel die de conclusie was van de discussies die wij gevoerd hebben. U weet dat zeer goed, mijnheer Loones, u hebt ook deel uitgemaakt van een regering. U weet dat er dan notificaties worden gemaakt. Die notificaties zijn zeer gedetailleerd. Ze zullen eind deze week in de ministerraad afgeklopt worden. Dan worden zij gedeeld en kunt u in de

bevoegde commissie alle details bekijken.

Mijnheer Loones, het is nu al de tweede keer dat u probeert heel veel poeha te creëren over iets waarvoor er eigenlijk helemaal geen basis is. Voer gewoon eens de discussie over het beleid, in plaats van te proberen ergens dingen te ontdekken die er helemaal niet zijn. De tabel die u gekregen hebt, is zeer duidelijk. Op basis daarvan kunt u de heer Verherstraeten alle vragen stellen.

De **voorzitter**: Mijnheer Loones, mag ik u vragen uw interventie op dit punt af te sluiten?

01.42 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik noteer dat de eerste minister zegt dat wij debatteren over de tabel die aan het Parlement bezorgd is.

Collega Verherstraeten, voor de investeringen in veiligheid vermeldt die tabel op lijn 28 58 miljoen. Nu mag u mij zeggen wat er niet komt. Gaat u de helikopters voor de politie niet kopen? Die staan voor 40 miljoen. Gaat u de ANPR-camera's niet hangen? Die staan voor 28 miljoen. Misschien kan de minister kiezen. De eerste minister zegt hier immers dat wat beslist is in het officiële document staat dat bezorgd is aan het Parlement. Dat heeft het over 58 miljoen, nog niet de helft van wat u meende te verdedigen in uw speech. Dat krijgt u met een regering die toch net iets te slordig omspringt met de budgettaire informatie.

01.43 Servais Verherstraeten (cd&v): Deze begrotingscijfers zullen aantonen dat de politieke afspraken een realiteit waren, hier bevestigd door de eerste minister.

Zou het even mogen? Zou het even mogen?

Ik wil graag op vragen antwoorden, maar misschien moet men dan eerst ook even luisteren. Wat betekent cd&v in deze regering op vlak van Binnenlandse Zaken? Er zijn nu 1.300 politieagenten meer, in de vorige legislatuur waren er minder. De Civiele Bescherming kreeg meer middelen, in de vorige legislatuur minder. De noodcentrales kregen meer middelen, in de vorige legislatuur minder. Moeten we nog verder gaan?

Collega's, ik kom bij het asielthema. Er is effectief een structureel grote instroom in West-Europa in deze geopolitieke enorm moeilijke tijden. Die moeten we aanpakken, en wel op een heel verspreide manier. Uiteraard moeten we het dan ook hebben over manieren waarop we de instroom onder controle kunnen krijgen en beperken, niet alleen in België maar ook in andere landen. Dat doen we ook met deze regering. We verstrengen de gezinshereniging. We pakken de schijnerkenningen aan. We doen ontzettend veel preventiemijs. We hebben de Serviërouten gesloten.

Daarnaast werken we ook aan de uitstroom. De mensen dienen de opvangcentra sneller verlaten. We hebben de medewerkingsverplichting. Er zijn de terugkeercoaches. Er is het Dublincentrum, waardoor we 79 % meer asielzoekers naar de andere EU-landen hebben kunnen terugsturen. Het aantal beslissingen van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen stijgt tot 2.500 per maand, maar het uitwijzingsbeleid is altijd een achilleshiel van het asielbeleid geweest en zal dat ook blijven.

Dat neemt niet weg dat we diplomatieke druk moeten blijven uitoefenen, niet alleen op het departement Asiel en Migratie, maar ook op Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking. Het is een strijd, met gesprekken en diplomatieke druk langs vele kanten.

Het kan niet ontkend worden dat er problemen zijn met de opvang in ons land en de landen daarbuiten. Deze regering heeft inspanningen geleverd, met 9.000 plaatsen extra. We hebben de ambitie om nog 2.000 extra plaatsen te voorzien. Dit is een collectieve verantwoordelijkheid van elk federaal departement. Het is ook een collectieve verantwoordelijkheid van andere regeringen om daaraan mee te helpen.

Sommigen zeggen dat het veel te veel is. Dan vraag ik waar we met die mensen naartoe moeten. Anderen zeggen dat het te weinig is. Op bepaalde ogenblikken botsen we echter op operationele limieten, zoals dat ook het geval is in onze buurlanden. Niet iedereen die daar recht op heeft krijgt op

dit ogenblik opvang. Dat stemt ons niet gelukkig, maar we botsen wel op limieten. Wij kunnen in deze context dan ook geen resultaatsverbintenis aangaan, maar we hebben wel een inspanningsverbintenis om zo veel mogelijk te doen. Dat doen we en dat doet ook deze staatssecretaris.

In de huidige omstandigheden moeten we echter moeilijke keuzes maken, keuzes die we liever niet zouden maken, namelijk de keuze voor de meest kwetsbaren. Voor ons zijn dat de gezinnen met kinderen. Opvang kan een asielcrisis beheren, maar het kan die niet oplossen. De oplossing zit in een gemeenschappelijk Europees beleid, gebaseerd op verantwoordelijkheid en solidariteit, snellere procedures aan de buitengrenzen, betere spreiding en terugkeerafspraken met landen van herkomst. Het is een goede zaak dat de EU-lidstaten een akkoord hebben bereikt over het migratiepact. We moeten daar de komende maanden verder werk van maken. Wie deel van die oplossing wil zijn, steunt dit pact.

Collega's, afgelopen zomer werd zeer veel gesproken over de staatsbon. Vriend en vijand moeten erkennen dat die een groot succes was. De staatsbon werkt, want de kleinere banken hebben als eerste hun rente opgetrokken, de grotere banken zijn gevolgd en Belfius heeft opnieuw een renteverhoging aangekondigd. Nog meer, de spaarder heeft geleerd dat er ook veilige alternatieven zijn om te sparen voor het spaarboekje, namelijk de termijnrekening. De banken hebben dat ook begrepen, de termijnrente van diverse banken is dan ook gestegen. De spaarder heeft gewonnen.

Er zijn echter nog meer maatregelen nodig. De banken moeten transparanter zijn over hun producten. Zij moeten aan hun klanten de meest voordelige producten aanbieden. De minister van Consumentenzaken beloofde een protocol met de banken. Ik ben benieuwd naar de stand van zaken van dat overleg. De minister van Economie laat door de Mededingingsautoriteit onderzoeken hoe de concurrentie op onze bankenmarkt functioneert. Hij kondigde een actieplan aan. Wanneer is dat plan klaar? Als de rentes de komende maanden niet verder stijgen, moeten wij zelf stappen zetten en desnoods een tweede staatsbon uitgeven.

01.44 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, u verkondigt hier fake news. We hebben in de commissie een aantal experten over de spaarrenten gehoord; u was daar toen niet aanwezig. Welnu, ik lees u de conclusie voor, conclusie die niet van het Vlaams Belang is, maar van een van de professoren, met name Eric Dor: "Het vermogen van de banken om een rente op spaardeposito's te verhogen, wordt elke maand groter."

De ECB trekt de rente op, maar als onze banken al bewegen, dan doen ze dat trager dan de ECB, waardoor het verschil alsmaar groter wordt. De professor stelt dat het vermogen van de banken om hun rente te verhogen, elke maand groter wordt. Immers, ook de rente op woonleningen stijgt. Er staat maar liefst 125 miljard euro van de banken bij de Nationale Bank van België tegen een rente van 4 %. Dat betekent ongeveer een omzet van 5 miljard euro, die nu grotendeels bij de banken terecht komt.

Hoe zult u ervoor zorgen dat de kleine spaarder een eerlijk deel van die 5 miljard euro krijgt?

01.45 Servais Verherstraeten (cd&v): Mijnheer Vermeersch, de regering heeft daaromtrent initiatieven aangekondigd. Ik verwijs ook naar wat ik daarnet heb gezegd. Men kan vinden dat de staatsbon onvoldoende heeft gefunctioneerd, maar de staatsbon heeft alleszins gewerkt. Toen de regering in het late voorjaar aankondigde een staatsbon uit te geven, trok MeDirect op 25 mei de rente op. Vervolgens verhoogde Belfius als eerste grootbank de rente in juni, net zoals Keytrade Bank en trok KBC op 30 juni als tweede grootbank eveneens de rente op. Argenta volgde het voorbeeld en MeDirect trok voor een tweede keer de rente op, net zoals BNP Paribas Fortis. Vervolgens lanceerde Argenta een bon met een hoger rendement dan die van de staatsbon uitgegeven door de Belgische overheid. Axa deed dat ook. Beobank bood een termijnrekening aan waarop men ook een hogere rente dan bij de staatsbon geniet. In september deden MeDirect en Keytrade Bank het nog eens en Belfius kondigde alweer een renteverhoging aan. Als Belfius dat doet, dan zullen andere grootbanken volgen.

De spaarders hebben al gewonnen, maar wij willen dat zij nog meer winnen. Als het onderzoek van de Belgische Mededingingsautoriteit uitwijst dat bijkomende maatregelen nodig zijn, dan zal de regering die nemen. Wij verwachten ook dat in het overleg van de minister van Consumentenzaken over het protocol stappen vooruit worden gezet. Als dat allemaal onvoldoende helpt, gaan we nog verder. De meerderheid zal druk op de banken blijven zetten.

01.46 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, u zei het correct. U hebt veel aangekondigd, zo zei u letterlijk, maar u hebt niets concreets gedaan. De ECB heeft ondertussen al 10 renteverhogingen op rij gedaan. Kent u een bank in dit land die er ook al 10 gedaan heeft? De rente bij de ECB zit opnieuw op het hoogste niveau in vergelijking met de voorbije jaren. Is er een bank die vandaag op het hoogste niveau in vergelijking met de voorbije jaren zit? Absoluut niet.

Waarom trekt u de minimumrente niet op, zoals een aantal van uw coalitiepartners naar voren schuift? En kom alstublieft niet af met de stabiliteit van de banken. In Frankrijk bijvoorbeeld ligt de rente op de spaardeposito's een pak hoger, terwijl de stabiliteit van de bankensector in Frankrijk helemaal niet in het gedrang komt. Waarom trekt u die minimumrente niet op?

01.47 Sander Loones (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, uw standpunt is duidelijk, dat hebt u trouwens reeds meegegeven in plenum. In welke mate spreekt u nu namens de hele regering? Dat zou ik graag weten. Het gaat over de State of the Union. In welke mate zijn uw verklaringen representatief voor de hele regering?

Het gaat dan natuurlijk over de twee relevantste vragen. Ten eerste, zal het debat om de minimumrente op te trekken gevoerd worden in de regering? Of is dat debat afgesloten? Ten tweede, is het een mogelijkheid dat er een nieuwe spaarbond komt, nog dit jaar? Of is ook dat debat afgesloten.

01.48 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Verherstraeten, u zegt dat de banken hebben gereageerd en hun rente hebben verhoogd. U hebt een aantal banken genoemd. Kunt u mij dan ook zeggen hoeveel spaarders daarvan gaan genieten en met hoeveel die rente is verhoogd, want dat zegt u niet? Het gaat dan meestal over een nieuwe spaarrekening. Het gaat echt over heel kleine renteverhogingen. Kunt u ook dat preciseren?

Als mijn informatie correct is, is in België de gemiddelde spaarrente nog steeds 0,49 %. In Frankrijk is deze 2,36 %. Mijnheer Verherstraeten, ik denk niet dat de banken al bewogen hebben.

01.49 Minister Frank Vandenbroucke: Het is niet zo moeilijk om in naam van de hele regering te spreken. Ik spreek natuurlijk onder controle van de eerste minister.

Om te beginnen, hebben we beslist dat de grootbanken een solidaire bijdrage zullen leveren, omdat ze sterke schouders hebben, aan deze begroting. De verhoging van de bankentaks viseert de grotere banken. Dat is doelbewust, rechtvaardig en proportioneel. We hebben gezien dat het eerder andere banken zijn die uitdagers zijn geweest de voorbije weken en maanden inzake renteverhogingen dan de grootbanken. We maken dat onderscheid, maar de maatregel die we voorstellen, is ook volstrekt rechtvaardig en proportioneel. De grootbanken zullen meer betalen aan de begroting. Als ik nu hoor zeggen dat ze daardoor de rente niet kunnen verhogen en ze waren dat eergisteren juist van plan, wie gelooft dat dan? Niemand gelooft dat toch.

Het stopt daar inderdaad niet. We zullen ook maatregelen nemen om de spaarder sterker te maken tegenover deze banken. Mevrouw Bertrand is niet alleen staatssecretaris voor Begroting, ze legt hier een uitstekend en sterk begrotingswerk neer, ze is ook staatssecretaris voor Consumentenbescherming. Ik heb er het volste vertrouwen in dat ze ook een sterk werk zal neerleggen in het overleg met de banken. De afspraak en de doelstelling zijn duidelijk. De heer Verherstraeten heeft dat eigenlijk ook gezegd. De doelstelling van het overleg dat mevrouw Bertrand voert met de banken is duidelijk. Er moeten afdwingbare afspraken komen, waarbij de banken hun klanten altijd hun beste product niet alleen tonen, de klanten daarover informeren, maar ook aanbieden. Dat is vandaag een van de zeer grote problemen. Mensen weten dat niet, zelfs niet van hun eigen bank. Ten tweede moet men ervoor zorgen dat mensen zich kunnen informeren op basis van hun eigen wensen en voorkeuren en op basis van hun eigen profiel als spaarder, dat mensen zich kunnen informeren over banken heen wat het beste aanbod is met voor hun profiel het beste rendement. Ook dat is iets wat mevrouw Bertrand zal opnemen. Ik heb daar het volste vertrouwen in.

Is daarmee alles gezegd over consumentenbescherming en de bankensector? Nee, natuurlijk niet. Het zijn wel twee essentiële afspraken die in de regering werden gemaakt. We moeten de regering en mevrouw Bertrand even de tijd geven om dat af te ronden, dat is geen eenvoudig gesprek. Ze zet

stappen en er worden tussenstappen gezet. We moeten haar nog even tijd geven om dat af te ronden, maar ik heb er het volste vertrouwen in.

01.50 Wouter Vermeersch (VB): Minister Vandenbroucke, een euro rente kan maar één keer worden uitgegeven. Banken zullen inderdaad meer betalen, niet aan de spaarder, maar aan de staatskas. In de plaats van de banken onder druk te zetten om meer aan de spaarder te geven, zet u hen onder druk om meer aan de staatskas te betalen. Ik zal de minister van Financiën van vorige week citeren. Misschien kan collega Verherstraeten de uitspraak van zijn minister van Financiën nogmaals verdedigen. Hij zei letterlijk dat de winsten van de banken bij de spaarder moeten terechtkomen in de plaats van in de staatskas. Uw regering doet net het omgekeerde: ze parkeert de winsten van de banken in de staatskas in de plaats van de banken eindelijk onder druk te zetten om meer rente te geven op de spaarboekjes.

01.51 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de minister, ik wil zeker weten of ik het goed verstaan heb. Wat u zegt is belangrijk, maar wat u niet zegt, ook. Uit wat u zegt en wat u niet zegt, maak ik op dat er binnen de regering nog geen afspraak is over het verhogen van de minimumrente en dat er evenmin al een afspraak is over het al dan niet uitreiken van een tweede staatsbon.

01.52 Minister Frank Vandenbroucke: Mijnheer Loones, of er nog een staatsbon komt of niet, ik kan niet in een glazen bol kijken. Dat hangt af van de omstandigheden, ik kan dat niet voorspellen. Ik ben ook niet de minister van Financiën, ik ben hier mijn bevoegdheden al zwaar te buiten gegaan. Ik zou nog iets willen zeggen over uw vraag en ten aanzien van de heer Vermeersch. Wij willen dat de spaarder een betere deal heeft.

Het feit dat men de grootbanken 150 miljoen euro extra aan de begroting laat bijdragen, in vergelijking met de winsten waarop ze zitten, sluit helemaal niet uit dat ze ook nog de spaarrente verbeteren. De cashflow vanuit de ECB is wel een beetje meer dan 150 miljoen euro.

De tweede actie is inderdaad dat we de positie van de klant ten aanzien van de bank gaan versterken. Dat gaan we doen en dat is consumentenbescherming. Ik geloof daar ook in.

Mijnheer Vermeersch, het feit dat wij 150 miljoen euro extra vragen, is rechtvaardig en structureel. Dat zal zo zijn en blijven. Ondertussen hebben de grootbanken nog heel wat mogelijkheden om hun rente te verhogen, maar als men dat goed wilt doen – dat is het besluit van het debat in de regering – dan is het nu niet de beste weg om een lineaire minimumrente op te leggen. We gaan wel de klanten sterker maken. Dat is de weg die we willen volgen. Dat is duidelijk.

De **voorzitter:** Degenen die het woord op dit punt vragen zijn de heer De Vriendt, de heer Dedecker, mevrouw Merckx, de heer Vermeersch en de heer Loones.

01.53 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Collega's, ik denk dat we binnen deze meerderheid dezelfde doelstelling nastreven. Dat is een eerlijke rente voor de kleine spaarder, een intrest die hoger moet zijn dan vandaag het geval is. Als de huidige maatregelen niet zouden volstaan om die doelstelling te behalen, dan vraag ik dat de regering in alle openheid andere, misschien meer doortastende maatregelen bekijkt en invoert. We denken dan bijvoorbeeld aan de invoering van een minimumrente voor de kleine spaarder.

01.54 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer de voorzitter, het is een interessant debat. Het is ook interessant te vernemen dat het Vlaams Belang tegen een bijdrage van de bankensector is.

Eerlijk, mijnheer de minister, ik ben teleurgesteld dat u 150 miljoen euro een rechtvaardig deel noemt. Wij hebben het over 150 miljoen euro op 6,2 miljard euro winst. Dat is een homeopathische taks. Hadden we daar meer geld gehaald, had u maatregelen voor de koopkracht kunnen treffen.

Wat ik ook merk, is dat u alsmaar doorgaat met het overleg, want u wil eventueel een rente. Wij hebben echter gezien wat het overleg met de banken over de automaten heeft opgeleverd. Er verdwijnen steeds

meer automaten. Wij zouden ook overleg plegen via de consumenten over de prijzen in de voedingssector.

Nu blijven wij aan de banken vriendelijk vragen, briefjes sturen en discussiëren. De banken luisteren echter niet naar al uw vriendelijke briefjes. De enige oplossing is doen zoals Frankrijk, namelijk hen verplichten de rente te verhogen. Daarvoor kan u een wet maken. Dat had u kunnen beslissen.

01.55 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Mijnheer de voorzitter, mevrouw Merckx, ik heb de indruk dat wij hier een bancaire discussie voeren op het niveau van de Sovjetunie.

Ten eerste, de rente is een markt van vraag en aanbod die door Europa wordt bepaald.

U kan het de banken kwalijk nemen. Ik zal ze absoluut niet verdedigen, integendeel zelfs. Iemand wordt daarvan echter heel vlug beschuldigd.

Als de overheid evenwel een bon uitgeeft met een roerende voorheffing die de helft bedraagt van wat in de privésector moet worden betaald, dan heb ik mijn bedenkingen daarbij.

Collega's, indien u wil dat de mensen meer in hun zak hebben, schaf dan de 30 % roerende voorheffing af en ga naar 15 %, zoals voor de staatslening. In dat geval is er ook geen discriminatie en kan de overheid die 150 miljoen euro doorstorten aan de spaarders. Verlaag dus die 30 % naar 15 % in plaats van oneerlijke concurrentie te creëren op dat niveau.

01.56 Sander Loones (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, ik wil onmiddellijk een brug maken naar uw betoog, want ik hoor u beiden hetzelfde zeggen, onder andere dat u inzet op consumentenbescherming en –versterking. U onderstreept dat u en de meerderheid verder zal gaan. Bij de heer De Vriendt hoor ik een vraag naar openheid om een dergelijke maatregel te bespreken. Dat is al een beetje minder. Minister Vandenbroucke zegt dan weer: *on verra bien*, we zullen wel zien. Intussen doet de regering alvast wel wat de minister van Financiën niet wil. Het geld wordt namelijk niet aan de spaarder gegeven, maar wel binnengehaald om de begrotingsput iets meer te dichten, namelijk met 150 miljoen euro. Uw forse verklaring werd dus al gemilderd of teruggebracht tot een *on verra bien*; intussen doet de regering wel wat de minister van Financiën expliciet gevraagd had om niet te doen.

01.57 Wouter Vermeersch (VB): Vooreerst, dames en heren van de PVDA-PTB-fractie, wij stappen niet mee in uw beleid dat erin bestaat om met plezier het spaargeld van de hardwerkende Vlaming te nationaliseren om al uw dromen waar te maken.

Minister Vandenbroucke, u bent de man van de dossiers en de cijfers, zeker op uw departement. Daarom zal ik u een cijfer geven voor Financiën. Op jaarbasis verdwijnt 0,34 % op de spaardeposito's in de staatskas via de spaarfiscaliteit. Met de bankentaks voegt u daar nu nog wat procentpunten aan toe. Daarmee gaan wij niet akkoord. Met de regering ziet u, net als wij, miljarden binnenstromen bij de banken, maar in plaats van de banken te dwingen om die miljarden te delen met de kleine spaarders, grijpt u de mogelijkheid om met dat extra geld het gat in uw begroting te dichten.

Mijnheer Verherstraeten, ik heb nog een rechtstreekse vraag voor cd&v. In 2011 noemde toenmalig minister van Financiën Koen Geens, nu ook aanwezig, zich in het Parlement voorstander van de hervorming van de spaarfiscaliteit. Dat kan in de pers nagelezen worden. Tot vandaag is er echter niets gebeurd inzake de spaarfiscaliteit. Nu de fiscale hervorming compleet mislukt is, getorpedeerd door uw regeringspartners, gaat u misschien kleinere hervormingen aanpakken, zodat u misschien toch kunt bogen op een realisatie op Financiën. Bent u bereid om de spaarfiscaliteit te hervormen, zoals ook collega Dedecker gevraagd heeft?

01.58 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Loones, ik heb geen millimeter verschil gehoord tussen wat de vice-eersteminister heeft gezegd namens de regering, en wat ikzelf heb gezegd namens mijn fractie. Wij hebben gedaan wat we gedaan hebben. Dat heeft resultaten opgeleverd, maar wij willen nog meer resultaten. De eerste stappen zijn het protocol en het onderzoek van de Mededingingsautoriteit.

Wat de bankentaks ten belope van 150 miljoen betreft, sommigen klagen aan dat dat schandelijk veel is en dat de banken de rentes daardoor niet zullen kunnen optrekken. Anderen noemen de maatregel homeopathisch. Na wat we sinds 2008 met de banken hebben meegemaakt, vind ik het meer dan fair dat zij een bijdrage geven aan de overheid. Daarbij komt trouwens dat de spaarbanken, die de rentes als eerste hebben opgetrokken, meer worden ontzien dan de grootbanken.

Collega Vermeersch stelde nog een vraag over de belastinghervorming. Ik kan niet anders dan concluderen dat de minister van Financiën meer ambitie aan de dag heeft gelegd dan het regeerakkoord, dat het had over de voorbereiding van een belastinghervorming. Hij heeft namelijk een blauwdruk gemaakt, die zowel links als rechts – *il faut le faire* – weinig kritiek kreeg, een verschuiving inhield en de lasten op arbeid, waarvan iedereen in het huis zegt dat ze te hoog zijn, verlaagt, met de nodige terugverdieneffecten. Inderdaad, een fiscale maatregel die de arbeidsinkomsten minder taxeert, is meteen een arbeidsmarktmaatregel en die lijkt mij noodzakelijk voor de toekomst. In de blauwdruk was er bovendien sprake van belasting op vervuiling en homogenisering van consumptie.

Daar zijn onderhandelingen over gevoerd. Die onderhandelingen hebben niet geleid tot een akkoord in de regering. Wie mij daarover voor het zomerreces heeft gehoord, zal niet vergeten zijn hoe verdomd ontgoocheld ik daarover was. Het was immers een unieke kans voor de regering om op een cruciaal domein grondige stappen vooruit te doen. Net voor de vakantie heb ik in plenaire vergadering nog opgemerkt dat mislukken niet erg is, maar opgeven wel. Intussen zijn mijn gedachten gerijpt en begrijp ik dat die hervorming zo dicht bij de verkiezingen niet haalbaar is. Hoe dan ook weiger ik ook aan cherrypicking te doen en links en rechts wat te hervormen en zo het geheel te vermascreren.

Onze ambitie is immers precies om een hoop fiscale koterijen te doen verdwijnen en de fiscaliteit te vereenvoudigen. Dat is absoluut noodzakelijk. Het is onze overtuiging dat na de verkiezingen, hoe het Parlement ook zal zijn samengesteld en welke meerderheid er ook zal worden gevormd, de volgende regering niet anders zal kunnen.

De blauwdruk zal opnieuw boven water komen samen met de voorstellen over arbeidsmarkt- en pensioenhervormingen. Trouwens, pensioenhervormingen zijn ook arbeidsmarkthervormingen. Fiscale hervormingen zijn ook arbeidsmarkthervormingen. De ambitie om tegen 2030 80 % van de mensen aan de slag te krijgen, mogen wij niet opgeven. Dan zullen wij structurele hervormingen moeten uitvoeren.

Ik heb al lang zitting in het Parlement en heb minstens geleerd dat men slechts dergelijke complexe en moeilijke hervormingen tot stand kan brengen, als men evenwichtige akkoorden maakt en die maakt men bij het begin van de legislatuur. Ik heb het dan over het regeerakkoord.

In zulke complexe en moeilijke zaken slaagt men alleen als men evenwichtige akkoorden sluit en die sluit men bij het begin van een legislatuur, bij de opmaak van een regeerakkoord. Dat was niet anders en dat zal morgen ook niet anders zijn.

01.59 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer Verherstraeten, u vindt het jammer dat die rechtvaardige fiscale hervorming er niet is gekomen. Ik herinner mij dat u vorig jaar bij de beleidsbespreking met heel veel toeters en bellen beloofde dat die er zou komen. U hebt toen gezegd dat het een ambitieuze en gedetailleerde fiscale hervorming zou zijn, waarbij elke werkende 500 euro per jaar meer kon verdienen. Ik heb het verslag erop nagelezen en dat waren letterlijk uw woorden, maar van die grote belofte blijft vandaag niets over. Dat zou dé maatregel zijn om de koopkracht te verhogen, maar die is er niet gekomen. Ook vandaag neemt u geen enkele maatregel, maar toch klopt u zich op de borst dat de koopkracht goed beschermd is. Dat klopt echter niet. Een gezin op zes moet maandelijks in het rood gaan. Hoe verklaart u dat? Wij hebben wat dat betreft een heel concreet voorstel, namelijk een btw-verlaging op voeding naar 0 %. Dat zou de mensen echt helpen. Wat vindt u van dat idee?

01.60 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, ik lees in de pers dat het een typische verkiezingsbegroting is, waarin iedere minister iets heeft binnengehaald. Ik vraag mij echter oprecht af wat de minister van Financiën eigenlijk heeft binnengehaald. Zijn fiscale hervorming is een compleet fiasco. Op onze vraag over de accijnzen aan de pomp antwoordde hij hier twee weken geleden dat hij dat op de regeringstafel zou leggen tijdens de begrotingsbesprekingen. Hij heeft daar niets van

binnengehaald, we zien daar niets meer van. Ook niets wat betreft de spaarrente. Integendeel, hij heeft de bankentaks moeten slikken en de rentes zijn amper of niet gestegen. Er ligt daarvoor geen enkele maatregel op tafel. Mijn vraag is heel concreet: wat heeft uw partij eigenlijk binnengehaald op het vlak van Financiën? Volgens mij helemaal niets.

01.61 Servais Verherstraeten (cd&v): U vroeg naar het palmares van de minister van Financiën. Ik antwoord dus op uw vraag, indien toegestaan. Hij heeft samen met zijn collega in de regering de btw op elektriciteit verlaagd van 21 % tot 6 %. Hij heeft de BBSZ verlaagd. Hij heeft voor een vergroening van de fiscaliteit van wagens gezorgd. Hij heeft een hervorming op poten gezet die niet zal landen, maar die wel terugkeert. Hij heeft wat dat betreft eigenlijk precies gedaan wat er in het regeerakkoord stond, namelijk een fiscale hervorming voorbereiden die de lasten op arbeid verlaagt. Wie er ook zal besturen in dit land, ze zullen niet om dat plan, waar velen in ons land mee instemden, heen kunnen.

Ik zal ook de vraag over de koopkracht beantwoorden. Ik heb daarnet een aantal belastingverlagingen van de minister van Financiën en van de regering opgesomd. Die hebben de koopkracht van de mensen hoe dan ook verhoogd. Wij hebben in tegenstelling tot alle andere landen een automatische indexatie, die ervoor gezorgd heeft dat de lonen in België veel meer gestegen zijn dan in onze buurlanden. Ook de spaarrentes zijn de afgelopen weken gestegen. Het zou u bijzonder moeten verheugen, maar dat vergeet u blijkbaar, dat we nu ook het minimumloon verhogen, naast alle verhogingen van de sociale uitkeringen in deze legislatuur. Deze regering heeft voor de koopkracht van gewone, werkende mensen, maar ook van zieken, fenomenale inspanningen gedaan, veel meer dan in de ons omringende landen.

Voorzitter: Eliane Tillieux, présidente.

Président: Eliane Tillieux, voorzitter.

01.62 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Verherstraeten, minister Van Peteghem heeft inderdaad de btw op de energiefactuur verlaagd, maar hij heeft de accijnzen wel verhoogd, een platte vestzakbroekzakoperatie. Hij heeft inderdaad de bijzondere bijdrage voor de sociale zekerheid verlaagd, maar hij heeft ze niet afgeschaft. Netto is de som echter dat de lasten op arbeid nog altijd de hoogste van de wereld zijn. Waar wij vroeger wisten dat alleenstaanden nergens zoveel belasting betaalden als in België, is dat onder deze regering intussen ook voor gezinnen het geval, dus ook op dat vlak heeft minister Van Peteghem gefaald. Tot slot is zijn fiscale hervorming een compleet fiasco geworden, vandaar mijn vraag – ik herhaal ze – wat de minister van Financiën in deze begrotingsoefening heeft binnengehaald.

01.63 Servais Verherstraeten (cd&v): Mijnheer Vermeersch, vermits u uw vraag gewoon herhaalt, kan ik verwijzen naar het antwoord dat ik gegeven heb. Trouwens, u zegt dat de belastingen op arbeid niet verlaagd zijn, maar ik heb u daarnet voorbeelden gegeven van het tegendeel. Stop toch met onwaarheden te vertellen om vervolgens conclusies te trekken die niet terecht zijn.

Collega's, ik kom bij de begroting. Bij het begin zei ik dat de begroting uiteraard onder druk staat door de bescherming van de koopkracht van zij die werken en gewerkt hebben, maar in tegenstelling tot in onze buurlanden is er door de keuzes die wij hebben gemaakt bij ons niet de recessie die er wel in grotere mate is in Nederland en Duitsland. Die keuzes hebben inderdaad consequenties voor de begroting, dat hoeven wij ook niet te ontkennen. Daarom hebben wij vorig jaar en eerder zelfs, collega Loones, aangedrongen om de begrotingen voor 2023 en 2024 samen te maken. Dat heeft deze regering ook gedaan. De regering heeft tevens een begrotingscontrole gedaan in maart van dit jaar. Nu moesten wij dit najaar nog een inspanning van 1,2 miljard euro doen om te realiseren wat wij hadden afgesproken met de andere deelstaatregeringen. Ondanks het feit dat wij bijkomende investeringen doen die niet voorzien waren, halen wij dat saldo van 1,2 miljard euro.

Wij hebben de afspraken met de deelstaatregeringen correct uitgevoerd. Ik vind dit in moeilijke omstandigheden, in crisisjaren, een belangrijke stap. Zijn er nog stappen te zetten? Uiteraard. Maar de stappen die wij gezet hebben, waren wel een keuze, waarbij wij gezinnen, alleenstaanden en kmo's ontzien hebben en waarbij wij inspanningen hebben gevraagd van de sterkste schouders. Dat zijn belangrijke keuzes. En dergelijke keuzes zullen ook in de toekomst gemaakt moeten worden wil men draagvlak hebben bij de bevolking.

Wij zijn ook verheugd met de beslissing over het permanent maken van de btw-verlaging voor de sloop

en heropbouw voor particulieren. Die wordt permanent. Dit betekent het einde van de jaarlijkse onzekerheid. De voorwaarden van enige en eigen woonst en 200 m² zijn redelijke voorwaarden. Trouwens, ook op Vlaams niveau kennen wij die voorwaarden.

Voor ons christendemocraten is het volgende belangrijk. Terecht bestond die maatregel reeds langer in de steden. Vanaf nu wordt het zo dat als men een huis afbreekt en een nieuw zet op de dezelfde plaats, of het nu in Brussel stad is of in Bachten de Kupe, men als eigenaar gelijk wordt behandeld. Dat lijkt mij heel relevant.

01.64 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer Verherstraeten, dit is nu de tweede keer dat ik u hoor spreken over de sterkste schouders die u wilt aanspreken. Maar ik geloof u eigenlijk niet. Ik vind dat het heel duidelijk is waar uw prioriteit ligt. In plaats van de werkende klasse te beschermen, kiest vivaldi de kant van de multinationals en van de miljonairs. Na twee jaar debatteren is er geen spoor van een fiscale hervorming, geen vermogensbelasting, geen meerwaardebelasting op aandelen.

Als het gaat over het extra belasten van de werkende mensen, slaagt vivaldi er wel om in twee weken tijd een akkoord te bereiken. Zo lang heeft het immers geduurd om de accijnzen op gas en elektriciteit te verhogen. U zegt dan dat u de koopkracht wel hebt beschermd, dat vertelde u daarnet, met de automatische indexering. Het zou er nog aan moeten mankeren.

Straks zal ik u nog moeten feliciteren omdat u de pensioenen niet hebt afgeschaft of dergelijke. Dat is toch een evidentie. Zonder die automatische indexering zaten wij nog veel dieper in de put. Het gaat erover dat u niets wezenlijks gedaan hebt om de koopkracht te beschermen.

01.65 Sander Loones (N-VA): Het is een procedureel punt. We hebben inderdaad afspraken gemaakt over hoe we het debat zullen voeren. Er moet ruim debat zijn, iedereen moet kunnen tussenbeide komen. Dit debat hebben we daarstraks echter zeer uitvoerig gevoerd, over de fiscaliteit. We hebben ook een goede gedachtewisseling gehad met de eerste minister over wat er precies inzake fiscaliteit is beslist, wat er precies voor de werkende mensen is enzovoort. Mevrouw de voorzitter, ik zou u willen vragen dat u toeziet op de afgesproken maatregelen. Dit debat hebben we eigenlijk gehad. Het is misschien jammer dat de collega toen niet in de zaal zat, maar de kans is er wel geweest om het debat uitvoerig te voeren.

01.66 Servais Verherstraeten (cd&v): Mevrouw de voorzitter, ik vervolg mijn uiteenzetting met de inspanningen die de regering levert om die 1,2 miljard te bereiken. Ze heeft dat ook op een zeer correcte en zeer evenwichtige manier gedaan door naar de sterkste schouders te kijken en daar bijdragen te vragen. Ze doet dat ook door te besparen zonder de mensen te raken. Dat doet ze onder meer op vlak van volksgezondheid, waar een voorstel van onze fractie, waarbij artsen moeten overschakelen naar doelmatig voorschrijfgedrag, naar doelmatig geneesmiddelen voorschrijven, naar het afleveren van medicatie per behandelingsduur een maatregel is die goed is voor de patiënt en die goed is voor het budget, zonder dat er iemand nadeel aan ondervindt. Ik ben blij dat deze regering dit initiatief ook ondersteunt.

Als politici moeten we ons zorgen maken over het gebrek aan vertrouwen in de politiek. Dat beperkt zich trouwens niet tot de politiek, maar strekt zich tot alle gezagsinstellingen, niet alleen in dit land, maar in alle landen en in alle democratieën.

Er zijn inderdaad mensen die twijfelen aan ons vermogen om grote problemen van deze tijd te kunnen oplossen. Sommigen voelen zich misschien onvoldoende gehoord of onvoldoende betrokken. We hebben nog 8 maanden voor de verkiezingen. Tijd om dat scepticisme te doen verminderen door een overheid die betrouwbaar is. Door respect te tonen voor de mensen. Door mensen te beschermen. Door gezinnen te beschermen. Door alleenstaanden te beschermen. Door kmo's en bedrijven te steunen. En, vooral, door de meest kwetsbaren niet uit het oog te verliezen. Laten we de resterende tijd van de legislatuur gebruiken om het aangekondigde beleid uit te voeren, om het reeds besliste beleid ook om te zetten in wetgeving en uit te voeren. Aan alle collega's in deze regering: door noodzakelijke hervormingen voor te bereiden op ieder departement, zoals dat ook op Financiën is gebeurd.

Collega's, mijnheer de eerste minister, dit is een begroting die voorligt die gezinnen steunt, die alleenstaanden steunt, die kmo's steunt. Dit is een begroting die investeert in veiligheid, die respect toont voor politiemensen en hulpverleners. Dit is een begroting die de samenlevingsproblemen aanpakt.

Onze fractie zal u het vertrouwen geven.

01.67 Sander Loones (N-VA): Mijnheer Verherstraeten, u hebt daarnet een bloem geworpen, terecht denk ik, naar een van uw ministers die meer ambities heeft gehad dan het regeerakkoord met de fiscale hervorming. Ik wil een andere passage voorlezen uit het regeerakkoord: "De regering zal voorstellen, onder de vorm van wetteksten, voorbereiden op het vlak van de bevoegdheidsverdeling, de financieringsregels en de instellingen. De regering wenst in ieder geval tijdens deze legislatuur wetteksten te integreren, betreffende een meer homogene bevoegdheidsverdeling op het vlak van gezondheidszorg."

Het regeerakkoord is de referentie. We spreken over het laatste jaar. Hier staat dat er wetsvoorstellen voorbereid en klaar moeten zijn. Waar zijn die communautaire wetsvoorstellen? Is er dan een minister van cd&v die misschien minder ambitieus is geweest dan het regeerakkoord?

01.68 Barbara Pas (VB): Mijn vraag gaat over hetzelfde thema. Mijnheer Verherstraeten, u bent geïndigd met te zeggen dat u de resterende acht maanden gaat gebruiken om beslist beleid uit te voeren. Er zijn inderdaad een paar passages die zwart op wit in het regeerakkoord staan, communautaire passages, waarover gisteren in de beleidsverklaring bewust is gezwezen, maar waarover u in uw uiteenzetting ook hebt gezwezen.

Bij de gedane beloftes kon het helaas niet worden opgesomd, zelfs niet de simpele betaalde feestdag voor de deelstaten. Ondertussen hebben we de laatste 11 juli van deze legislatuur gehad, maar het was nog steeds geen betaalde feestdag. De andere dossiers, de regionalisering van de gezondheidszorg, homogene bevoegdheidspakketten en andere zaken, staan zwart op wit in het regeerakkoord.

Mijn vraag is heel eenvoudig. Gaat u het scepticisme verminderen door van die acht resterende maanden gebruik te maken om die belangrijke beloftes uit het regeerakkoord alsnog uit te voeren? Gaat u, als dat niet het geval is, als u naast een fiscale hervorming en naast het communautaire deel pakt, alsnog de eer aan uzelf houden in deze regering?

01.69 Servais Verherstraeten (cd&v): Mijnheer Loones, mevrouw Pas, wij hebben met de huidige meerderheid een gewone meerderheid in de juridische betekenis van het woord en geen tweederdemeerderheid. Het realiseren van een staatshervorming gebeurt door een regering te laten starten die een tweederdemeerderheid heeft binnen of buiten haar meerderheid. Die meerderheid hebben wij niet. Dat wisten wij ook toen wij startten. Het regeerakkoord is het regeerakkoord. Dat hebt u juist geciteerd. U had mij niet hoeven te citeren. Wij hebben ook geknokt voor dat akkoord. Dat is essentieel. Dat is essentieel voor de toekomst.

Mijnheer Loones, wij verschillen met uw fractie op het vlak van ambities, omdat wij dit land niet willen splitsen. Wij verschillen echter niet in de ambitie om de regio's meer autonomie te geven. Voor ons concentreert zich dat – daarom stond die passage niet toevallig in het regeerakkoord – op het gebied van de volksgezondheid en van het arbeidsmarktbeleid. Het tweede is wellicht gemakkelijker dan het eerste. Beide lijken zij mij echter hoe dan ook nodig, omdat er andere uitdagingen in de regio's zijn, die ook andere maatregelen vragen. Sta mij echter toe op te merken dat in die context de huidige minister van Institutionele Hervormingen meer dan behoorlijk werk heeft verricht.

Ten eerste, wat in de Senaat heeft plaatsgevonden, kan worden geridiculiseerd. Voor mij was dat echter wel een nuttige oefening. Ik had het daarnet over voorbereidingen. Nog relevanter is in die context de interfederale taskforce voor staatshervorming. De regionale en federale administraties zijn samengekomen en hebben knelpunten bediscussieerd. Dat gaat verder dan ideologie. Dat gaat ook over efficiëntie, waarbij wordt gepoogd punten voor te bereiden, teneinde stappen te kunnen zetten.

In het regeerakkoord is onder meer ook verwezen naar asymmetrie. We hebben stappen gezet op het vlak van arbeidsmarktbeleid, ook op het vlak van volksgezondheid. Door de ervaring heb ik – u weet

dat we daarover ook een uitgewerkt voorstel hadden, in overleg met onze deelstaatministers – de relativiteit van asymmetrie ingezien. Er is immers asymmetrie nodig. Als men echter structureel wil werken, moet men ook die bijzondere wet kunnen wijzigen.

Rien ne va plus, weet u, aan het einde van de vorige legislatuur hadden we de ambitie om de Grondwet open te breken via artikel 195. Dat is echter niet gelukt. Binnen de schoot van deze regering hebben we die afspraak wel gemaakt. We zullen aan het einde van deze legislatuur een grondwetsherzieningsverklaring én in de regering én in de Kamer én in de Senaat goedkeuren, waarbij die sleutel op de deur wordt gezet. Het is dan aan een volgende meerderheid en Parlement om daarover een akkoord te bereiken.

Het zal echter niet gemakkelijk zijn om aan een tweederdemeerderheid te geraken. Collega Loones, u weet dat zelf ook, want u hebt er ook al meerdere malen tevergeefs naar gezocht.

01.70 Sander Loones (N-VA): Ik wil dat alle collega's en mijnheer de premier dit zeer goed gehoord hebben. Ik ga ervan uit dat mijnheer Verherstraeten namens de hele regering zegt dat artikel 195 voor herziening vatbaar zal worden verklaard door alle meerderheidspartijen. Dat is hier net uitgesproken, maar wordt door niemand tegengesproken. Als iemand dat wel wil doen, zou ik dat graag horen.

Collega Verherstraeten, ik vroeg niet om een communautaire analyse te maken, want we weten dat er niets serieus communautair gebeurd is. Ik vroeg wel hoe serieus minister Verlinden haar job gedaan heeft. U kunt namelijk geen lof geven aan minister Van Peteghem, omdat hij verder gegaan is dan het regeerakkoord en meer gedaan heeft dan wat hij moest doen, maar tegelijk vaststellen dat minister Verlinden het mandaat had gekregen om wetteksten voor te bereiden, maar dat nog niet gedaan heeft. Ik verwacht deze dan ook. Het ligt in haar handen en het is aan haar kabinet om dat te doen. Ik verwacht dan ook dat de cd&v-minister deze de komende maanden indient in het Parlement, zodat deze informatie beschikbaar is voor de toekomst.

01.71 Servais Verherstraeten (cd&v): Wat artikel 195 betreft, spreek ik niet namens de regering, maar de regering heeft dat wel al beslist en ook al aan de Kamervoorzitter en de Senaatvoorzitter geschreven dat ze dat zal doen. Ik zie trouwens dat een vicepremier het bevestigt, een Franstalige vicepremier zelfs, wat u moet verblijden, collega Loones.

Die regeringsbeslissing betekent dus eigenlijk dat wij meer bereikt hebben dan N-VA in de vorige legislatuur, toen N-VA deel uitmaakte van de regering.

De **voorzitter**: Voor de laatste keer geef ik het woord aan de heer Loones.

01.72 Sander Loones (N-VA): Ik probeer serieus te blijven, Servais, of mijn vraag is alleszins serieus. Minister Verlinden moest wetteksten voorbereiden. Die opdracht hebben jullie jezelf gegeven in het regeerakkoord, de hele regering heeft dat gevraagd aan uw minister. Ik vraag u of die wetteksten klaar zijn, en zo niet, wanneer ze klaar zullen zijn, en wanneer ze worden ingediend in het Parlement. Ik maak me er geen illusies over dat die teksten bij stemming goedgekeurd zullen worden of dat er daarover een akkoord bestaat binnen de regering. De teksten zullen evenmin aan de Raad van State worden voorgelegd. Wel gaat het om publieke informatie, in een regeerakkoord gevraagd aan een minister met een publieke functie. Het is maatschappelijk relevante informatie die aan het Parlement moet worden bezorgd. Wanneer zal dat gebeuren?

01.73 Servais Verherstraeten (cd&v): Collega Loones, in het regeerakkoord staat vooreerst niet dat wetteksten definitief in het Parlement ingediend en behandeld zullen worden.

01.74 Sander Loones (N-VA): Zijn de teksten al ingediend?

01.75 Servais Verherstraeten (cd&v): Teksten kunnen pas definitief zijn namens een meerderheid als ze door alle regeringspartijen worden onderschreven. Dat is niet het geval.

Als u daarnaast graag teksten hebt, bijvoorbeeld over de overdracht van bevoegdheden inzake

Volksgezondheid, dan zullen wij u die zeker te gepasten tijde bezorgen. Onze fractie heeft desbetreffend namelijk reeds haar huiswerk gemaakt.

01.76 Sander Loones (N-VA): Wij hebben onze teksten al ingediend! (...)

01.77 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mes chers collègues, samedi dernier et dans les jours qui ont suivi, le monde a été témoin de violences atroces au Moyen-Orient. Je veux ici, avant de commencer mon intervention, exprimer une pensée pour toutes les victimes de ces violences israéliennes et palestiniennes. Les familles et proches ont toutes mes condoléances, tout mon soutien. La priorité, aujourd'hui, est à la désescalade, à un cessez-le-feu pour protéger les civils, d'une part, et pour œuvrer à la fin de l'occupation, d'autre part, car c'est le seul moyen pour amener une paix durable dans la région.

Monsieur le premier ministre, hier vous avez aussi bien présenté le bilan de la Vivaldi que le budget pour 2024. Donc, je commenterai également ces deux éléments. Commençons par le bilan de la Vivaldi! Hier, vous avez dit avoir soutenu les citoyens durant les crises et, ensuite, parlant de la situation actuelle, vous avez fixé vos priorités. La crise serait derrière nous et, comme maintenant tout va bien, nous pouvons aller vers des économies.

Monsieur le premier ministre, je me suis demandé en vous écoutant quand vous aviez fait vos courses vous-même pour la dernière fois. Quand avez-vous fait le plein d'essence vous-même, ou payé votre facture d'énergie? Avez-vous, en voyant le ticket de caisse, pensé que c'était vraiment beaucoup? À vous entendre hier, vous ne connaissez pas ce sentiment-là.

Quand vous dites que la Vivaldi a bien protégé le pouvoir d'achat des gens, je me demande dans quel pays vous vivez. Moi, les gens que je croise tous les jours me disent qu'ils n'en peuvent plus. Ils me disent que le prix du caddie, ça ne va pas. Le prix à la pompe, ça ne va pas. Les taxes qu'on paye, ça ne va pas. Et ce que les gens me disent est confirmé par les chiffres. Je vais vous en citer quelques-uns. Un ménage de deux personnes dépense en moyenne 51 euros (*sic*) pour les courses alimentaires pour un mois. C'est 63 euros de plus que l'année passée, beaucoup plus que l'indexation des salaires. Le litre d'essence est de nouveau à 1,9 euro et une étude de Solidaris a montré qu'une personne sur trois a renoncé à se soigner faute d'argent. C'est cela, la réalité.

La semaine dernière, une nouvelle étude a montré qu'un ménage sur six termine dans le rouge pour 240 euros chaque mois, quant aux banques alimentaires, elles ont vu leur fréquentation augmenter de 18 % en 2022. Les indépendants aussi souffrent – ma collègue en a déjà parlé – particulièrement dans l'horeca ou un nombre record de 1 400 faillites a été enregistré cette année, cela représente une augmentation de 20 % par rapport à l'an passé.

Donc non, monsieur De Croo, les gens ne se rappelleront pas du gouvernement Vivaldi comme celui qui a sauvé le pouvoir d'achat. D'ailleurs, si tel était le cas, pourquoi donc le pouvoir d'achat est-il la première préoccupation des citoyens dans les sondages? Non, les gens se rappelleront du gouvernement Vivaldi comme celui qui a maintenu la pension à 67 ans, maintenu le blocage des salaires – comme s'en est vanté hier le premier ministre –, celui du nombre record et de la chasse aux malades de longue durée et aussi comme le gouvernement qui n'a rien fait pour enrayer l'explosion du prix de l'alimentation.

Wij zullen het even over de begroting hebben. Ik heb gisteren flink gezocht, maar ik heb bijna geen enkele maatregel gevonden die de koopkracht van de mensen ondersteunt. Nochtans is de koopkracht een zeer belangrijke zorg voor de mensen.

Toen u aan het spreken was, mijnheer De Croo, dacht ik: hoe komt het eigenlijk dat u niet spreekt over de huidige koopkrachtcrisis? De boodschappen in de supermarkt zijn vandaag 13,5 % duurder dan een jaar geleden. Onlangs kreeg ik een berichtje van Amina uit Antwerpen. Zij zegt het volgende: mijn loon is geïndexeerd, maar mijn huur is veel meer gestegen dan mijn loon; en dan heb ik het nog niet over de prijs van de boodschappen, de prijs van energie; ik moet constant opletten, Sofie; ik heb zelfs het abonnement van de televisie opgezegd, en elke maand hoop ik dat er geen onverwachte uitgaven komen, bijvoorbeeld voor een schoolreis van de kinderen.

Wat zegt u tegen mensen als Amina? U komt niet rond met uw klein loontje door de loonblokkering; ga dan bijklussen.

Een te laag pensioen? Ga dan bijklussen in een flexi-job.

Met de uitbreiding van de flexi-jobs die gisteren is voorgesteld, zetten de liberalen duidelijk hun stempel op deze laatste begroting. Zij halen hun trofee binnen. De flexi-jobs werden in 2015 ingevoerd als een uitzonderingsmaatregel in de horeca. Door sommige partijen hier werd zelfs plechtig uitgelegd dat het systeem nooit zou worden uitgebreid. Sommigen, om Groen niet te noemen, beloofden zelfs dat het zou worden afgeschaft. Maar wat kondigde de eerste minister gisteren aan? Van 120.000 flexi-jobs wil hij naar potentieel 500.000 gaan. Dat is geen uitbreiding, dat is een veralgemening. En dat voor een maatregel waarover in het regeerakkoord geen woord stond.

01.78 Eerste minister **Alexander De Croo**: Het is interessant dat u de verbinding maakt tussen flexi-jobs en pensioenen. Er is geen enkele andere regering die de pensioenen zo fors heeft doen stijgen. Velen in het Parlement hebben gezegd dat de minimumpensioenen moeten stijgen tot 1.500 euro. De pensioenen zijn echter nog een stuk meer gestegen. Vandaag bedraagt het minimumpensioen zelfs bijna 1.700 euro, zowel bij zelfstandigen, werknemers en ambtenaren. Dat heeft deze regering gedaan.

(...): Door inflatie.

01.79 Eerste minister **Alexander De Croo**: Nee, niet door inflatie! De indexering heeft daar natuurlijk een effect op gehad, maar beweer hier nu niet dat we flexi-jobs mogelijk hebben gemaakt omdat de pensioenen zo laag zijn. Dat is de oneerlijkheid van de PVDA, terwijl we de pensioenen veel forser hebben verhoogd dan om het even welke vorige regering. Dit is de oneerlijkheid van de PVDA. Ja, wij kijken op een andere manier naar werk dan u. Dat is juist. Er zijn gepensioneerden die graag werkten, die goed waren in hun job en die verder willen werken om hun ervaring aan andere mensen over te dragen, om hun sociaal netwerk te behouden en om wat bij te verdienen.

Van u mogen zij dat blijkbaar niet. U wilt dat verbieden en die mensen tegenhouden om te doen wat ze graag doen. Dat is uw visie op werk! Dat is niet onze visie op werk. Laat de mensen doen, geef hen de mogelijkheid! Er is niemand die hen verplicht, want wij hebben de pensioenen meer doen stijgen dan om het even wie.

01.80 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Mijnheer de premier, het is duidelijk dat u het niet met een gemiddeld pensioen moet doen. Wat is het gemiddeld pensioen in België? Dat is 1.400 euro. Kunnen de mensen daarmee rondkomen? U zult dat pensioen wel niet krijgen. Als we kijken naar het minimumpensioen van 1.500 euro in 2018, dan zou dat vandaag 1.800 euro moeten zijn als we de inflatie meerekenen. Het minimumpensioen is inderdaad een beetje gestegen, maar is vandaag nog altijd heel laag. Kan een gepensioneerde rondkomen met 1.400 euro per maand? Neen. Wat stelt u aan die mensen voor? In plaats van de pensioenen op te trekken, zoals u zou moeten doen, zegt u hen dat ze maar moeten bijklussen zodat ze kunnen rondkomen. Ik weet niet op welke planeet u leeft, mijnheer de eerste minister, maar met een pensioen van 1.400 euro kan men niet rondkomen.

01.81 **Ahmed Laaouej** (PS): Madame Merckx, pour ne rien vous cacher, je vous ai entendue depuis mon bureau. Heureusement, le système nous permet d'entendre le débat depuis notre bureau.

Vous avez évoqué le montant moyen des courses par ménage et avez parlé de 50 euros. Pourriez-vous préciser le chiffre que vous avez donné?

01.82 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Une étude publiée par Testachats, je pense, évoquait le montant de 531 euros mensuels pour nourrir un ménage de deux personnes, soit 63 euros en plus que l'année passée.

01.83 **Ahmed Laaouej** (PS): Il s'agit du montant par ménage.

01.84 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Oui, exactement, pour la nourriture.

01.85 Ahmed Laaouej (PS): Très bien. Je vous remercie.

01.86 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Avec plaisir. À votre service. Si vous le désirez, vous pouvez avoir mon texte. Vous pouvez l'étudier ainsi que toutes les références. Cela ne me pose aucun problème. C'est référencé.

Ik wou nog even terugkomen op de flexi-jobs, want wat zijn dat? Eigenlijk zijn dat kleine, onderbetaalde jobs die men uitoefent bovenop een andere job of bovenop het pensioen. Ze brengen de financiering van de sociale zekerheid in gevaar en zetten de sociale wetgeving onder druk. De werkgever mag de werknemer superflexibel inzetten, maar ook dumpen.

Flexi-jobs verdringen reguliere banen. Het Rekenhof bevestigde dat met een studie naar de flexi-jobs in de horeca. Die toonde aan dat 35 % van de flexi-jobbers in de horeca reguliere jobs vervangen. Het zijn geen nieuwe jobs. Hiermee wordt de poort opengezet naar de deregulering van de arbeidsmarkt en voor men het weet...

(...)

De **voorzitter**: Mevrouw Merckx moet eerst haar betoog afronden. Dat is de regel.

01.87 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Het zijn dus geen nieuwe jobs. Volgens ons wordt hiermee de poort opengezet naar de deregulering van de arbeidsmarkt. Voor men het weet, is een vaste baan met een eerlijk loon de uitzondering en zijn flexi-jobs de regel. Dat is volgens ons het echte probleem.

Flexi-jobs worden ook voorgesteld als een oplossing voor knelpuntberoepen, maar volgens ons lost men met flexi-jobs de tekorten in het onderwijs, de bouw of de zorg niet op. Maatregelen om de arbeidsvoorwaarden en de lonen te verbeteren zijn nodig. Dat vraagt ook maatregelen om de enorme uitstroom uit bepaalde sectoren tegen te gaan. Er moet een echte herwaardering komen, financieel en ook cultureel, van bepaalde technische beroepen. Zo kunnen jongeren opnieuw fier zijn om bijvoorbeeld loodgieter of bouwvakker te worden. Dat kan men volgens ons helemaal niet oplossen met flexi-jobs.

Ik wilde het ook even hebben over de vrijheid die de regering de mensen wil geven om bij te klussen. Daar had de heer De Croo het gisteren immers over. Dat is eigenlijk gewoon de amerikanisering van onze arbeidsmarkt, zodat mensen de vrijheid hebben om verschillende jobs te doen tot zij kapotgewerkt zijn en de rangen van de langdurig zieken kunnen aandikken. In plaats van te genieten van hun pensioen krijgen mensen de vrijheid om bij te klussen om rond te komen. Zij hebben ook de vrijheid om hun gezinsleven op te offeren en hun kinderen amper te zien, de vrijheid om te gaan werken zonder dat zij hun uren kennen. Eerlijk waar, wij passen voor die vrijheid.

In 2015 werden de flexi-jobs ingevoerd. Open Vld wilde die al van bij het begin veralgemeend zien, wat mevrouw Rutten in 2016 ook zei. Flexi-jobs zijn de natte droom van elke liberaal. De vraag die wij ons moeten stellen, is of wij kiezen voor een losgeslagen vrije markt of voor vast werkbaar werk met een volwaardig loon. Dat zijn de twee keuzes die we hebben. Normaal verwachten we van linkse partijen dat ze voor die tweede optie kiezen, tegen de flexi-jobs. Dat is de strijd van de arbeidsbeweging en volgens ons ook van links.

Toen de flexi-jobs in 2015 werden ingevoerd - de heren Gilkinet, Crombez en Daerden waren er toen bij - schreeuwde iedereen moord en brand. Zelfs cd&v was een koele minnaar van de flexi-jobs. Minister Peeters zei vaak dat hij niet de intentie had om het stelsel uit te breiden. In 2019 beloofde Groen om ze af te schaffen, maar stilaan werden ze uitgebreid. In 2018 en vorig jaar volgden nieuwe sectoren. Vandaag geeft men groen licht voor 12 nieuwe sectoren, tot 500.000 mensen.

Gisteren reageerde Caroline Copers van het ABVV, die verschillende onder u wel kennen, vlijmscherp. Zij zei: "Met vrienden als Vivaldi heeft de sociale zekerheid geen vijanden nodig." Ook deze ochtend zeiden heel wat academici, maar ook mevrouw Ulens, in *De Standaard* wat ze ervan vonden. Minister Vandenbroucke, ik heb u gisteren gehoord in *Terzake*. Waarom luistert u niet naar die mensen? Zij staan elke dag tussen de werknemers, zij moeten de onderhandelingen op het terrein voeren met de *patrons* en weten hoe het eraan toegaat in de verschillende sectoren.

Hoe kunt u als minister van Volksgezondheid voorstander zijn van een stelsel dat de werkende mensen nog meer stress bezorgt door de combinatie van verschillende jobs, onregelmatige uren en ongekende uurroosters? Ik begrijp dat niet. Ik denk dat u er in 2005 ook bij was toen men besliste om het brugpensioen af te schaffen. Ook toen kwamen keiveel vakbondsmensen op straat om te zeggen dat dit geen goed idee was. Wat zien we vandaag? Het resultaat van die politiek is dat we met 500.000 langdurig zieken zitten. Mijnheer de minister, het is tijd om opnieuw naar de gewone mensen en de mensen op de vloer te luisteren.

01.88 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mevrouw Merckx, mijn standpunt is duidelijk. Het is voor Vooruit duidelijk dat een flexi-job nooit noodzakelijk mag zijn voor mensen om rond te kunnen komen. Deze regering heeft daarom een ongeziene verhoging gedaan van de pensioenen. We hebben ook altijd de automatische index gegarandeerd. Nu verhogen we de minimumlonen opnieuw, voor de zoveelste keer, zodat mensen die werken effectief beloond worden. U vertelt hier halve waarheden. U hebt het over deregulering, maar u vergeet te vertellen dat wij toch heel wat regulering van de flexi-jobs kennen. We zorgen ervoor dat oneerlijke concurrentie zoals die bestond nu onmogelijk wordt omdat wij gelijke lonen voorzien voor regulier werk en flexi-jobs. Wij zorgen er ook voor dat er een plafond zit op de fiscale vrijstelling. Er zijn nog maatregelen waarmee we de oneerlijke concurrentie uitschakelen.

U hebt het over de financiering van de sociale zekerheid. Hier wordt de bijdrage verhoogd, maar wat betaalt een werkgever op regulier werk? Wat is het verschil tussen de bijdrage op regulier werk, 2.500 euro bruto, en een flexi-job?

01.89 Tania De Jonge (Open Vld): Mevrouw Merckx, daarnet heeft mevrouw Moscufo een debat gevoerd met de heer Clarinval over het beschermen van de kleine zelfstandige. Mevrouw Moscufo, het gros van de flexi-jobs wordt vandaag uitgeoefend in de horeca en de kleinhandel. Dat zijn zelfstandigen die op piekmomenten mensen inschakelen via een flexi-job. De mensen die daar worden ingeschakeld werken ofwel vier vijfde, ofwel zijn ze gepensioneerd.

Mevrouw Merckx, zou u de flexi-jobs in de horeca afschaffen? Die sector doet er vandaag massaal een beroep op, heeft ze nodig en komt in de problemen als er op piekmomenten geen personeel is. Zou u aan de horeca en de kleinhandel vandaag de boodschap meegeven dat we de flexi-jobs afschaffen? Dat is een heel concrete vraag.

01.90 Patrick Prévot (PS): Madame la présidente, je pense aussi que la position du parti concernant les emplois de qualité n'est plus à démontrer, notamment la qualité de vie, et singulièrement celle de nos seniors. Je pense que nous pouvons saluer à cet égard Mme Karine Lalieux, qui a fait un vrai travail pour relever les pensions.

Madame Merckx, j'aimerais un peu comprendre les arguments que vous avancez. Un de vos arguments est de dire que ce gouvernement encourage les pensionnés à travailler en flexi-jobs pour compenser les basses pensions. Je voudrais vous poser une petite question: aujourd'hui, avec ou sans flexi-jobs, les pensionnés peuvent-ils travailler autant qu'ils le veulent? Si oui, votre argument des flexi-jobs qui incitent les pensionnés à travailler ne tient pas. C'est donc un argument fallacieux.

01.91 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mevrouw De Jonge, het verbaast mij niet dat u voor de uitbreiding van de flexi-jobs bent. U vraagt of ik de flexi-jobs in de horeca wil afschaffen. Er werd altijd volgehouden dat de flexi-job in de horeca enkel uitzonderlijk en bij piekmomenten kon. Maar heeft de flexi-job de problemen in de horeca opgelost? Daar wordt sinds 2015 van de regeling gebruikgemaakt om te remediëren aan het personeelstekort. Vandaag is het personeelstekort nog steeds groot. Bovendien rekende het Rekenhof uit dat 35 % van de flexi-jobs eigenlijk gewone jobs verving.

Mevrouw Vanrobaeys, ik begrijp dat u het bilan van de regering wilt verdedigen, maar dat moet voor u vandaag toch moeilijk zijn. Een aantal dagen geleden zei u in de commissie naar aanleiding van een vraag aan de heer Dermagne over de eventuele uitbreiding van de flexijobs – ik citeer -: "Waar zijn wij mee bezig? Wanneer wij blijven uitbreiden, rest er maar één ding, namelijk iedereen een flexi-job. Dat is niet mijn maatschappijmodel." Maar morgen zult u de uitbreiding van de flexi-jobs naar alle sectoren goedkeuren.

De heer Dermagne werpt op dat het systeem van flexi-jobs verbeterd wordt. Zo moet het minimumloon

worden gerespecteerd. Maar voor de helft van de flexiwerkers is dat nu al niet het geval, want de helft werkt vandaag in de horeca en zal dus onder het minimumloon van de sector blijven werken, met alle gevolgen van dien.

In andere sectoren zullen ze werken aan het vigerende minimumloon. Maar dat is minder dan het minimumloon van de andere werknemers in die sector, want ze kunnen niet rekenen op anciënniteit noch op bonussen. Dat horen wij ook. Ik veronderstel dat u daarvan ook op de hoogte bent. Zo wil men in de retailsector, bij Delhaize na 18.00 uur liever een flexwerker inzetten, omdat men die geen bonus hoeft te betalen.

De regering heeft weliswaar beslist om de patronale bijdragen licht te verhogen, namelijk van 25 naar 28 %, maar dat compenseert niet het verlies aan 30 % socialezekerheidsbijdragen, die nog steeds niet betaald worden. Mijn collega, Nadia Moscufo, heeft daarover een vraag gesteld aan de heer Dermagne en het antwoord luidde dat de sociale zekerheid daardoor tot 2021 100 miljoen euro is misgelopen.

01.92 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mevrouw Merckx, u antwoordde niet op de vraag of de flexi-job duurder of goedkoper is dan regulier werk. Ik zal u het antwoord geven. Voor een flexi-job is bedraagt de patronale bijdrage 28 %, voor reguliere job met een brutoloon van 2.500 euro is dat 19,24 %. Dat is de realiteit.

Als flexi-jobs voor werkgevers duurder zijn, dan kan het systeem de sociale zekerheid niet verder uithollen. Kijk naar de percentages. Dat antwoord heb ik van u niet gehoord. U vertelt alweer halve waarheden. Dat maakt de mensen cynisch. Zo verschilt uw partij van Vooruit.

01.93 Tania De Jonge (Open Vld): Mevrouw Merckx, ik heb een duidelijk antwoord van u gehad. U bent voor de afschaffing van de flexi-jobs in de horeca. Wel mevrouw, als u de flexi-jobs afschaft, kunt u gelet op de arbeidskrapte pinten gaan drinken in de living of de kelder, maar niet meer in de horecazaken, want die zullen massaal failliet gaan.

01.94 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mevrouw Vanrobaeys, mevrouw De Jonge, ik heb niet gezegd dat ik de flexi-jobs in de horeca wil afschaffen. Ik heb gezegd dat de regeling mogelijk moet blijven, maar enkel tijdens piekmomenten. (*Hoongelach op de banken van de meerderheid*) Is dat een luchtgitaargebaar, mijnheer Van Quickenborne?

Flexi-jobs bestaan al acht jaar. Natuurlijk zijn er veel flexwerkers. Men kan de regeling niet van de ene op de andere dag afschaffen. Ik zeg dat flexi-jobs geen oplossing zijn voor de problemen in de horeca. Dat zijn ze nooit geweest. Het beroep van ober is een knelpuntberoep. Het was een knelpuntberoep in 2015 en in 2023 is het dat nog altijd. Uw flexi-jobs in de horeca hebben de problemen in de horeca niet opgelost. Een oplossing was geweest om onder andere de barema's aan te passen. Hoe dan ook zullen we het over een paar jaar zeker nog hebben over de flexi-jobs.

Het is alvast verwonderlijk hoe Vooruit van de ene op de andere dag nu voor flexi-jobs is en dat alleen wegens een kleine maatregel. Dames en heren van Vooruit, bent u de studie van het Rekenhof vergeten? Hebt u vandaag niet gehoord wat de vakbonden ervan vinden? Zij zijn tegen. Misschien zult u het hun eens moeten uitleggen.

Vandaag vernemen we dat de flexi-jobs niet alleen naar 12 sectoren zullen worden uitgebreid, maar dat men ze toelaat in alle sectoren. Daarop zullen we u afrekenen. We zullen wel zien wat er zal gebeuren.

01.95 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mevrouw Merckx, de vakbonden hebben kritiek op het systeem; u bent blijkbaar voor. Wij hebben er met Vooruit alles aan gedaan om de flexi-job te reguleren, zoals we ook andere stelsels op de arbeidsmarkt reguleren, of het nu gaat om platformwerk, dan wel dagcontracten. Wij leggen regels op, zodat werknemers het loon krijgen waarop ze recht hebben, er socialezekerheidsbijdragen betaald worden en arbeidsverhoudingen omkaderd worden in de ondernemingsraad. Zo maakt Vooruit het verschil voor de werknemers op de werkvloer.

01.96 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Maar de mensen zullen zich Vooruit ook herinneren als de partij die

de lonen heeft geblokkeerd, de mensen tot 67 jaar deed werken, het mogelijk maakt dat werknemers 10 uur per dag kunnen werken en die vandaag dus het systeem van de flexi-jobs uitbreidt. Het schijnt echter dat dat een goed idee is voor de werkende mensen.

01.97 **Melissa Depraetere** (Vooruit): Mevrouw Merckx, u bent dus niet voor flexi-jobs, behalve voor de horeca. Zegt u dan tegen iemand die fulltime werkt, in het weekend graag nog een flexi-job doet en wat extra wil werken – en die zijn er zeker – dat dat niet mag? Zegt u dat die mensen niet mogen werken? Zijn die flexi-jobs het grote kwaad en mogen die mensen niet worden beloond voor het extra werk dat zij doen? Is dat wat u zegt?

01.98 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Wij zeggen dat mensen normaal gezien goed moet kunnen rondkomen met één job, met één salaris. De lonen zijn verhoogd? De lonen zijn geïndexeerd! De loonnorm werd gerespecteerd, dat heeft de premier gisteren gezegd. De minimumlonen zijn misschien wel verhoogd, maar komt men rond met een minimumloon? Nee.

01.99 **Melissa Depraetere** (Vooruit): Ik wil vrijwillig, want ik doe het graag, in het weekend in de horeca mijn job doen. Ik heb dat zelf vijf jaar gedaan. Zegt u dat dit voor de PVDA niet kan en dat die mensen niet mogen worden beloond voor het extra werk dat ze doen? Is dat wat u zegt, dat ze daarvoor niet mogen worden betaald?

01.100 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Waarom kan dat niet in een gewone job, aan een gewoon barema, met respect voor het barema in de sector, zonder degenen die er al werken concurrentie aan te doen?

01.101 **Melissa Depraetere** (Vooruit): (...)

01.102 **Sofie Merckx** (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, als flexwerker weet u ook dat u de mensen die in de sector werken, concurrentie aandoet. Wat zeggen de vakbonden vandaag? De flexwerkers zullen in concurrentie komen met de mensen die halftijds werken en die eigenlijk meer uren willen. Wat willen de patroons vaak? Mensen die ze superflexibel, op elk moment dat ze willen, kunnen inzetten. Het heet niet voor niets flexi-job. Het gaat hier om flexibele arbeidskrachten die men kan inzetten wanneer men wil en die men kan dumpen wanneer men wil. Wij willen dat mensen een vaste baan hebben en wij willen natuurlijk af van de loonblokkeringswet, waardoor mensen echte loonsverhogingen kunnen krijgen.

01.103 **Melissa Depraetere** (Vooruit): Mevrouw Merckx, een flexi-job uitoefenen kan alleen als men een vaste baan heeft, dat is één van de voorwaarden. Ten tweede hebben de flexi-jobs in de horeca, waar ze al het langst bestaan, mee gezorgd voor het hoogste aantal vaste werknemers in de horeca ooit. Uw bewering dat die flexi-jobs ervoor zorgen dat vaste werknemers hun baan verliezen, die klopt niet. Dat is fake news! Mensen die extra willen werken, mogen van u niets bijverdienen. Voor PVDA hoeft het niet als partij tegen de arbeid!

01.104 **Minister Vincent Van Quickenborne**: Ik kan mevrouw Depraetere alleen maar gelijk geven. Mevrouw Merckx, ik hoop dat u cijfers en feiten nog aanvaardt in dit halfroond. De cijfers tonen immers aan dat het aantal vaste medewerkers in de horeca in de periode 2018-2022 gestegen is van 80.000 naar 86.000. Het aantal flexi-jobs is in diezelfde periode met 3.000 à 4.000 jobs gestegen. Zowel de vaste arbeid als het aantal flexi-jobs is gestegen. Dat is de realiteit! Dat zijn de cijfers! Ik weet dat dat pijn doet in de communistische logica. Die logica bestaat er immers uit dat er een vast aantal jobs is in dit land. Wanneer iemand dan een job inneemt, dan is dat ten koste van iemand anders.

Er bestaat echter groei in ons land, groei van de economie, groei van de arbeidsmarkt! Als er vandaag 5.197.000 mensen zijn in België die werken, wat veel meer is dan vroeger, dan is dat omdat onze economie en arbeidsmarkt groeien! Iemand die een flexi-job uitvoert, verdient hiermee geld dat hij ook weer uitgeeft, bijvoorbeeld aan de bouw van een huis, aan consumptie... Dat is de economie! Dat zijn de wetten van de economische groei! Ik weet dat dit voor communisten zeer moeilijk te begrijpen is, want voor hen moet alles vast zijn en niets mag vrij zijn. Dat is het verschil tussen u en ons in deze

regering!

01.105 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Wat feiten en cijfers betreft, baseer ik mij bijvoorbeeld op de studie van het Rekenhof over de flexi-jobs in de horeca, van een aantal jaren geleden. Het Rekenhof is toch een autoriteit in dit land, normaal gezien. Trouwens, de heer Calvo heeft naar aanleiding van die studie een tweet geplaatst waarin hij zei: feiten en cijfers zijn belangrijk voor ons; daarom vragen wij de afschaffing van die flexi-jobs.

Eerlijk waar, dat u daar enthousiast over bent, mijnheer Van Quickenborne, verbaast mij niet. De flexibilisering van de arbeidsmarkt past bij liberalen. Maar dat nu ook Vooruit daarover hoog van de toren blaast en ingaat tegen al die mensen van het terrein, ook de vakbondsmensen die daar zeer kritisch tegenover staan, dat moet u maar voor uw rekening nemen, mevrouw Depraetere.

Je voulais aussi aborder le chapitre de la fiscalité. En effet, avant le conclave budgétaire, nous avons entendu pas mal de déclarations assez musclées: il était temps de faire payer les ultra-riches, il était temps de taxer les surprofits des banques. M. Gilkinet disait à la radio début octobre: "Il est grand temps de taxer les banques et d'augmenter la taxe sur les comptes-titres". Chez Vooruit aussi, on disait: "Les banques profitent de la hausse des taux. Elles doivent contribuer à l'effort." La Vivaldi annonçait, ainsi qu'on l'a lu dans la presse, une taxe de 588 millions d'euros à aller chercher dans le secteur bancaire. Du coup, j'étais vraiment impatiente de connaître le résultat des discussions budgétaires, parce que la Vivaldi allait enfin briser quelques tabous dans ce pays.

Rappelons d'abord quelques chiffres concernant la Belgique! La Belgique, c'est 1 % des plus riches qui détiennent 24 % du patrimoine. C'est aussi 10 milliards de dividendes distribués par les entreprises belges l'année passée, une augmentation de 56 % par rapport à l'année d'avant. La Belgique, ce sont aussi les autres grandes banques belges qui font 6,2 milliards de bénéfices en 2022, après avoir payé l'impôt des sociétés, toutes les taxes et le fonds de garantie. Les prévisions pour cette année sont merveilleuses pour les banques. On s'attend à un bénéfice de plus de 8 milliards d'euros, une augmentation de 40 %. Bref, en Belgique, de l'argent, il y en a! Donc, 2023 aurait été l'année où on aurait enfin demandé aux épaules les plus larges, aux épaules colossales, de payer une contribution équitable.

Et puis, j'ai écouté le résultat des discussions. Une taxe sur les banques de 150 millions d'euros. Une taxe vraiment riquiqui. Vous avez pris une petite taxe qui existait déjà et vous l'avez élevée de quelques misérables 0,04 %. Vous auriez pu aller chercher beaucoup plus. On est très loin des 588 millions annoncés. Le premier ministre a encore dit hier que c'était un *eerlijke bijdrage*.

De heer Vandenbroucke heeft dat daarnet ook aangegeven.

M. Bouchez a été plus clair dans son tweet. Il a dit qu'il y avait une contribution complémentaire des banques, que ce n'était pas une taxe dramatique pour le secteur, que c'était une légère augmentation de la contribution bancaire, que c'était une chose raisonnable et qu'on ne voulait pas mettre à mal le secteur bancaire. Parfois, il dit de bonnes choses.

Je me demande toujours ce qu'il se passe au sein du gouvernement dans ce genre de situation. Je ne peux pas croire que vous êtes restés toute la nuit pour finalement vous mettre d'accord sur 0,04 %. C'est tellement ridicule. Où sont les ambitions qui étaient annoncées?

Vous avez peut-être reçu un appel de Febelfin, la fédération belge du secteur financier, ou de M. Timmermans, le grand patron de la FEB. Ce dernier a publié une carte blanche pendant le conclave contre cette taxe bancaire. Je suppose que c'est ainsi que cela se passe: un coup de fil et la mémoire s'envole. Les banques sont *too big to fail* et c'est encore une fois le lobby des plus puissants qui a gagné.

Ainsi, on a oublié que ING, KBC, BNP profitent de notre épargne pour faire des montagnes de profits en bloquant les taux. On oublie aussi que les distributeurs de billets disparaissent comme neige au soleil et on oublie surtout que quand les banques étaient dans la misère en 2008, on a décidé de leur donner plus de 1 000 milliards d'euros pour les sauver.

Aujourd'hui, elles sont en train de faire d'énormes bénéfices et on leur demande une contribution

absolument minuscule.

Faisons le bilan de la Vivaldi au niveau fiscal. On allait voir une réforme fiscale. Le 1^{er} avril, M. Magnette disait dans la presse: "Si les libéraux ne veulent pas faire de réforme fiscale, le gouvernement sera en état de mort clinique en juin". Nous sommes au mois d'octobre. Que se passe-t-il? A-t-on une réforme fiscale? Non! Est-ce que le PS est toujours dans le gouvernement? Oui!

Bilan: la Belgique restera un paradis fiscal pour les plus riches et un enfer fiscal pour les travailleurs. Et cela avec des partis de gauche dans le gouvernement.

Concrètement, nous ne verrons ni la taxe sur les multimillionnaires ni sur le patrimoine. Nous ne verrons pas non plus la taxe sur les plus-values, ni la taxe sur les GAFA – promise dans l'accord de gouvernement. Même au Luxembourg, les plus-values sur actions sont taxées.

Nous allons faire de la lutte contre la fraude fiscale grâce au *data mining*, par exemple. Nous ne voyons toujours rien venir.

Hier, j'ai vu des socialistes applaudir le premier ministre qui fera avec vous de sorte que la Belgique reste un enfer fiscal pour les travailleurs. Il nous annonce en même temps une flexibilisation du marché du travail et un trajet d'austérité pendant qu'il se vante d'avoir bloqué les salaires.

Pour ma part, il n'est pas question d'applaudir ça!

01.106 Joris Vandenbroucke (Vooruit): Mevrouw Merckx, over eerlijke fiscaliteit debiteert u al vier jaar dezelfde slogans.

Laten wij eens bekijken wat deze regering in de afgelopen vier jaar gedaan heeft. Wij hebben een minimumbelasting op multinationals ingevoerd. Wij hebben een effectentaks ingevoerd. Wij hebben een woekerwinstbelasting op de energiesector ingevoerd. We zullen de bankentaks verhogen en de kaaimantaks aanscherpen. Ook de strijd tegen buitenlandse belastingontwijking zullen we aanscherpen. Alles samen brengt dat 3,5 miljard euro op. Dat is 3,5 miljard euro aan extra bijdragen van multinationals, banken, de energiesector en mensen met een dikke aandelenportefeuille. Met die bijdragen zorgen wij ervoor dat de lonen van hardwerkende mensen stijgen, dat de pensioenen stijgen en dat de kosten voor gezondheidszorg en energie dalen. Als het gaat over eerlijke belastingen, eerlijke fiscaliteit, dan is de tussenstand tussen deze regering met Vooruit, versus PVDA, 3,5 miljard tegen nul. Uw slogans, de loze beloftes van PVDA, zijn niets waard. Daar hebben hardwerkende mensen niets aan.

Mevrouw Merckx, ik heb zes maatregelen genoemd inzake eerlijke fiscaliteit, die 3,5 miljard euro aan extra bijdragen opleveren van de sterkste schouders. Tegen welke van die maatregelen bent u?

01.107 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Vandenbroucke, een van de maatregelen die wij niet gesteund hebben, is de effectentaks, zoals u wel weet. Wij hebben die niet gesteund om de volgende reden. De echte miljardairs in ons land, meer bepaald 41 miljardairs, hoeveel betalen zij voor de effectentaks? Nul euro, zij betalen daar niets over. Wat wij vragen, is effectief eerlijke fiscaliteit waarbij eindelijk werk wordt gemaakt van een echte miljonairstaks in ons land. Dat gevecht voeren wij, niet alleen hier, maar ook op straat met de mensen.

01.108 Joris Vandenbroucke (Vooruit): Mevrouw Merckx, ik stel vast dat de heer Van Hees van de PVDA al vier jaar met een wetsvoorstel leurt waarover wij het al ontelbare keren hebben gehad, maar waarover het blijkbaar niet tot een stemming kan komen in de commissie voor Financiën omdat er geen enkel draagvlak voor is.

Erkent u ten minste dat belangrijke stappen vooruit zijn gezet, zoals 3,5 miljard euro extra bijdragen van de sterkste schouders, van multinationals, van banken en van energiebedrijven? Erkent u dat er stappen vooruit zijn gezet of blijft u het licht van de zon ontkennen?

01.109 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Mijnheer Vandenbroucke, ik ontken het licht van de zon niet, maar

vraag bijvoorbeeld eens aan Paul De Grauwe wat zijn mening is over de ingevoerde bankentaks. Hij heeft gisteren gereageerd op twitter.

Wij hebben een aantal weken geleden in de commissie voor Financiën en zelfs hier onze coronataks voorgelegd, zijnde een bijzondere bijdrage die iets hoger is dan onze miljonairstaks. Wij hebben dat voorstel hier ter stemming voorgelegd.

Vraag eens aan Oxfam of zij van oordeel is dat er hier vandaag eerlijke fiscaliteit is.

Er zijn studies geweest die aangaven dat de overheid minstens een uitzonderlijke bijdrage had kunnen vragen om maatregelen te kunnen nemen voor de koopkracht van de mensen. Wij hebben vastgesteld dat u allemaal tegen dat voorstel hebt gestemd. Dat is spijtig.

Mijnheer de eerste minister, gisteren haalde u ook het Belgische Voorzitterschap van de Europese Unie. Elk voorzitterschap legt klemtonen. U sprak over migratie, industrie en klimaat. Dat zijn allemaal belangrijke kwesties die structureel moeten worden aangepakt op Europese schaal en waarover wij zeker nog debatten zullen houden. Waar u echter over zweeg, is over het Europese Stabiliteitspact en de Europese verdragen met hun besparingslogica en hun autoritaire begrotingsregels, waarvan de heer Sander Loones grote fan is. Zij worden afgedwongen op straffe van sancties.

De Maastrichtnormen en de Europese strafbank werden opgeschort tijdens de covidperiode. Zij worden echter waarschijnlijk vanaf 2024 opnieuw van toepassing. De vraag is dus de volgende. Staan wij voor een nieuwe golf van besparingen, dus van besparingen 2.0? Er zijn effectief besprekingen aan de gang over de manier waarop Europa de schroeven weer zal aandraaien; Misschien komt dat ook wel op het bord van het Belgische voorzitterschap.

Uit wat ik gisteren heb gehoord, moet ik eigenlijk besluiten dat de vivaldipartijen nu al hebben besloten om zich in te schrijven in die kwalijke Europese besparingslogica. Mijnheer de eerste minister, u zei gisteren immers - ik veronderstel dat de hele regering daar achter staat - dat België zich heeft hersteld, dat de overheidsfinanciën verbeteren en dat zij stap voor stap de goede kant op gaan, met de Maastrichtnorm in zicht. Dat is de fameuze Maastrichtnorm: een begrotingstekort van maximaal 3 % van het bbp en een overheidsschuld van maximaal 60 % van het bbp. Geen enkele econoom kan vandaag nog de willekeur van die cijfers onderbouwen en zij staan dan ook niet zonder reden ter discussie. U zegt dat de rekeningen op orde moeten worden gebracht en dat is eigenlijk waarom u geen enkele maatregel voor de koopkracht van de mensen hebt genomen in deze begroting: u slaat de weg van de besparingen in. Begrijp mij niet verkeerd, de PVDA wil ook gezonde overheidsfinanciën, maar wij verzetten ons tegen de manier waarop Europa oplegt hoe de rekeningen in orde moeten worden gebracht.

Wat is het Europese besparingsmodel dat wij de afgelopen jaren gekend hebben? Dat is een model van investeringsbeperkingen, privatisering van openbare diensten, bezuinigingsplannen, langer werken en minder pensioen, allemaal in naam van de criteria van Maastricht. De coronacrisis heeft ons duidelijk gemaakt wat een kwarteeuw besparingen in de openbare diensten heeft opgeleverd, namelijk slecht uitgeruste en ondergefinancierde ziekenhuizen. De openbare diensten hebben de laatste 20 jaar enorm afgezien. Dat merkt iedereen die een bus of trein neemt of die ziet hoe het is gesteld met het lerarenkorps of met justitie en politie, waarop ook veel is bespaard. Ik heb de indruk dat uit de besparingen die er zijn geweest geen lessen worden getrokken. De Europese Commissie doet vandaag alsof er niets is gebeurd en komt op de proppen met een nieuw besparingsbeleid, waarvan de kernwoorden opnieuw vermarkting, concurrentie en bezuinigingen zijn.

Het is dus niet de Belgische begroting die de Maastrichtnorm in het vizier heeft, het is de Maastrichtnorm die onze openbare diensten, onze sociale zekerheid en onze pensioenen in het vizier heeft. Wij zouden in Europa zoveel meer kunnen doen. Om de grote uitdagingen van deze tijd aan te pakken, hebben wij volgens ons een ander Europa nodig, met openbare investeringen onder democratische controle, in plaats van een Europese Unie die de dividenden van de grote multinationals subsidieert.

Wij willen een Europa dat de overwinsten van de grote bedrijven, banken en energiereuzen aanpakt en we willen openbare diensten van hoge kwaliteit, tegen de richtlijnen van Europa inzake liberalisering in bijvoorbeeld. Dan denk ik ook aan het spoor. Sommige sectoren zijn te belangrijk om aan de markt over te laten. Wij willen een ambitieus klimaatprogramma in plaats van ecotaksen en Europese

koolstofquota. Wij willen een Europa waar de burgers echt beslissen en waar de werknemers worden beschermd tegen sociale dumping. Dat Europa is niet het Europa van Maastricht 2.0. Op 13 oktober is er in Parijs een grote betoging tegen het Europees besparingsbeleid. De PVDA zal daar dan ook aanwezig zijn.

01.110 Sander Loones (N-VA): Mevrouw Merckx, ik vind het een plezant debat. Het geeft ons de tijd om wat langer te praten, voorbij de slogans te kijken en te zien wat er nu echt bedoeld wordt. We hebben het daarstraks gehad over flexi-jobs. Dat geeft de kans om te zien wat de slogan is en wanneer iemand vastloopt in zijn slogans. Is de PVDA bereid om de consequenties te aanvaarden van haar woorden? U bent tegen de flexi-jobs, maar voor de horeca bent u er een beetje voor. Hier zien we een soortgelijk debat. Het is uw goed recht om een ander Europa te willen en om daarvoor te gaan betogen. Erkent u echter dat lid zijn van een monetaire unie, lid zijn van de eurozone, het feit dat we de euro hebben, dat we daarmee handel kunnen drijven, wat belangrijk is voor onze open economie, alleen maar met regels kan? Erkent u dat als u lid wil zijn van de eurozone, u ook maatregelen moet nemen? Alle Europese lidstaten moeten dat doen, op het vlak van competitiviteit en de financiële sector, maar ook op het vlak van begroting en staatsschuld. Als u dat niet erkent, dan moet u de consequenties van uw woorden aanvaarden en zeggen dat u eigenlijk uit de euro wil stappen. Dan hebben de mensen wel het recht om dat te weten.

01.111 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Wij zijn er niet voor om uit de euro te stappen, maar wij zijn ervoor om te vechten voor een ander Europa, geen Europa van besparingen waarvan u met de N-VA natuurlijk fan bent. De rekeningen zijn op orde in Vlaanderen, maar alle problemen in het onderwijs en de kinderopvang doen ons passen voor die besparingen. Wij willen een heel ander Europa dan uw Europa.

01.112 Sander Loones (N-VA): Dat is een goed antwoord, maar dan wil ik vragen of u de democratische correctheid zou hebben om de regels te respecteren zolang ze niet veranderd zijn en er geen keuze bestaat en we dus moeten gaan naar die 3 %, naar die 60 % op het vlak van de schuld. Of zou u de consequenties van uw keuze aanvaarden en uit de eurozone stappen?

01.113 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Ik heb altijd gezegd dat als een regeringsdeelname van de PVDA aan de orde is, wij zullen ingaan tegen de regels die Europa vandaag oplegt. Wij zullen die dan niet respecteren en zullen de krachten meten met Europa. Het is niet aan Europa om aan ons land op te leggen wat zij bijvoorbeeld 10 jaar aan Griekenland hebben opgelegd. Dat zouden wij nooit doen. Wij zijn opkomen tegen Europa en die regels niet respecteren.

01.114 Sander Loones (N-VA): Dan was ook dit weer een leerrijk deel van het debat. De PVDA is bereid om uit de eurozone te stappen, om rebellie te voeren tegen de euro, de euro die zo belangrijk is voor economische groei, voor de open economie die we hebben, de handelsetonomie die we zijn. De PVDA is bereid om uit de eurozone te stappen. Ik sta hier elke dag meer en meer verbaasd. Genoteerd.

01.115 Kris Verduyckt (Vooruit): Mevrouw Merckx, ik heb aan heel veel klimaatmarsen deelgenomen en de PVDA loopt daar ook altijd voorop. We weten allemaal wat er moet gebeuren. We weten dat we de wereld fossielvrij moeten krijgen. Dat is de bedoeling en dat doen we het beste door de vervuiler te laten betalen en door een sociaal klimaatbeleid te voeren, waarbij iedereen mee kan.

U zegt hier dat Europa de uitdagingen moet aangaan, maar op het moment dat men dat doet en bedrijven en vervuilers laat betalen, zegt u daaraan niet te zullen meedoen. Dat verbaast mij telkens opnieuw. Ik herinner mij hier de discussie rond de warmtepompnorm, die de PVDA zelfs niet wilde aannemen. Ook als het gaat over accijnzen op brandstoffen geeft u nooit thuis. U pleit hier voor gezonde overheidsfinanciën, maar gezonde lucht ziet u blijkbaar niet zitten. Ik vraag mij af hoe de PVDA dan denkt iets te doen aan die klimaattanker, hoe ze dat beleid denkt te kunnen keren, want ik hoor in uw uiteenzetting geen enkel alternatief.

01.116 Wouter Beke (cd&v): Mevrouw Merckx, ik wil iets zeggen over Marx, niet de Marx die voor u groot was, maar over Ivo Marx. Hij heeft gezegd dat België een van de meest egalitaire landen van de wereld is. Paul Goossens, u welbekend, heeft net hetzelfde gezegd in zijn boek *De*

ongelijkheidsmachine. Wij zijn een van de meest egalitaire landen. Vergeleken met andere landen in Europa heffen wij in België 10 % meer kapitaalsbelastingen dan het Europees gemiddelde.

Een Frans spreekwoord zegt echter dat *on ne peut pas avoir le beurre, l'argent du beurre et le sourire de la crémière* en dat is wat u eigenlijk probeert te doen. U zegt dat u wel tot de Europese Unie wilt behoren en dat u wel de welvaart en de economische groei daarvan wilt hebben, maar dat u niet de regels wilt die daarbij horen, want Europa is slecht. Ik vraag mij af in welk land uw model zou werken. Ik vraag mij dat echt af. Europa vertegenwoordigt 6 à 7 % van de wereldbevolking en 50 % van de sociale uitgaven. In welke droomland buiten Europa kan men dat vinden, met een duurzame economische groei, waar de begroting op orde is, waar er geen schuld is, want daar bent u allemaal voorstander van? Noemt u mij dat eens.

01.117 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw Merckx, ik vind uw uitspraak over rebellie in de Europese Unie bijzonder opmerkelijk. Ik verklaar mij nader. Vandaag verwijt uw partij aan ons continu dat wij in de EU tegen de minimumlonen zouden hebben gestemd. Dat is het mantra dat wij elke keer opnieuw moeten horen. Wij doen dat, omdat wij vinden dat dat beleid in eigen land moet worden gevoerd. De EU moet niet zeggen welke minimumlonen wij in België moeten hebben. U verwijt ons dat elke keer opnieuw en nu zegt u vandaag zelf dat u België niet ondergeschikt wilt maken aan Europese regels. Ik neem daar akte van, maar ik wil dat uw fractie in de toekomst dan ook stopt met ons die verwijten te maken, want ik zal dat vanaf nu elke keer als argument tegen u gebruiken.

01.118 Minister **Frank Vandenbroucke:** Mevrouw de voorzitter, ik vertrek want mijn beurtrol zit er op. Er is toch een interessante conclusie: Vlaams Belang en de PVDA allebei tegen Europa, daar vindt men elkaar.

01.119 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Ik vind het vrij verbazend dat u hier allemaal uit de lucht valt. De PVDA is de afgelopen twintig jaar tegen een aantal beslissingen geweest, zoals de bezuinigingen om de Maastrichtnorm te halen of de opgelegde liberalisering van de spoorwegen et cetera met alle gevolgen vanden. Natuurlijk zijn wij daar tegen, zoals heel veel gewone mensen. Waar we ook tegen zijn, is het idee van de Europese Unie om een koolstoftaks in te voeren, wat tot gevolg zal hebben dat de mensen 200 euro extra moeten betalen als ze hun mazouttank vullen. Voor dat Europa passen wij. Wij willen een ander, een solidair Europa, waar wordt samengewerkt en waar wordt afgestapt van de bezuinigings- en liberaliseringslogica. Ik zie niet in wat daar de scoop van is. Ja, wij zijn een partij die niet binnen de lijntjes kleurt, maar het anders wil doen. Wat Europa ons wil opleggen dat wij voor onze bevolking zouden moeten bezuinigen, dat zou met de PVDA in de regering nooit gebeuren, dat kan ik u verzekeren.

01.120 Sander Loones (N-VA): Ik hoor de minister van Justitie een goede vraag stellen. We weten intussen dat u bereid bent om uit de Europese Unie te stappen, maar wilt u ook uit de NAVO stappen? Het is misschien interessant om dat ook duidelijk te maken.

01.121 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Wij denken daadwerkelijk dat de NAVO meer een probleem dan een oplossing is vandaag, als wij de conflicten in de wereld bekijken. Ik denk dat dit ook geen scoop is, mijnheer Loones.

Als wij in de regering stappen, is dat daadwerkelijk iets dat wij op tafel zouden leggen, ja.

01.122 Sander Loones (N-VA): Er is dus de Europese rebellie, u wilt uit de Europese Unie, maar nu wilt u ook uit de NAVO. Dat weten we dan ook weer.

01.123 Minister **Vincent Van Quickenborne:** Het wordt hier interessanter en interessanter. Hoe langer het debat duurt, hoe meer we leren. We wisten al van de uitstap uit de Europese Unie, maar nu wordt het nog interessanter.

Op het moment dat Zelensky, de president van Oekraïne ons bezoekt en steun krijgt, op een moment waarop iedereen in de NAVO wil – Zweden Finland, Oekraïne willen allemaal in de NAVO voor hun

verdediging, voor hun waarden, voor hun democratie – durft een partij in dit Halfroond hier te zeggen: wij willen uit de NAVO. Dat is blijkbaar de toekomst van België voor die partij: uit de NAVO, weg van de verdediging, in het hart van Europa, in het hart van de NAVO.

Hoe durft u zoiets te vertellen, mevrouw Merckx!!

01.124 Wouter Beke (cd&v): Mevrouw de voorzitter, ik heb daarstraks een heel concrete vraag gesteld, maar heb daarop geen antwoord gekregen. Dat is ook veelzeggend.

Mevrouw Merckx, ik heb u gevraagd om mij een land buiten Europa op te noemen waar er wel duurzame economische groei is, waar de begroting op orde is en waar er duurzame herverdeling is. U hebt dat land niet kunnen opnoemen.

Wij moeten voor u uit de Europese Unie en uit de NATO stappen. Ik stel voor dat u uit België stapt. Er is immers geen draagvlak en vooral geen toekomst voor ideeën zoals de uwe.

01.125 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw Merckx, ik heb nog een vraag voor u.

U verklaart hier dat u uit de NAVO zou willen stappen. Stelt de PVDA dan voor onze Defensie-uitgaven fors te verhogen, te verdubbelen, te verdrievoudigen of te verviervoudigen, zodat wij de veiligheid van ons land kunnen garanderen?

01.126 Mathieu Bihet (MR): Tant qu'on est dans les précisions concernant les Affaires étrangères, les Relations extérieures "version PTB", je dis toujours qu'on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment. Visiblement, le débat d'aujourd'hui est assez intéressant. Je voudrais dès lors poser une question simple au PTB. Je vous ai laissée introduire, longuement développer et, là, on revient aux Affaires étrangères. Finalement, quelle est la position du PTB par rapport au Hamas? Cela aussi, c'est un débat que vous avez évité. Vous louvoyez de manière permanente. Pour vous, s'agit-il d'une organisation terroriste ou pas?

01.127 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Je vais répondre, ne vous inquiétez pas!

En ce qui concerne l'OTAN, j'ignore si c'est un scoop mais notre parti n'a jamais été en faveur de l'OTAN. Quand on regarde le rôle de l'OTAN dans les différents conflits, également au Moyen-Orient, non, notre parti ne soutient pas cela! Et cela ne veut pas dire pour autant qu'il faut sortir de l'OTAN du jour au lendemain, mais...

01.128 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): (...)

La **présidente**: Mme Merckx a la parole. Je pense que le PTB n'est pas le dernier à s'exprimer pendant que les autres parlent. Merci, chers collègues, de permettre à Mme Merckx de s'exprimer. Madame Merckx, vous avez la parole. (*Brouhaha*)

01.129 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Oui, mais ma réponse ne l'intéresse pas. (*Brouhaha*)

La **présidente**: Madame Merckx, c'est vous qui avez le micro. C'est vous qu'on entend dans les enregistrements. Peut-on se calmer et enclencher le minuteur?

01.130 Sofie Merckx (PVDA-PTB): J'étais donc en train d'essayer d'exposer notre point de vue sur l'OTAN. Cela ne veut pas dire qu'il faut sortir de l'OTAN du jour au lendemain.

Monsieur le ministre, pourquoi avez-vous cette attitude-là? Franchement! Puis-je m'exprimer aussi? Est-ce permis? Êtes-vous sûr? Sinon, dites-le! J'ai quand même été élue. Vous pouvez aussi m'écouter quand j'ai quelque chose à dire.

Comme je l'ai dit, nous pensons que l'OTAN ne fait pas partie de la solution. Nous n'avons effectivement

jamais été en faveur de l'OTAN. Quand on regarde le rôle de l'OTAN dans les différents conflits du monde, non, le PTB ne soutient pas cela! Et nous pensons aussi qu'en tant qu'Europe, nous avons intérêt à ne pas nous aligner constamment sur l'OTAN et sur les États-Unis, plus particulièrement.

Nous devons suivre notre propre voie. Aujourd'hui, quand on voit ce qui se passe entre autres en Ukraine, quand on annonce qu'on va livrer des F-16 en 2025 et que tout le monde s'accorde pour dire que ce conflit va durer jusqu'en 2025, à ce moment-là, je dis "non! Où est l'initiative européenne pour la paix, par exemple en Ukraine?"

Pour ce qui est du Hamas, je veux bien dire que le Hamas est une organisation terroriste. De quoi qualifie-t-on alors l'État d'Israël? Dans ce cas, l'État d'Israël est aussi une organisation terroriste car on ne peut pas parler de la violence du Hamas, qu'on condamne fermement, envers les populations civiles sans parler aussi de ce conflit qui dure depuis des années ainsi que de la violation de toutes les conventions de l'ONU, de l'oppression du peuple palestinien. On ne peut rien résoudre sans parler également de ce problème-là.

01.131 Ahmed Laaouej (PS): Il est toujours très intéressant de parler de l'international dans notre Assemblée. Je trouve que c'est tout à notre honneur.

Madame Merckx, une conseillère communale à Charleroi qui était membre du PTB, Mme Khadija Koutaine, a décidé de quitter le PTB. Dans ses motivations, elle dit notamment: "Ce qui m'a fait me remettre en question, c'est le refus de condamner le génocide ouïghour par la Chine." Pour la mise en contexte, dans le génocide ouïghour en Chine, il est question des musulmans qui sont victimes de persécutions, de camps d'enfermement, d'enfermement des enfants, de stérilisation forcée des femmes et de dizaines de milliers de morts. Au total, on parle de millions de victimes. Madame Merckx, le PTB reconnaît-il, oui ou non, le risque de génocide en Chine?

01.132 Sofie Merckx (PVDA-PTB): En ce qui concerne la situation des Ouïghours en Chine, je pense qu'avec le PTB, nous avons toujours été clairs: oui, il y a un problème de non-respect des droits des Ouïghours. Personnellement, je ne qualifierais pas la situation de génocide, car seuls trois génocides sont officiellement reconnus par les Nations Unies dans le monde. Dès lors, il faut faire attention aux mots qu'on utilise, monsieur Laaouej.

01.133 Ahmed Laaouej (PS): (...)

01.134 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Est-il encore permis d'avoir un avis nuancé et de ne pas m'exprimer ici de cette façon? On ne qualifie pas une situation de génocide comme cela ici. Il appartient aux Nations Unies de se prononcer à cet égard. Effectivement, si les Nations Unies le font, alors c'est différent. Ce que je pense, monsieur Laaouej, c'est qu'il faut être clair. Au PTB, nous ne sommes pas d'accord pour aller dans une telle direction et revenir au même problème par rapport à l'OTAN.

Quelle est la situation géopolitique aujourd'hui? La Chine est en train de monter en puissance économiquement, et cela ne fait pas plaisir à tout le monde. Dès lors, les équilibres mondiaux sont actuellement en train de basculer, et nous refusons de jouer à ce jeu-là. Nous sommes en faveur de l'apaisement à ce niveau-là, pas en faveur de jeux géostratégiques.

01.135 Ahmed Laaouej (PS): Donc, au nom des risques de déséquilibre géopolitique dans le monde, le PTB refuse de reconnaître le risque de génocide des musulmans ouïghours en Chine. Voilà ce que Mme Merckx du PTB vient de déclarer!

Selon des rapports de l'ONU et d'organisations non gouvernementales internationales telles que Human Rights Watch, selon toute une série d'observateurs académiques et universitaires, tous disent qu'il existe un risque de génocide des musulmans ouïghours en Chine! Et Mme Merckx du PTB, au nom d'un prétendu risque de déséquilibre géopolitique, refuse de le reconnaître! C'est honteux, madame Merckx, honteux!

01.136 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Madame la présidente, il est 23 h 15. Avec la fatigue qui augmente, il est un peu dur pour moi de gérer mes émotions. C'est pour cela que je me permets de prendre la parole. Je pense que, à cette heure-ci, tout le monde doit un peu se poser, réfléchir, gonfler le ventre, souffler.

Voilà le ministre M. Van Quickenborne qui fait encore des mimiques. Je vous le dis avec du respect pour votre fonction, monsieur le ministre, je trouve votre attitude vraiment exagérée, surtout pour un ministre dans ce Parlement. Je vous ai dit des choses hors micro, que je ne vais pas redire ici. Je trouve que vous n'avez pas plus de droits que moi de parler hors micro. Donc comme vous le faites, je me suis permis de le faire aussi.

Au PTB, nous n'avons pas de problème à organiser de manière structurelle, convenable, avec le temps nécessaire, des débats dans ce Parlement sur ce que chacun pense de l'OTAN et du Hamas, sur ce que chacun pense quand quelqu'un de son parti démissionne et critique ensuite le parti qu'il a quitté. Cela existe chez nous et aussi chez vous. Nous trouvons que les débats sont enrichissants.

Par contre, je me pose une question, madame la présidente. Nous sommes ici dans un cadre précis. Jusqu'à maintenant, il y a eu des critiques que je pouvais à moitié comprendre, sur le fait que quand on intervenait, on le faisait vis-à-vis de l'orateur et dans le cadre de l'ordre du jour. Et là, je vois que vous vous êtes tous unis – je n'irais pas jusqu'à dire que vous vous êtes organisés pour le faire, mais c'est impressionnant. Notre parti et Mme Merckx sont prêts à répondre à toutes vos questions, mais je propose que vous en discutiez lors de la conférence des présidents.

La **présidente**: Madame Moscufo, Mme Merckx a le loisir de ne pas répondre et de poursuivre son intervention. Elle a le choix.

01.137 Sofie Merckx (PVDA-PTB): J'arrive à la fin de mon discours. Mais effectivement, avec tout ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays, avec tous les problèmes sociaux et les problèmes dans le monde du travail, avec aussi le climat, les gens sont en colère et ils ont raison. Ils veulent faire grève, ou manifester par exemple. La semaine passée, 10 000 personnes sont descendues dans les rues de Bruxelles pour que la Vivaldi ne vote pas la loi instaurant une interdiction de manifester. Ils étaient là pour s'adresser au ministre Van Quickenborne, mais aussi et surtout aux partis progressistes de ce gouvernement. Aujourd'hui, ces gens qui étaient dans la rue sont déjà devant les tribunaux. Ils font déjà l'objet de l'envoi d'huissiers, dans le cadre du conflit avec Delhaize. Certains syndicalistes ont déjà été condamnés pour entrave méchante à la circulation. Pourtant, il s'agissait d'une loi que l'on n'allait jamais utiliser contre des activistes.

Je pense qu'il est important de se rappeler que toutes les conquêtes sociales que nous avons obtenues, telles que l'interdiction du travail des enfants, le suffrage universel, la journée des huit heures sont le fruit de combats qui ont été menés dans la rue et gagnés dans la rue. Quand la révolte gronde l'*establishment* fait toujours tout pour brider, justement, ce droit des travailleurs à se manifester. C'est un cycle bien connu dans l'histoire.

J'ai entendu que, depuis la manifestation et l'avis du Conseil d'État, le texte ne serait pas voté en plénière ici. Je pense que c'est déjà une bonne chose qu'il ne soit toujours pas voté. Il sera renvoyé en commission et réexaminé. La pression monte donc par rapport à ce texte, et c'est une bonne chose, parce que j'en appelle aujourd'hui aux partis de gauche de ce gouvernement. Vous êtes déjà le gouvernement qui a bloqué les salaires. Vous êtes déjà le gouvernement qui aujourd'hui décide d'étendre les flexi-jobs. Vous êtes déjà le gouvernement qui fait travailler les gens jusqu'à 67 ans. Ne soyez pas en plus le gouvernement qui aura mis à mal le seul moyen que les gens de la classe travailleuse ont pour se défendre et pour lutter contre toutes ces mesures, c'est-à-dire aller dans la rue et revendiquer ses droits. Les activistes, les juristes, les syndicalistes l'ont tous bien compris. Avec cette loi, vous allez un pas trop loin. Ils vous l'ont dit et répété. Ils sont venus à 10 000. La seule issue pour ce texte, c'est la poubelle, selon nous.

01.138 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de premier, leden van de regering, collega's, tijdens de *State of the Union* van vorig jaar stond Europa in brand en daar waren we allemaal van geschrokken. Vandaag staat het Midden-Oosten in lichteraai. Na de coronacrisis, de Oekraïne-crisis en de energiecrisis neemt de onzekerheid rondom ons allen verder toe. We zien een gruwelijke spiraal van terreur en geweld in Israël en Palestina. De beelden en getuigenissen gaan door

merg en been. Honderden onschuldige burgers werden de afgelopen dagen gedood. De moord op burgers is nooit te rechtvaardigen. Hoewel de de-escalatie van het conflict absoluut noodzakelijk is, lijkt die vandaag verder weg dan ooit. Dat heeft ingrijpende en wereldwijde gevolgen.

Op Europees grondgebied wordt anderhalf jaar na de inval door Rusland nog steeds oorlog gevoerd in Oekraïne. Wij hebben respect voor de manier waarop president Zelenski zijn land leidt, en des te meer voor de ongelooflijke moed en de strijdbaarheid die de Oekraïners aan de dag leggen. Zij verdienen onze voortdurende steun en we zijn dan ook blij dat dat vandaag opnieuw wordt bevestigd. Wij zullen nooit aanvaarden dat een democratisch en vrij land in Europa wordt aangevallen.

Collega's, met de laatste begrotingsoefening heeft de regering opnieuw bewezen dat het mogelijk is om ook in moeilijke omstandigheden samen beslissingen te nemen. Eens te meer hebben we aangetoond dat we akkoorden die ons land welvarender, duurzamer en veiliger maken, tot stand kunnen brengen.

Er zijn hier al veel onheilsprofeten en zwartkijkers voor mij gepasseerd, wier eigen succes lijkt te liggen in de hoop dat anderen falen. Mijnheer de premier, ik wil u ermee feliciteren, net zoals mevrouw Bertrand, dat u met heel veel inzet de moeilijke taak om een begrotingsakkoord te vinden, tot een goed einde hebt gebracht. Het gaat om een complexe soms ondankbare taak, maar u volhardde in de boosheid.

De begrotingsoefening die twee dagen geleden werd afgerond, is goed voor maar liefst 1,7 miljard euro. De overheid bespaart fors, terwijl ze tegelijk investeringen goed voor een half miljard euro doet. De hele inspanning voor 2024 loopt al op tot 5 miljard euro en voor de hele legislatuur gaat het om 11 miljard euro besparingen. We hebben 11 miljard euro bespaard, collega's, tot spijt van wie het benijdt, in jaren van opeenvolgende ongekende crisissen.

Het is voor ons ook essentieel dat we onze afspraken met Europa nakomen en dat we onze begroting verder op koers zetten om te voldoen aan wat Europa ons terecht vraagt. We dringen het begrotingstekort dan ook verder terug, wat ervoor zorgt dat dat op federaal niveau in 2024 onder de belangrijke grens van 3 % van het bbp duikt.

Dan spreken we echter alleen over het federaal niveau, collega's. Er zit namelijk een adder onder het gras. Of we de Maastrichtnorm in 2026 zullen halen, hangt niet alleen af van wat wij hier in de Kamer beslissen.

België wordt echter niet alleen afgerekend op de staat van zijn begroting van entiteit 1, dus de federale overheid en de sociale zekerheid, maar ook op het resultaat in entiteit 2, dus de deelstaten en de lokale overheden. Europa kijkt naar de begrotingstoestand van België als entiteit, met inbegrip van alle beleidsniveaus. Ook op de andere niveaus zullen dus inspanningen moeten gebeuren.

01.139 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw De Block, u rekt zich rijk met die 11 miljard. Zelfs met de beste wil van de wereld, met alle begrotingstabellen die wij hebben ontvangen, samengeteld, komt men er niet. Er zitten ook heel wat maatregelen in die ofwel niet ofwel onvolkomen zijn. Bijvoorbeeld, als wij vragen naar de cijfers met betrekking tot fraudebestrijding en dergelijke meer, krijgen wij geen enkel cijfer van de minister van Financiën. Een aantal maatregelen is helemaal nog niet doorgevoerd. Bijvoorbeeld de digitaks waarover u het daarstraks had, is helemaal nog niet doorgevoerd. Er zijn dus heel wat zaken waarmee u zich rijk rekt.

Bent u bereid om de gedetailleerde berekening van die 11 miljard te delen met het Parlement en te bediscussiëren in de commissie voor Financiën? Want daar gaan wij een serieuze kluif aan hebben.

01.140 Maggie De Block (Open Vld): (...)

01.141 Sander Loones (N-VA): Mevrouw De Block, ik heb de vraag al ingediend, zowel aan de minister van Financiën als aan de staatssecretaris van Begroting. Ik heb nog steeds geen antwoord gekregen. Ik weet ook waarom, omdat het inderdaad wel creatieve rekenkunde is.

Misschien relevant, u hebt gesproken over 11 miljard besparingen, dat is nieuw. U hebt gezegd dat er 11 miljard aan besparingen zijn gebeurd. Dat is helemaal absurd. Wij weten dat er 6 miljard belastingen zijn, extra inkomsten. Maar ook dat zijn voor Open Vld blijkbaar besparingen. Extra belastingen zijn voor Open Vld besparingen. Nu val ik helemaal van mijn stoel.

Wij weten ondertussen ook hoe u aan die rekensom van 11 miljard komt. Het is omdat uw regering nog steeds het onderscheid niet weet te maken tussen eenmalige en structurele maatregelen. Telkens wanneer er iets gebeurt, zegt u dat het structureel is. Dat is de reden waarom mevrouw De Bleeker is moeten opstappen. Nu doet mevrouw Bertrand net hetzelfde. Elke genomen maatregel die geleid heeft tot een minimaal percentage van het bbp aan inspanning, niet besparing, telt u op.

U komt tot 1,8 % inspanning, geen besparing. Dat zet u af tegen een geïnflateerd bbp om te zeggen dat het 11 miljard is. Dat is gewoon factueel onjuist. U telt elke eenmalige maatregel ook mee om te komen tot een fictief resultaat. Dat is beneden de waardigheid van elk serieus debat.

01.142 Eerste minister **Alexander De Croo**: De berekening die wij gebruiken, is exact dezelfde als die die de FOD BOSA gebruikt. Die kijkt jaar na jaar wat de inspanning is. Voor 2021 was dat 0,2 %. Voor 2022 was dat 0,5 %. Voor 2023, dit jaar, was dat 0,4 %. Voor het jaar dat komt, is dat 0,8 %. Als u dat samentelt, komt u aan een gecumuleerde inspanning van 1,8 %. Als u ongeveer een bbp van 600 miljard neemt, komt u aan 11 miljard. Dat zijn cijfers die ook BOSA gebruikt. Ik ben zeker dat mevrouw Bertrand u een les zal geven daarin in de commissie voor Financiën en Begroting.

01.143 **Sander Loones** (N-VA): Hiermee bevestigt u net wat ik u zeg. U zegt dat u per jaar een percentage gedaan hebt en bij dezen zegt u dat alle maatregelen die in dat percentage zitten allemaal structurele maatregelen waren. Ik zal het even absurd maken. U hebt aan de andere kant ook meeruitgaven gedaan, in 2021, 2022 en 2023. Ik heb ze allemaal voor u opgeteld. 1,9 miljard is 0,4 % in 2021. In 2022 was het 408 miljoen en 4,3 miljard, samen is dat 4,7 miljard. In 2023 was het 300 miljoen en in 2024 400 miljoen. Dat heb ik afgezet ten opzichte van het percentage bbp. Als ik dat optel, kom ik tot 1,4 % van het bbp. Tegenover dat bbp wil dat zeggen 8,3 miljard meeruitgaven. U hebt dus 11 miljoen inspanningen gedaan, maar tegelijk 8 miljard uitgaven gedaan. Dit toont aan hoe absurd uw redenering is. U telt op wat niet opgeteld mag worden. U doet alsof elke eenmalige maatregel een structurele maatregel is. U doet wat u mevrouw De Bleeker verweten hebt. U hebt haar daarom gedwongen tot ontslag.

01.144 **Wouter Vermeersch** (VB): Ik sluit aan bij wat collega Loones zei. Na de doortocht van deze regering en de tijdelijke maatregelen die genomen zijn in het kader van de energiecrisis en de coronacrisis zullen wij naar een totale staatschuld gaan van op termijn bijna 120 %. De tekorten van de gezamenlijke overheid zullen stabiliseren op 5 %. Dat is bijna het dubbele van de Maastrichtnorm. Dit betekent dat wij er na de doortocht van Vivaldi veel slechter aan toe zullen zijn dan ervoor.

U kunt goochelen met tientallen miljarden aan inspanningen, maar die volstaan niet om de uitgavendrift die er onder deze regering is te compenseren. De uitgaven namen alleen toe onder deze regering, en eigenlijk nemen ze al 25 jaar toe onder de liberalen. Dat betekent dat wij naar een onhoudbaar niveau gaan. Niet alleen wij zeggen dat, ook bijvoorbeeld de Nationale Bank zegt dat dit land na de doortocht van Vivaldi geen enkele buffer meer zal hebben om toekomstige crisissen aan te kunnen.

01.145 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mijnheer Loones, eerst en vooral, de meeruitgaven worden gecompenseerd. Kijk naar de jongste drie conclaven en naar deze begroting. U zegt dat wij een inspanning van 1,2 miljard hebben gedaan, maar eigenlijk hebben wij een inspanning van 1,7 miljard gedaan, waaronder 500 miljoen voor de meeruitgaven. De inspanning was 1,2 miljard, maar er zijn meeruitgaven die gecompenseerd zijn. In de vorige conclaven is dat ook gebeurd. U zegt dat wij de meeruitgaven meerekenen, maar dat doen wij niet.

Mijnheer Vermeersch, ons land gaat in 2024 naar een totaal tekort van 4,2 %. Als u de cijfers van het Monitoringcomité van juli neemt, voor de gezamenlijke overheid, zult u zien dat wij naar een tekort van 4,2 % gaan. Ik hoop natuurlijk dat alle deelstaten zich zullen houden aan de afspraken, net zoals de federale overheid zich aan de afspraken gehouden heeft. Vlaanderen heeft dat jammer genoeg niet bepaald gedaan. Ik hoop dat de andere deelstaten het wel zullen doen.

01.146 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de premier, ik zeg niet dat u de meeruitgaven meerekent, ik zeg gewoon dat u eenzijdig communiceert over uw inspanningen. U vergeet er telkens bij te zeggen dat u ook meeruitgaven doet en dat is gewoon intellectueel oneerlijk.

Ik heb het woord gevraagd om in te gaan op uw laatste punt. Constant schiet u impliciet op de Vlaamse regering, al de hele dag, maar nu deed u het expliciet. Daarom wil ik erop reageren. De beleidsruimte van de Vlaamse regering is ongeveer 60 miljard. De Vlaamse regering draait met een tekort van ongeveer 3,5 miljard. De beleidsruimte van de federale regering is iets groter, maar niet heel veel, ongeveer 70 miljard. Het tekort dat u daarop draait, bedraagt 18,5 miljard. Het federaal tekort is dus zes keer meer dan het Vlaams tekort. Het federaal tekort stijgt bovendien door naar 30 miljard, terwijl het Vlaams tekort naar nul gaat, Vlaanderen gaat naar een begrotingsevenwicht. Wie zit u dus in godsnaam verwijten te maken? Uw eigen begroting draait desastreuze tekorten, u hebt steeds meer schulden. Het tekort van uw eigen regering, 18,5 miljard, stijgt volgens het Planbureau tot 30 miljard, dat is het tienvoudige van het huidige Vlaams tekort. Het Vlaams tekort gaat bovendien binnen een jaar of twee naar nul. U zou daar beter een voorbeeld aan nemen in plaats van erop te schieten.

01.147 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer de premier, het cijfer dat u noemt, die 4,2 %, is natuurlijk het cijfer dat u in mei aan Europa hebt beloofd. We weten echter nu al, als we de cijfers samenleggen, dat we een tekort zullen hebben van naar schatting 28,7 miljard euro, wat overeenkomt met 4,8 % van het bbp. Op lange termijn komen we bijna tot 5 %. Dat betekent dat wij op een onhoudbaar hoog niveau zitten.

Uitgerekend op het moment waarop dit land voorzitter wordt van de Europese Raad en dus in de Europese kijker zal lopen, zullen we ook in negatieve zin in de kijker lopen, aangezien we op onhoudbare niveaus komen. De normen waartoe u zichzelf hebt verbonden, de Maastrichtnormen, zult u nooit halen. U zult dus voor heel Europa niet alleen in het strafbankje, maar zelfs in uw blootje staan wat de begroting betreft.

01.148 Eerste minister Alexander De Croo: Mijnheer Loones, u moet niet zo allergisch reageren. Mijn partij maakt zelf ook deel uit van de Vlaamse regering. Ik zeg gewoon wat de feiten zijn. U moet stoppen met alles zo persoonlijk te nemen.

U spreekt over intellectuele eerlijkheid. De natuur en de inhoud van de Vlaamse begroting verschillen erg van die van de federale begroting. De federale overheid heeft nu eenmaal uitgaven die veel conjunctureler zijn. Aangezien de federale overheid de sociale zekerheid draagt, is de impact van de conjunctuur veel groter op de federale overheid dan op de Vlaamse overheid. Ik uit daarmee geen kritiek, maar als u het over intellectuele eerlijkheid hebt, dan moet u wel dingen met elkaar vergelijken die met elkaar vergeleken kunnen worden. De federale overheid heeft de opdracht om een inspanning te doen, maar in economisch moeilijkere tijden draagt zij daar veel meer de gevolgen van dan de deelstaten. Dat is nu eenmaal de structuur van ons land. Ik geef daar geen kritiek op, maar u moet dat toch wel voor een stuk erkennen.

01.149 Sander Loones (N-VA): Mijnheer de eerste minister, ik erken dat volledig. Dat is volledig juist. Dat is echter ook net de reden waarom u de verantwoordelijkheid zou moeten tonen om te hervormen, en zou u de kracht van uw bevoegdheid moeten aanwenden om gelet op de enorme kostendrijvers de arbeidsmarkt, de pensioenen en de fiscaliteit ernstig te hervormen.

Dat doet u echter niet. Dat doet uw regering niet. Met bevoegdheden komen ook verantwoordelijkheden. Uw regering bewijst dat zij die verantwoordelijkheid niet aankan.

Dat ligt niet alleen aan uw regering. Dit land kan het op de huidige manier niet aan. U zit met een minister niet van Werk maar van Werkloosheid. U zit met een minister die zelf al op brugpensioen is. U zit met ministers die doen alsof zij minister zijn.

Kunnen zij hun bevoegdheid niet ernstig opnemen, dan is dat geen probleem. Geef die aan Vlaanderen. Wij zullen ze wel ernstig uitoefenen en wel de werkloosheidsuitkering beperken in de tijd. Wij zullen wel het financiële fundament onder onze pensioenen versterken.

Uw regering kan het niet. Geef de bevoegdheid aan ons. Wij zullen ze met plezier en met verantwoordelijkheid opnemen.

01.150 Maggie De Block (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, collega's, voor de huidige regering is het de laatste *state of the union*. Voor mij is het ook de laatste keer dat ik een beleidsverklaring van op de parlementsbanken mag meemaken.

Ik heb mij altijd gehouden aan het principe dat een minister na zijn of haar termijn op een departement zich best onthoudt van commentaar op zijn of haar opvolger. Vandaag zal ik op dat principe echter een kleine uitzondering maken. Ik zal mijn blik richten op hetgeen mij na aan het hart ligt, niet alleen als politica maar ook als arts, met name de zorg.

De covidcrisis heeft ons met de neus op de feiten gedrukt: een performante gezondheidszorg is essentieel. Die zorg hebben wij ook in ons land. Talloze zorgverstrekkers zetten zich in in ziekenhuizen, rusthuizen en woon-zorgcentra en wij moeten dat ondersteunen. Wij moeten nu ook onze waardering voor huisartsen en apothekers voor hun cruciale rol eens te meer in de nieuwe vaccinatiecampagne bewijzen. Er werd de voorbije jaren veel geïnvesteerd in de zorgsector. Er gaan terecht heel veel middelen naartoe. Maar alleen geld bijsteken is niet verstandig. Er moet ook worden hervormd.

Er werd de voorbije legislatuur verder gewerkt aan een aantal hervormingen die in de vorige regeerperiode in de steigers zijn gezet. Ik denk aan de nauwere samenwerking van onze federale gezondheidsadministraties en de implementatie van One Health. In de eindfase zetten we nu de kers op de taart door ook gezondheidsdoelstellingen structureel in te bedden in ons systeem. Ze zullen worden vastgelegd voor een hele legislatuur, zodat voor de burgers van ons land op het vlak van gezondheid een duurzaam, efficiënt en gecoördineerd beleid in een geest van samenwerking tussen de overheden realiteit wordt.

De afgelopen legislatuur werd ook verder gewerkt aan klinische netwerken tussen ziekenhuizen. Begin 2019 hebben we daartoe in onze assemblee een wet goedgekeurd. Dergelijke samenwerkingen bewezen aan het begin van de legislatuur hun nut tijdens het managen van de covidcrisis. De netwerken krijgen langzamerhand meer vorm en kunnen bijvoorbeeld meer taken verdelen.

Voorts hebben we ook doorgezet met een beleid dat de toegang tot de mentale gezondheidszorg, in casu de eerstelijns psychologische hulp laagdrempeliger maakt. Daar was inderdaad nood aan; de covidcrisis heeft niet alleen mensenlevens geëist, maar woog ook zwaar op sommige groepen zoals jongeren en ouderen. De terugbetaling voor de psychologen is een belangrijke tool in dat verband. Er is nu meer dan ooit aandacht voor mentale gezondheid, en terecht. Ik dank mijn opvolger, minister Vandenbroucke, die hier net ontspannend glimlachend is vertrokken en vervangen werd door minister Clarinval. Minister Vandenbroucke heeft het hervormingswerk op vele vlakken voortgezet. Dat is de juiste weg.

De uitdagingen zijn groot en zullen dat altijd blijven. Ik verwijs bijvoorbeeld naar de broodnodige hervorming van de ziekenhuisfinanciering, waarin we echt stappen zullen moeten zetten.

Laat ik terugkeren naar mijn beschouwingen over het begrotingsakkoord. Er wordt geïnvesteerd in de veiligheid in ons land. Samen met justitie en de aandacht voor slachtofferzorg is dat ook een grote prioriteit voor de regering. Zo bouwen we het drugcommissariaat uit en zorgen we ervoor dat het de middelen heeft om de strijd tegen de narcoterroristen en drugscriminelen op te voeren. We maken een budget vrij voor het Verkeersveiligheidsfonds en investeren in nieuwe communicatietechnologie voor hulpdiensten en veiligheidsdiensten, wat absoluut noodzakelijk is wanneer elke seconde telt. Wanneer iemand dringende hulp nodig heeft, dan moet die er ook zijn en moet de centrale functioneren.

Ook voor de politie leveren we de nodige inspanningen. We versnellen de loonsopslag en ondersteunen lokale besturen bij hun engagement voor de NAVAP-regeling. Voor dat laatste maken we voor 2024 6,9 miljoen euro vrij.

Volgende week zal in onze assemblee waarschijnlijk de parlementaire onderzoekscommissie worden opgericht die dieper moet ingaan op seksueel misbruik binnen en buiten de kerk, een onderzoekscommissie kamerbreed gedragen door de democratische partijen. Wie daar

steekvlampolitiek in ziet, heeft niet goed opgelet.

Onder het beleid van minister Van Quickenborne werden bakens op het vlak van onder meer bewijsvoering en nazorg van slachtoffers verzet. Er is een nieuw wetboek Seksueel Strafrecht goedgekeurd en als ik het mag geloven, zijn er nog 23 andere ontwerpen die in de commissie voor Justitie voor het einde van het jaar moeten worden besproken.

01.151 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mevrouw De Block, na de structurele onderfinanciering van de politie is er nu eindelijk een klein budget. Over de omvang van de budgetten hebben we vandaag al een en ander gehoord. In de pers had men het over meer dan 100 miljoen euro. De eerste minister had het vandaag over 58 miljoen euro, wat heel wat minder is. Laten we het nu bij 100 miljoen euro houden. Dan zie ik dat de grootste uitgaven betrekking hebben op materiaal. U hebt het hier nu over een versnelde uitrol van de loonsverhoging bij de politie. Ik weet niet welke informatie u hebt meegekregen, maar de politiemensen komen al twee jaar op straat voor een akkoord dat zij al hadden en waarvan uw regering de uitvoering heeft uitgesteld.

Dat is de reden van wat er gebeurt. Nu horen we u aankondigen dat u iets versneld zult invoeren van 7 euro per maand. Slechts 7 euro per maand voor de mensen die zorgen voor onze veiligheid!

Mevrouw De Block, daarom vraag ik mij af hoe jullie de hoge werkdruk en de personeelstekorten willen oplossen. Anders geformuleerd, hoe wil Open Vld de vertrouwensbreuk tussen de minister en de politie eindelijk herstellen?

01.152 Maggie De Block (Open Vld): Ik ben niet de minister van Binnenlandse Zaken en ik heb die functie ook nooit vervuld, maar ik neem aan dat er overlegd wordt, ook met de vakbonden en met de andere leden van de regering, en dat het nodige gedaan zal worden.

01.153 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Is dat alles?

01.154 Maggie De Block (Open Vld): Ja. Er komen ook drie nieuwe zorgcentra, waar slachtoffers...

01.155 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Hallo, is dat alles?

01.156 Maggie De Block (Open Vld): Ja.

01.157 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Amai, chique.

Ik weet niet of u het goed hebt meegekregen. Kunnen we de problematiek even serieus nemen? De politievakbonden zijn tijdens de commissievergadering opgestaan om jullie duidelijk te maken dat het zo niet meer verder kan. Daarna hebben zij u de hand gereikt en zijn zij hier hun verhaal komen brengen. Ik weet niet of u aanwezig was op de nieuwjaarsreceptie van uw eigen partij, maar de mensen die daar buiten stonden, waren politieagenten.

01.158 Maggie De Block (Open Vld): Ja, schandalig.

01.159 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): De echte schande is dat u die mensen gewoon aan de kant duwt en hier nu het groot licht verkondigt alsof u een cadeau hebt gegeven.

Mevrouw De Block, als u echt dingen wil veranderen, bijvoorbeeld de personeelstekorten bij de politie aanpakken, dan zult u met iets heel anders naar voren moeten komen dan met die 7 euro die u nu zagezegd geeft. U kondigt daarnaast materiaal aan waarvan we nog niets vernomen hebben. Dan ga ik nog niet in op de fratsen van uw eigen minister, die de politie gewoonweg de gordijnen injaagt. Dat moet stoppen.

01.160 Christoph D'Haese (N-VA): Mevrouw De Block, ik wil een element aanbrengen dat in het luik Justitie vandaag al een paar keer ter sprake is gekomen. U spreekt zeer terecht over de initiatieven die genomen worden voor de slachtoffers, maar we moeten het ook eens hebben over de daders en de toestand in onze gevangenissen.

Collega Geens komt hierover regelmatig tussen in de commissie voor Justitie. Er is een gigantische overbevolking in de gevangenissen. Er zijn te weinig gevangenissen met te veel volk erin, en eigenlijk ook nog eens het verkeerde volk. Wat bedoel ik met dat laatste? Er zitten geïnterneerden in onze gevangenissen. Er is te weinig opvangcapaciteit voor mensen die niet thuishoren in de gevangenis. Zij zijn immers niet toerekeningsvatbaar. U bent begaan met de zorg. Een niet-crimineel moet niet in een gevangenis worden ondergebracht. Daar zijn forensisch-psychiatrische centra voor. Wat gaat men daaraan doen? Er is een bevolking van ongeveer 3.600 mensen die niet in een strafinrichting thuishoren.

01.161 Maggie De Block (Open Vld): Ik heb tijdens de vorige legislatuur zeer goed samengewerkt met collega Geens. We hebben verschillende nieuwe forensische centra geopend. We hebben ook veel andere plaatsen gecreëerd in chronische zorginstellingen voor psychiatrische zorg, waar die mensen wel een goede begeleiding krijgen, waar zij behandeld worden en veilig zijn en waar ze geen gevaar voor het personeel betekenen. Mijnheer D'Haese, dat was de eerste keer dat men zo'n samenwerking op poten heeft gezet tussen gezondheidszorg en de minister van Justitie en die wordt verdergezet.

01.162 Tim Vandenput (Open Vld): Mevrouw de voorzitter, ik wil even reageren op de heer Colebunders.

Het personeelstekort wordt deels opgelost door 1.300 aanwervingen per jaar. Wat betreft het loonakkoord dat gestaag werd ingevoerd, de vakbonden hadden meer gewild, maar omwille van budgettaire redenen kan dat niet. Mevrouw De Block, kunt u aan de collega's van de PVDA vragen wat zij zullen doen met de wet op de *casseurs*? Als zij echt voor de politie willen opkomen, zouden zij beter de wet goedkeuren die betogers die politiemensen telkens opnieuw in elkaar slaan eruit haalt en hen verbiedt om te betogen. Dan neemt u het echt op voor de politie.

01.163 Sander Loones (N-VA): Omdat mevrouw De Block moet antwoorden op de vraag over de stakingbrekers en over wie tijdens stakingen geweld pleegt, voertuigen in brand steekt en ramen inslaat, wil ik haar het volgende vragen. Er bestaat inderdaad een sanctie en er kan een extra sanctie worden toegevoegd, namelijk een betogingsverbod. Nu blijkt dat er binnen de regering een deeltje wordt gesloten en een paar mensen wordt uitgesloten van een dergelijk verbod, met name de vakbonden, maar ook de klimaatbetogers. Er circuleren daarover teksten van de regering. Mevrouw De Block, vindt u dat de vakbonden een uitzondering moeten krijgen?

01.164 Maggie De Block (Open Vld): Mijnheer Loones, u ziet altijd teksten, maar ik vraag mij af van wie ze komen. Dat is namelijk gewoon niet aan de orde.

01.165 Sander Loones (N-VA): Ik zal het zeer concreet maken. Zult u een tekst steunen, waarin vakbonden een uitzonderingspositie krijgen in dit verhaal?

01.166 Maggie De Block (Open Vld): Ik zal de tekst steunen die door de minister wordt neergelegd en besproken.

Mevrouw de voorzitter, er komen ook drie nieuwe zorgcentra waar slachtoffers van seksueel geweld kunnen worden geholpen met een gespecialiseerde begeleiding. Wie aangerand of verkracht wordt, moet immers zo goed mogelijk worden opgevangen op een plek waar hij of zij zich veilig voelt en waar alle expertise aanwezig is.

De reeds bestaande zorgcentra hebben bewezen dat ze een absolute meerwaarde zijn, niet alleen in de eerste uren na de feiten, maar ook nadien in de nazorg. Het is dan ook een goede zaak dat we dat verder uitbreiden. De strijd tegen seksueel geweld en de gevolgen daarvan is immers nog niet gestreden. Dat is de afgelopen maanden pijnlijk duidelijk geworden.

Slachtofferhulp en preventie blijven meer dan ooit nodig, niet alleen op het gebied van seksueel misbruik. We moeten ook denken aan de gevallen van intrafamiliaal geweld en femicide en andere tendensen waarvoor we niet blind mogen zijn.

Collega's, deze regering heeft zich van meet af aan tot doel gesteld dat mensen die werken of gewerkt hebben en een pensioen hebben erop moeten kunnen vooruit gaan. Ondernemers vallen daar ook onder en moeten eveneens beloond worden. Het minimumloon werd nu voor de derde keer verhoogd. De pensioenen zijn in deze legislatuur ook heel erg gestegen.

Een hele reeks steunmaatregelen is geboden aan onze gezinnen, voor de energiefacturen en voor meer terugbetaling in de gezondheidszorg. Er waren natuurlijk ook de akkoorden voor steun aan mensen die door corona getroffen werden. Een hele reeks maatregelen, ook uit dit begrotingsakkoord, past daarin. De permanente verlaging van de btw op sloop en heropbouw is niet alleen goed nieuws voor wie een huis wil kopen of verbouwen, ze zorgt er ook voor dat private woningen sneller worden vernieuwd, wat goed is voor het milieu en positief voor onze bouwsector, maar ook voor onze burgers. Beter kunnen isoleren, een warmtepomp kunnen zetten met aantrekkelijke voorwaarden, dat is een goede zaak.

Het is ook voor ons als liberalen fundamenteel dat al wie onderneemt in ons land, al wie de handen uit de mouwen steekt in de samenleving, daarvoor wordt beloond, op welke manier hij of zij ook bijdraagt. Ons pleidooi voor de ondersteuning van de samenlevingsdienst kadert hierin. Het gaat hier om jonge mensen van 18 tot 25 jaar die zich engageren en een halfjaar lang aan de slag gaan met een maatschappelijk project in hulpverlening, cultuur, onderwijs, duurzame ontwikkeling of sport. Het is een bijzonder waardevol project dat de ondernemingszin aanwakkert of meer richting geeft aan jongeren die eigenlijk nog op zoek zijn, zoals ze getuigden toen ze hier werden ontvangen. Dat is zeer belangrijk voor jonge mensen. Het is nu niet gemakkelijk in zo'n turbulente wereld en maatschappij. Zij worden daar zo in ondersteund.

We leggen daarbij ook de link met activering. Het is de bedoeling om elk jaar zo'n 1.000 langdurig werkloze jongeren aan het werk te helpen. Voor alle duidelijkheid, deelnemen is niet verplicht, maar er komt wel een informatie- en kennismakingsmoment waarop langdurig werkloze jongeren aanwezig moeten zijn, zodat zij ook kennis kunnen maken met datgene wat de samenlevingsdienst voor hen kan betekenen.

Collega's, voor wie zich afvroeg waar wij met onze dada bleven, geen nood, ik heb die bewaard tot het einde. We hebben het nu uiteraard over de flexi-jobs. Het systeem van de flexi-jobs, inderdaad een liberaal concept, wordt verder uitgebreid naar 22 sectoren. Dit moet het mogelijk maken om in sectoren waar er grote tekorten aan personeel zijn de nodige mensen aan te trekken.

Naast een aantal economische uitbreidingen wordt de inzet van flexi-jobbers ook mogelijk in het onderwijs en in de kinderopvang. Eindelijk. Onze fractie heeft daartoe al enkele maanden geleden een wetsvoorstel ingediend. Men schreeuwt daar om personeel. Wij zien allemaal wat de gevolgen zijn van de arbeidskrapte in onze scholen. Er zijn kinderen die soms voor drie vakken geen les krijgen omdat er geen leerkracht gevonden kan worden. Tevens is er zeker ook arbeidskrapte in de kinderdagverblijven.

01.167 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw De Block, het is mij heel sterk opgevallen dat de liberalen, die toch altijd de partij van de ondernemers waren, vandaag alleen zeggen dat de ondernemers beloond moeten worden om te ondernemen. Dat is zowat alles wat u daarover gezegd hebt. U hebt ook niets gezegd over de economische toestand van ons land, die hoe langer hoe meer economieën zorgen baart en die een sterke invloed zal hebben op de industriële activiteit in ons land. Ik heb daarnet tegen de collega's van de PS gezegd dat nergens in de eurozone de industriële activiteit zo sterk achteruitgegaan is als in België. Zij hebben daar niets op geantwoord. Op een paar maanden ging die activiteit met 6 % achteruit. Dit zal toch een invloed hebben op de werkgelegenheid in de komende periode. Dan vraag ik mij af, mevrouw De Block, wat jullie gaan doen en wat jullie bijdrage is geweest als liberalen om ervoor te zorgen dat de industriële sector ondersteund kan worden.

01.168 Maggie De Block (Open Vld): Wij hebben steeds veel gedaan. Denk maar aan de technologische industrie en aan energie, met nieuwe mogelijkheden om te stimuleren. Denk maar aan de farmaceutische industrie. Denk ook aan de research in allerlei domeinen, waardoor wij bijvoorbeeld

andere energiebronnen kunnen hebben. Wij hebben dat altijd gedaan.

Mevrouw de voorzitter, ik ga eindigen met iets te zeggen over de flexi-jobs. Dit is een belangrijk dossier omdat het samenwerkingsfederalisme is in de praktijk. Vlaanderen vraagt om flexi-jobs in het onderwijs, Wallonië zegt dat het deze niet nodig heeft. Wel, de mogelijkheid is er maar het moet niet gebeuren. Men kan er zelf voor kiezen.

Mijnheer de eerste minister, ik ben blij dat u ons land niet alleen door crisis na crisis hebt gelooft, maar dat u ons land ook hebt geleid, samen met uw ploeg van ministers. Dat is een goede manier voor ons om u onze steun voor het volgende jaar toe te zeggen.

01.169 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw De Block, u haalde net een aantal voorbeelden aan van ondersteuning van de economie, maar waarom vertaalt dat zich niet in de cijfers? Onze industriële activiteit gaat achteruit en behoort tot de zwakste van de Europese klas. Waarom bengelen wij helemaal aan de staart? Leg mij dat eens uit. Geeft u toe dat de maatregelen die u daarnet hebt opgesomd, lang niet voldoende zijn en dat de regering dus te weinig heeft gedaan om onze industrie op peil te houden? Als liberaal zult u daar ongetwijfeld wel een antwoord op hebben.

01.170 Maggie De Block (Open Vld): Ik mag een antwoord van een minuut geven, maar ik zal dat graag straks uitgebreider buiten doen.

01.171 Steven De Vuyst (PVDA-PTB): Mevrouw De Block, ik heb nog een prangende vraag voor u. U sprak daarnet heel kort ook over de minimumlonen die een beetje worden opgetrokken, maar ik zou dat graag koppelen aan het engagement van de regering, ook naar volgend jaar toe wanneer ons land voorzitter van de Europese Raad zal zijn. Wij hebben het daarnet ook over het Stabiliteits- en Groeipact gehad. U bent voorstander van de bezuinigingsregels en de begrotingsorthodoxie, vooral als het aankomt op openbare diensten en sociale voorzieningen. Wij hebben gezien tot wat bijvoorbeeld de besparingen in de gezondheidszorg hebben geleid in de coronacrisis. Ik moet het u niet vertellen.

U wilt er bij ons voor zorgen dat de minimumlonen iets hoger worden, maar zult u dat ook bepleiten op Europees niveau? Wij willen in de EU blijven, maar wij willen een socialer Europa. Wij moeten ervoor zorgen dat er minimumstandaarden en minimumlonen komen op Europees niveau zodat er geen race to the bottom komt, maar een harmonisering naar boven. Niet alles moet wijken voor de heilige graal van de concurrentie. Willen uw partij en de regering in de Europese Raad pleiten voor minimumlonen, zodat de winnaars van de afgelopen crisissen ook eens worden aangesproken door het instellen (...)

01.172 Egbert Lachaert (Open Vld): Ik zou niet durven antwoorden aan collega's die andere vragen stellen in het halfroond. Ik hoor een interessante discussie over de competitiviteit van ons land en het industrieel weefsel. De andere tussenkomst sluit daar ook goed op aan. Hoe komt de competitiviteit in ons land onder druk te staan? Daar zijn een aantal belangrijke oorzaken voor. Er was een ongeziene energiecrisis. Met de energienorm die deze regering inschrijft voor de hele economie probeert zij de kost van energie evenals de loonnorm onder controle te krijgen. Dit is de eerste keer dat men zoiets invoert en dat is voor het hele industriële weefsel zeer belangrijk.

Ten tweede – en ik vind het vreemd dat de twee extreme partijen hier kritiek op uiten – hebben wij een zeer gunstig systeem dat de koopkracht in dit land beschermt, namelijk het indexmechanisme. België is één van de weinige landen met een automatisch indexeringsstelsel. Het is een enorm voordeel dat de koopkracht van de mensen beschermd wordt. Geen van die extreme partijen zegt trouwens dat we dit moeten afschaffen. Diezelfde partij die klaagt dat de competitiviteit onder druk komt te staan, zegt daar niets over. Zo is het gemakkelijk om zich populair te maken. De liberalen hebben er ook wel voor gezorgd dat die belangrijke wet van 1996 over de concurrentiekracht overeind blijft. We beschermen hiermee de koopkracht van de mensen en tegelijkertijd zorgen we ervoor dat als de concurrentiekracht in het gedrang komt we die handicap door de jaren heen weer wegwerken. Vele anderen wilden die wet weg, maar wij liberalen hebben ervoor gezorgd dat die er is en dat de balans tussen koopkracht en (...)

01.173 Maggie De Block (Open Vld): Ik zal de vraag van collega De Vuyst beantwoorden. Ik vind het

een wat raar betoog. Daarstraks was er een discussie dat uw partij de EU wil verlaten en de roebel wil invoeren. Nu wilt u daar een bevoegdheid bijdoen. Er ligt allang een voorstel klaar, maar overal dezelfde minimumlonen invoeren werd daar nooit besproken. Alle EU-landen, van noord naar zuid en van west naar oost kennen allemaal andere lonen. Die vallen onder de bevoegdheid van de nationale staten en wij willen dat zo houden.

01.174 Melissa Depraetere (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, na een hele dag debat besluit mij hier een raar gevoel, dat ik hier wel vaker heb. Er is een reden waarom de tribune, behoudens enkele trouwe medewerkers, nagenoeg leeg is, ook al betreft het een heel belangrijk debat en volgen sommigen de vergadering digitaal. Toen ik drie jaar geleden voor het eerst deelnam aan het debat over de *state of the union* stuurde ik naïef nog de link voor de site van de Kamer naar enkele van mijn vrienden. Ik was immers net fractieleider geworden en ik had aan iedereen gezegd dat het debat echt spectaculair was, het belangrijkste van het hele jaar en de hele legislatuur, want dan zou het gebeuren. Dat debat, dat plaatsvond in het halfrond van het Europees Parlement, was de gelegenheid bij uitstek om te leren wat ik hier deed. Het zal u niet verbazen dat mijn vrienden nogal snel zijn afgehaakt. Ten eerste vonden ze dat de discussie oneindig lang duurde en, ten tweede, klaagden ze er vrij snel over dat parlementsleden kennelijk tien keer dezelfde vraag stelden, tien keer een antwoord kregen en dat toch een elfde keer dezelfde vraag stelden, nog wel in het belangrijkste debat van het jaar. Mensen haken af voor het debat, omdat het niet of te weinig gaat over problemen waar zij echt van wakker liggen. Aan mijn vrienden krijg ik het debat niet uitgelegd. Ik ga komende vrijdag bij mijn ouders eten en krijg het debat hier aan mijn mama na haar lange werkdag als poetsvrouw voor het OCMW in Harelbeke, niet uitgelegd. Ik krijg het debat niet uitgelegd aan mijn broer, die postbode is en een flexi-job heeft. Zij vragen mij wat ik hier de hele nacht in het Parlement doe. Nochtans gaat het om een belangrijk debat.

Jammer genoeg verzandt het debat inderdaad in opmerkingen heen en weer die geen betrekking hebben op de problemen waar de mensen van wakker liggen. Nochtans is een belangrijk debat, dat over *the state of the union*, de staat van het land zou moeten gaan. Eerlijk, ik heb hier heel vaak dezelfde vragen gehoord, over onder andere staatssecretarissen die ontslag namen, en over ministers die ter discussie stonden. Is dat wel relevant voor wie het debat thuis wil volgen? Die hebben waarschijnlijk toen afgehaakt.

Collega's, hoeft het nog te verbazen dat mensen interesse verliezen, niet alleen in het debat vandaag, maar in de politiek in het algemeen? Wat is dan wel de essentie? Waarvan liggen mensen wel wakker? Dat is van hun problemen en het feit dat het leven te duur wordt, van het feit dat de crèche tegenwoordig 500 euro per maand kost, van het feit dat een kot voor een student ook 500 euro kost, dat de rusthuisfactuur misschien meer dan 2.000 euro zal kosten, wat voor velen inderdaad het geval is, kortom van duurdere facturen. Daar liggen mensen wakker van. Zij liggen er wakker van of ze een woning zullen kunnen kopen, of ze zich een plaats in een rusthuis kunnen permitteren, kortom of ze de facturen kunnen betalen.

Mevrouw Merckx zei het al, de helft van de mensen in ons land haalt met een inkomen maar net het einde van de maand. Een op zes gaat zelfs elke maand in het rood. Een op drie heeft al eens moeite om de factuur te betalen. Dat is de realiteit. Nochtans is ons land rijk, behoort het tot de besten in Europa en werd de koopkracht nergens in Europa zo goed beschermd als hier.

01.175 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, u hebt hier meer dan vijf minuten een inleiding gegeven.

01.176 Melissa Depraetere (Vooruit): Ik werd vaak onderbroken.

01.177 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Dat heb ik natuurlijk ook gemerkt.

Ik heb een vraag voor u. Ik snap dat uw broer niet begrijpt wat u vertelt over wat hier allemaal gebeurt. Als uw broer postbode is en hij ook nog een flexi-job heeft, wil ik u wel helpen om beter uit te leggen dat zijn loon niet hoog genoeg is omwille van de loonblokkeringen die hier zijn goedgekeurd. Ik wil ook helpen uitleggen dat postbodes sterk onderbetaald zijn. Dat zijn allemaal punten waarmee ik u kan helpen om ze uitgelegd te krijgen.

Ik heb echter een probleem. De flexi-jobs zijn hier vandaag al enkele keren ter sprake gekomen. Ik stel mij gewoon een vraag, die ik u in alle openheid wil stellen. U weet dat de sociale zekerheid tot heden al 110 miljoen euro is misgelopen door de flexi-jobs. Hoe wil Vooruit de inkomsten van de sociale zekerheid de komende jaren garanderen als de regering de flexi-jobs blijft uitbreiden, zoals dat nu het geval is?

01.178 Reccino Van Lommel (VB): Mevrouw Depraetere, ik zou bijna durven stellen dat ik ontroerd ben door uw inleiding. U stelt dat de burgers zich vaak afvragen wat wij, Parlementsleden, hier zitten te doen. Heel veel mensen in dit land vragen zich dat inderdaad af. Weet u waarom? Dat is zo omdat zij een beleid krijgen waarvoor zij niet gestemd hebben. Dat is zo omdat politici het tegenovergestelde doen van wat zij beloofd hebben voor de verkiezingen. Dat is zo omdat zij telkenmale opnieuw de signalen van de kiezers naast zich neerleggen en iets anders doen.

U zegt vandaag dat wij het hier over belangrijke zaken moeten hebben. Dat is waar. U maakt echter deel uit van de federale regering en zit nu dus al een aantal jaar aan de knoppen. Elk jaar opnieuw verklaart u ter gelegenheid van de State of the Union net hetzelfde. Deze legislatuur is inmiddels bijna ten einde. Wat hebt u nu als socialistengedaan om al die problemen op te lossen? U gaat ze vandaag immers opnieuw opsommen. U zult het dus hebben over de koopkracht en de rusthuisfactuur. U haalt die problemen elke keer opnieuw aan. Terecht vragen de mensen zich dus af wat wij hier zitten te doen, want zij zien geen resultaten. Wat zegt u tegen die mensen?

01.179 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw Depraetere, u hebt het over de echte problemen van de mensen. U hebt ondertussen echter vijf minuten gepraat, maar geen enkele oplossing voorgesteld. U doet dus hetzelfde als wat u anderen verwijt.

Ik wil u de kans geven om bezig te zijn met de echte problemen van de mensen en hen oplossingen aan te reiken. Wat zal u heel concreet doen opdat de kleine spaarder in dit land eindelijk datgene krijgt waarop hij recht heeft? Wij hebben u over dat onderwerp vaak gehoord in de media, maar tot nu toe heeft uw regering niks gedaan. Zelfs uw eigen minister van Sociale Zaken, die hier aanwezig was, haalde een en ander door elkaar, namelijk dat de miljarden euro extra's bij de banken niet bij de spaarder terechtkomen maar in de staatskas verzeild geraken.

Hij verheugde zich daar zelfs over. Daar heeft de kleine spaarder natuurlijk helemaal niets aan. Concreet, neem de tijd en geef een echte oplossing voor de echte problemen van de mensen.

01.180 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw de voorzitter, de afspraken beginnen fout te lopen. Ik wilde inspelen op de flexi-jobs, maar nu wordt hier een hele resem diverse vragen gesteld.

Mevrouw Depraetere, ik wil graag even terugkomen op de flexi-jobs. Ik las een opmerking van de heer Ivo Marx op X die u zeer zal interesseren: "Is mijn indruk correct dat socialistengedachte meer bekommerd zijn om het mattheuseffect in Vlaams beleid dan in federaal beleid? Want die flexi-jobs zijn natuurlijk ook meer werk en inkomen voor degenen die al werk hebben, ten koste van degenen die geen werk hebben." Ik zeg niet dat het mijn woorden zijn, maar ik had graag uw reactie daarop gehoord.

01.181 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer De Roover, er is een reden waarom er in dit akkoord ook opnieuw een verhoging zit van de minimumlonen. Die komt er uiteraard om ervoor te zorgen dat mensen ook een goed inkomen hebben. In een ideale wereld zijn die flexi-jobs voor niemand nodig. We moeten ervoor zorgen dat er een goed minimumloon is, dat er een goed pensioen is en dat werken loont. Dat is het eerste wat we absoluut moeten doen. Er zijn ook jobs bijgekomen. Die discussie is daarnet al gevoerd. Het moet een en-enverhaal zijn. Het is uiteraard niet het ene of het ander. Dat lijkt mij wel heel duidelijk.

De twee vragen van Vlaams Belang komen nog aan bod, dus ik stel voor dat ze dan terug gesteld worden, mocht u geen antwoord horen in mijn tussenkomst.

Met betrekking tot de loonblokkering, met alle respect, u weet heel goed, mijnheer Colebunders, dat wij die loonnormwet graag hadden aangepast. Dat staat de volgende keer ook terug in ons programma.

Dat weet u heel goed. Als wij echter naar de voorbije periode kijken, met de vele indexeringen die elkaar hebben opgevolgd, stel ik de vraag heel graag aan u: had een aangepaste loonnormwet enige impact gehad voor mensen met een laag, middellaag of middelhoog inkomen? Neen, er was geen impact geweest, want er zijn heel veel indexeringen na elkaar geweest. Die zijn heel terecht, wij zijn daar de grootste verdediger van. De aanpassing van de loonnormwet - die ik graag had zien gebeuren - had geen resultaat opgeleverd voor mensen die nu, dankzij de vele indexeringen, wel resultaat hebben gezien. Voor de toekomst dus heel graag, maar wij moeten niet doen alsof daarmee een heel groot verschil zou worden gemaakt, want dat is gezien de huidige economische situatie - en dat weet men uiteraard niet op voorhand - niet het geval.

Van de flexi-jobs ben ik een koele minnaar, daar ga ik niet flauw over doen. Mijn broer werkt momenteel in een flexi-job, ik heb er zelf een gehad. Soms is dat een noodzaak. Soms gaat het om mensen die graag extra werken, waar op zich niets mis mee is.

Wel brengen flexi-jobs talrijke risico's met zich mee, die we absoluut moeten aanpakken. Ten eerste, flexi-jobs mogen echte jobs niet vervangen. Ik heb al gezegd dat er in de horeca veel meer echte jobs bijgekomen zijn. Ten tweede, flexi-jobs mogen niet misbruikt worden. Er zal een evaluatie worden ingebouwd. Er zullen veel meer controles plaatsvinden. Dat staat in het nieuwe akkoord. Ten derde, flexi-jobs mogen de sociale zekerheid niet uithollen. Collega Vanrobaeys is er daarnet nog op ingegaan. Een werkgever die een flexi-jobber inschakelt, betaalt meer dan als hij een vaste werknemer aanwerft. Dat zit vevat in dit akkoord. De barema's worden overgenomen.

Flexi-jobs zijn uiteraard niet de oplossing en kunnen niet in de plaats komen van echt werk. De creatie van echte jobs is uiteraard de essentie, maar u moet eerlijk toegeven dat er heel wat garanties ingebouwd zitten in het systeem. Op een aantal plaatsen zijn die ook gewoon echt nodig. Of die garanties op alle plaatsen nodig zijn, zal moeten worden gecontroleerd en geëvalueerd. Die controles zijn voorzien. Hier en daar zijn ze in elk geval wel echt gewoon nodig.

01.182 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, u zegt eigenlijk twee dingen. Ten eerste, u zegt dat flexi-jobs nodig zijn op bepaalde plaatsen, op sommige niet. U gaat echter wel akkoord met een grote uitbreiding van het systeem van flexi-jobs. Ten tweede, u zegt dat een flexi-job meer kost voor de werkgever, maar de eigen bijdragen aan de sociale zekerheid telt u niet mee. Mogelijk ziet u die over het hoofd. Ik weet niet of het goedkoper wordt voor de werkgever. Uiteindelijk zal de persoon die in een flexi-job werkt netto iets meer overhouden, maar van de eigen bijdragen komt geheel niets terecht in de socialezekerheidskas. Wie een flexi-job uitoefent, spaart dus niets op.

Op dit moment kost het systeem van flexi-jobs al 110 miljoen euro. Ik vroeg u daarnet of u wist hoeveel het kost. Dat systeem veroorzaakt dus een gat in de sociale zekerheid. Wat gaat u doen om dat te financieren? Uw flexi-jobs vullen het niet op.

Daarnaast stelt u de keuze voor een flexi-job te rooskleurig voor. Ik hoor overal mensen zeggen dat zij een flexi-job nodig hebben omdat ze niet toekomen met hun gewoon maandloon. Dat is de huidige realiteit. Vindt u dat normaal? Andere mensen zeggen dat ze vier vijfde werken, maar dat hun baas hen niet voltijds in dienst neemt, omdat hij liever iemand met een flexi-job aanwerft. Dat is de realiteit.

01.183 Peter De Roover (N-VA): Voor alle duidelijkheid, voor wie daar zou aan twijfelen: wij zijn voorstander van flexi-jobs als aanvulling, en nu komt het opnieuw en dat is onderliggend wat de heer Ivo Marx zegt: dit creëert geen jobs. Deze mogelijkheid wordt geboden aan mensen die wat ruimte hebben en die daarvoor willen maken, wat heel mooi is, en anderzijds voor sectoren die fluctuerende uren moeten ingevuld krijgen. Eindelijk is die verruiming er. Dit heeft echter niets te maken met jobbeleid: hier worden geen jobs gecreëerd. Dat is wat ook achter dat idee van de heer Marx zit. Wat het Mattheuseffect betreft, dat moet u maar in de socialistische familie uitspreken. Dat is niet de vraag, wat mij betreft, die het eerst op mijn lippen ligt.

01.184 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer De Roover, ik heb geen vraag gehoord. Ik ben het wel met u eens: dit creëert geen jobs. Dat is ook niet de doelstelling van deze maatregel. U heeft het debat over de 282.000 extra jobs daarnet al gevoerd. De twee moeten gebeuren, dat is heel duidelijk. Het kan effectief altijd beter.

Mijnheer Colebunders, laten we ons aan de feiten houden. Hier staat een hogere bijdrage van de patronale bijdragen in, wat financiering is voor de sociale zekerheid. Met of zonder flexi-jobs zal er echter extra financiering nodig zijn voor de sociale zekerheid. We zitten sowieso met hoge vergrijzingskosten. Laten we echter correct blijven over waar het hier exact over gaat.

Collega's, de vraag was wat de politiek daar dan aan doet. Daar kwam ik net toe. Voor Vooruit is het beschermen van de koopkracht natuurlijk de essentie. Ik zeg dat niet zomaar, maar omdat we effectief heel wat maatregelen hebben genomen, goede maatregelen. Het verhogen van de minimumlonen was sinds 2008 niet meer gebeurd, maar nu drie keer op rij. Het beschermen van de automatische indexering is voor ons evident, maar niet voor iedereen, of dat is niet altijd zo geweest, ook dat is duidelijk gebleken. Het verhogen van de minimumpensioenen zoals de premier gisteren zei naar 1.500 euro, werd daarnet al gecorrigeerd: het zal een pak meer zijn, tegen volgende zomer 1.640 euro netto. Terecht natuurlijk, het leven wordt duurder, niet meer dan normaal. Daar is wel een gigantische investering gebeurd, dat kan niemand ontkennen. We verlaagden de btw op gas en elektriciteit naar 6 %. Premies om de energiecrisis door te komen. Versterking van de maximumfactuur in de zorg. Betere terugbetaling van de psycholoog. Kortom, massa's sociale maatregelen en de creatie van 282.000 jobs. Want inderdaad, het moeten absoluut de twee zijn.

Daarvoor ben ik wel in de politiek gestapt, daarover gaat dit debat wel en dat rapport durf ik wel aan mijn vrienden doorsturen. Hoe zorgen we ervoor dat het leven betaalbaar blijft als de koopkracht van de mensen onder druk staat en hoe zorgen we ervoor dat zij ook hun fair deel krijgen? Dat is de essentie.

Toch ben ik soms ontgoocheld. Ik ga daar niet flauw over doen. Ik ben ontgoocheld als het vele maanden duurt om een logische, eenvoudige maatregel als de btw-verlaging op energie door te voeren, ontgoocheld dat sommigen niet de moed of de wil hebben om een fiscale hervorming uit te voeren, waarvan iedereen hier vandaag al heeft gezegd dat ze nodig is, dat de lasten op arbeid omlaag moeten en dat het verschil tussen werken en niet werken groter moet. De minimumlonen zijn een eerste goede stap, maar het had veel beter kunnen zijn. Ik ben ontgoocheld dat we de grootbanken nog altijd niet hebben gedwongen om hun spaarrente op te trekken. De staatsbon was een succes, maar voor mensen die het zich niet kunnen permitteren om hun geld een jaar lang vast te zetten, is er niets veranderd.

Mijnheer de premier, het is daarom goed dat er nu weer stappen vooruit worden gezet in dit akkoord. Voor socialisten was de inzet heel duidelijk. De banken moeten een extra inspanning leveren. Niet alleen met de bijdrage die ze nu zullen betalen, maar ook, en dat werd in dit debat niet genoeg benadrukt, met een protocol dat niet vrijblijvend is. In dat protocol staan afdwingbare maatregelen die ervoor moeten zorgen dat de banken hun beste tarief automatisch aanbieden aan hun klanten. Dat kan een verschil maken.

Het zal absoluut de twee zijn, want voor velen maakte het blijkbaar niet uit dat de vier grootbanken in ons land in 2023 alleen al op 7 miljard euro zullen afkloppen. Wij zijn het daar niet mee eens en we moeten daar maatregelen tegen nemen. Ze kunnen een bijdrage doen, maar er is nog ruimte genoeg om ook iets te doen voor het spaargeld. Er moeten afdwingbare maatregelen komen om daar het verschil te maken.

In april gaan de minimumlonen opnieuw omhoog, wat voor heel wat mensen een verschil tot 50 euro netto per maand maakt. Het gaat om een vijfde van alle werknemers in ons land die een verhoging krijgen. Dat is echt belangrijk.

Samengevat, wie extreme winsten maakt, moet zijn deel doen en wie werkt aan een te laag loon, moet zijn deel krijgen. Daar maken de socialisten het verschil.

01.185 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, ik zal u absoluut niet aanvallen, want anders hoor ik van uw voorzitter straks weer dat we niet mogen meebesturen.

Mevrouw Depraetere, ik zou voor eens en voor altijd deze discussie achter ons willen laten. Ik hoor immers steeds weer dat de socialisten ervoor gezorgd hebben dat het minimumpensioen al meer dan 1.500 euro bedraagt. Ik wil u dus gewoon de vraag stellen of dat door uw toedoen is gebeurd of door

de inflatie die u daarmee enorm geholpen heeft.

Kunt u mij vertellen hoeveel euro netto het minimumpensioen is gestegen door de regering-De Croo, zonder de inflatie en de welvaartsenveloppe?

01.186 Greet Daems (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, ik wil even terugkomen op het begin van uw tussenkomst. U zegt dat het te weinig gaat over de zaken waarvan de mensen wakker liggen. De mensen verliezen immers hun interesse in de politiek.

Misschien komt dat omdat mensen het beu zijn dat politici hen blaasjes wijsmaken. U zegt dat u de btw-verlaging op energie gerealiseerd hebt. Dat klopt, maar wat u er vergeet bij te vermelden, is dat u dat gecompenseerd hebt met accijnzen. Dat is dus gewoon een vestzak-broekzakoperatie.

U brengt ook een goednieuwsshow over de koopkracht. Ik wil even citeren wat uw voorzitter daarover zegt, want hij doet er nog een schepje bovenop. Hij zei namelijk dat 'de koopkracht in België het best beschermd wordt in heel Europa'. Hij zegt dat dat een feit is. Staat u echter achter de woorden van uw voorzitter? Denkt u niet dat door zulke uitspraken de mensen hun interesse verliezen? U zegt immers net zelf dat het leven te duur wordt. Het kan dus niet allebei kloppen. U erkent dat 1 op de 6 gezinnen maandelijks in het rood gaat en het einde van de maand niet haalt. U hebt dan zagezegd wel de koopkracht beschermd. De aanvragen bij de voedselbank zijn met 18 % gestegen. Dat is iets waarvan de mensen wakker liggen. U hebt echter wel de koopkracht beschermd.

De **voorzitter**: Kunt u afronden, mevrouw Daems?

01.187 Greet Daems (PVDA-PTB): Tot slot zegt de OESO dat de reële lonen de afgelopen 3 jaar met 5 % gedaald zijn. Erkent u dat of betwist u deze cijfers?

01.188 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw de voorzitter, mijn vraag gaat over de rente. Misschien moet wij eerst dit debat voeren en daarna het rentedebat.

01.189 Steven De Vuyst (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, ik kan zeker en vast volgen dat u vindt dat de overheid wetgevend moet ingrijpen om ervoor te zorgen dat er hogere rentes worden uitgekeerd.

Het ging echter over de banken. U vindt dat de overheid moet ingrijpen en ik ben daar op zich mee akkoord, maar dan kunnen wij dat ook doen om bijvoorbeeld de basisbankdienstverlening te kunnen blijven garanderen in de vorm van goed bereikbare basisbankdiensten en beter bereikbare automaten. Op 31 maart 2023 werd immers een niet-bindend protocol gesloten tussen Febelfin en de overheid om ervoor te zorgen dat er een aantal automaten zou bijkomen, want nu zijn de banken gigantisch aan het afslanken. Bankkantoren worden gesloten, mensen worden in de kou gezet, bankautomaten verdwijnen, terwijl wij nog altijd niet in een casharme samenleving leven. Vandaar mijn vraag of Vooruit in de regering op tafel zal blijven kloppen om ervoor te zorgen dat er een wetgevend initiatief komt met betere en bindende criteria om een betere en toegankelijke basisbankdienstverlening in de vorm van bankautomaten te garanderen.

01.190 Melissa Depraetere (Vooruit): Wat de pensioenen betreft, werd de vraag gesteld of de verhoging daarvan door ons beleid of door de automatische indexering komt. Dat komt uiteraard door de twee, maar ook zeker heel hard door het beleid. Laat ons daar heel duidelijk over zijn. Er is meer dan 2 miljard euro extra geïnvesteerd in de pensioenen. Het verschil is heel simpel. Het zou 1.500 euro netto zijn en het zal nu 1.640 euro zijn, terwijl het 300 euro minder was bij de start van de regering. In de vorige legislatuur is er 80 euro bijgekomen, nu 360 euro. Dat is toch een heel fors verschil. De indexering heeft dat versneld, maar heeft het zeker niet allemaal op zijn eentje gedaan. Het zijn de twee samen en de twee verdedigen wij trouwens heel hard. Dat is duidelijk.

Onze koopkracht is het best beschermd in de wereld, zelfs niet alleen in Europa maar in de hele wereld. Kan ik een dergelijke uitspraak doen? Daar zijn studies en onderzoeken over gedaan. Wij vinden dat niet uit. Dat is gewoon zo. Ondanks al deze maatregelen die broodnodig zijn, hebben nog veel mensen het moeilijk. De strijd om de koopkracht te beschermen en te versterken, blijft dus altijd weer belangrijk.

Net daarom verhogen we nu opnieuw de minimumlonen. De strijd is dus zeker niet gestreden, maar in België is de koopkracht wel gewoon het best beschermd in de hele wereld in tijden van crisis. Dat is gewoon een feit. Dat verzinnen wij niet.

01.191 Wouter Vermeersch (VB): De Melissa Depraetere in de herfst is blijkbaar niet dezelfde Melissa Depraetere van in de zomer. Op 23 augustus las ik het volgende in de pers: "Wij zeggen al maanden dat de staatsbon niet de oplossing is, hekelt Depraetere. De tijd om gewoon af te wachten tot de rente vanzelf stijgt, is voorbij. Concreet vraagt Vooruit onder meer een verhoging van de minimumrente." Ik hoor u dat hier vandaag niet herhalen. Hoe gaat u ervoor zorgen dat de tijd voor de banken eindelijk voorbij is? Wanneer gaat u de druk op de banken zetten om de rente te verhogen?

We zijn 12 oktober, twee maanden na uw uitspraken, maar u blijft aanmodderen. Dat is net het punt dat u aan het begin van uw betoog maakt. De mensen begrijpen niet wat u hier voortdurend staat te vertellen. Ik kan begrijpen dat uw vrienden ongeduldig worden, maar wat u in de zomer zegt, herhaalt u niet meer in de herfst, laat staan dat u concrete maatregelen neemt.

01.192 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Depraetere, ik heb u horen zeggen dat het goed is dat extreme winsten worden belast. Ik heb een heel technische vraag. Vanaf welk ogenblik zijn winsten extreem?

01.193 Melissa Depraetere (Vooruit): Als de vier grootbanken in ons land 7 miljard euro winst maken, stel ik voor dat u aan alle mensen buiten vraagt of ze dat extreem vinden. Ik vind dat best extreem. Voor ons is dat extreem. Vooruit vindt dat er op dat moment een extra bijdrage kan worden gevraagd. Als de banken zeggen dat ze dan de rest niet meer kunnen doen, dan lijkt mij dat een beetje belachelijk. Men heeft in 2023 7 miljard euro winst gemaakt. Dat is een stijging van 20 % tegenover vorig jaar. Dat neemt alleen maar toe. Ik vind dat een vrij hoge overwinst.

Dat mogen we toch wel zeggen.

Er was een vraag over de spaarrente. U mag wel niet helemaal selectief zijn in hetgeen u hier vertelt. Het wetsvoorstel om de minimumrente hebben wij neergelegd. Daar hebben we al over gediscussieerd. Daarna hebben we vastgesteld dat daar geen meerderheid voor was in dit Parlement. Dan hebben we andere voorstellen gedaan. Net die voorstellen worden nu in een afdwingbaar protocol opgenomen. Dat zal wel degelijk een impact maken. Die voorstellen zijn ook aan experts voorgelegd. Dat zal wel degelijk een impact maken.

Wij hebben een wetsvoorstel over de basisbankdienst en automaten om dit in te schrijven in de bankwet, met financiële sancties. Veel andere mogelijkheden zijn er volgens juristen niet. Als u zelf een idee hebt, mag u dat ook altijd neerleggen. We steunen alle voorstellen die er effectief voor kunnen zorgen dat de afbouw wordt gestopt. Daar is inderdaad ook een protocol voor getekend. Wij vragen om sancties in te schrijven in de bankwet. Dat kan u altijd steunen.

01.194 Peter De Roover (N-VA): Het woord extreem duidt toch op een relatie? 7 miljard moet je toch afzetten? Ik zeg niet dat het niet extreem is. 7 miljard klinkt best wel veel. U zegt dat dat 20 % meer is dan vorig jaar. Dan was het vorig jaar heel laag. Daarom vraag ik naar criteria en u geeft ze niet. Dit is nattevingerwerk. Dat is een heel moeilijk criterium om mee te handelen.

Wanneer noemen wij namelijk iets extreem? Jullie overheid heeft bijvoorbeeld een extreem tekort. Dat weten we omdat we dat uitdrukken in procent van het bbp en dan kan vergeleken worden. Je kan natuurlijk niet zomaar een getal noemen en zeggen dat dat veel is. Het is spijtig dat u hier geen criterium hebt gegeven. Dan hadden we dat kunnen toepassen, bijvoorbeeld op andere sectoren. U zegt gewoon dat 7 miljard veel is. Als u de teller en de noemer niet samen bekijkt, is dat nattevingerwerk.

01.195 Wouter Vermeersch (VB): Mevrouw Depraetere, ik probeer het nog eens. De Melissa Depraetere van de lente zei iets anders dan de Melissa Depraetere van de zomer en die van de herfst. U zei - ik citeer - : "Concurrentie aanwakkeren is goed; banken verplichten actie te ondernemen is beter. Op een moment dat de grootbanken miljarden euro winst maken met het geld op de spaarboekjes is informeren een magere inspanning."

U onderneemt dus geen concrete actie. U dwingt de banken niet tot een minimumrente. U neemt daar geen maatregelen voor. U laat uw stukken ook niet goedkeuren door het Parlement. Trouwens, er is wel degelijk een wisselmeerderheid daarvoor in het Parlement. Verklaar dus niet het tegendeel op het spreekgestoelte.

Zult u in de herfst eindelijk hetzelfde zeggen als wat u in de zomer en zeker in lente gezegd hebt?

01.196 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer Vermeersch, u moet mij eens uitleggen wat u niet snapt aan de zinsnede dat er afdwingbare maatregelen in het protocol zullen worden opgenomen?

01.197 Wouter Vermeersch (VB): (...)

01.198 Melissa Depraetere (Vooruit): Het effect zal zijn dat de rentes stijgen.

01.199 Wouter Vermeersch (VB): (...)

01.200 Melissa Depraetere (Vooruit): Ja maar, dat is het verschil tussen uw partij en die van mij. Als er in de meerderheid vastgesteld wordt dat er over een bepaalde oplossing voor een probleem geen consensus is, gaat men op zoek naar andere oplossingen. Dat is exact wat wij gedaan hebben. Wij hebben andere voorstellen voorgelegd en daarvan worden nu maatregelen opgenomen in een afdwingbaar protocol.

Ik weet niet wat u daarvan niet wilt snappen. Voor ons is niet zozeer het middel belangrijk, maar wel het doel, de uitkomst. Als de rentes daardoor stijgen en als de klant daardoor beter geholpen kan worden, is het voor mij eender op welke manier dat gebeurt.

Wij hebben onze voorstellen ingediend. Laten wij nu kijken of het resultaat volgt. Soms moet men proberen op die manier toch iets in beweging te krijgen. Als wij altijd maar hetzelfde blijven zeggen en het probleem niet oplossen, hebben de spaarders er ook niet veel aan.

U vroeg naar duidelijke criteria. Ik vind ze alvast heel duidelijk. Op haar website lees ik dat de ECB de rente voor de banken optrekt met een duidelijk doel, namelijk dat de banken in hun lidstaten ook de rente op de spaarboekjes optrekken en ervoor zorgen dat sparen opnieuw meer rendeert. U moet mij toch eens uitleggen of we banken hun zin moeten laten doen en of we achterover moeten leunen, als we vaststellen dat banken totaal niets doen en daarbij het argument van het effect ervan op hun stabiliteit inroepen, terwijl ze 7 miljard euro winst maken. Of kunnen we toch iets extra vragen aan degenen die zulke enorme winsten maken? Eerlijk gezegd, ik vind uw standpunt extreem.

01.201 Peter De Roover (N-VA): (...) (*zonder micro*)

01.202 Melissa Depraetere (Vooruit): Eigenlijk was dat uit uw eerste onderbreking al duidelijk hoe uw antwoord daarop luidt.

01.203 Peter De Roover (N-VA): (...) Collega, ik heb een technische vraag gesteld om te weten hoe wij uw term moeten invullen. En ik heb daarop geen antwoord gekregen. U vraagt of wij de banken dan zomaar moeten laten doen. Ik vind alvast dat de inspanningen die zouden worden geleverd om de rente voor de spaarders te verhogen, schijnbaar verdwenen zijn. U hebt die omgevormd tot een verhoging van de belastingen. Schijnbaar is het voor u even leuk dat het geld in die ongelooflijk grote begrotingsput van de regering komt als bij de spaarder. Ik vind dat de spaarder aan uw maatregel geen winst heeft. Hij heeft daaraan niets. De overheid kan haar diepe putten daarmee nog dieper maken. U hebt de spaarder niet geholpen met die maatregel.

01.204 Wouter Vermeersch (VB): Collega De Roover, ik ga zelfs nog verder. De maatregel werkt zelfs contraproductief. Men verzwaart de spaarfiscaliteit. Ik zei het reeds tegen minister Vandenbroucke. 0,34 % van het rendement op de spaarboekjes verdwijnt nu al in de staatskas. En daar doet de regering nog een pak bij.

Collega's, u creëert hier de indruk dat een bankentaks een oplossing is voor de spaarder. Integendeel, de taks zal ervoor zorgen dat op termijn de spaarders nog minder rendement hebben.

Overigens, de ruimte voor de banken om de spaarrente op te trekken, neemt maand na maand toe, omdat de ECB de rente optrekt. Ondertussen heeft ze dat al tien keer gedaan. De banken hebben de rente echter helemaal geen tien keer opgetrokken. Wat zal de regering nu eindelijk doen?

Ik stel vast dat u daarin berust, dat u toestaat dat een aantal regeringspartners niets wil doen voor de kleine spaarder, vindt dat de banken maar verder mogen doen en erover zal zwijgen en het resultaat afwachten, zolang de banken maar een beetje de staatskas vullen en de begroting dichtrijden. Dat is niet wat de burger van u verwacht.

01.205 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer Vermeersch, ik heb al vijf keer gezegd dat het over twee maatregelen voor de banken gaat. U hebt het echter alleen over de eerste maatregel en negeert de tweede compleet, terwijl ik heel duidelijk zeg dat het een en-enverhaal is. U bent dus gewoon van slechte wil. U negeert de tweede maatregel – het afdwingbaar veranderen van rekeningen naar het beste tarief – compleet. U bent gewoon van slechte wil en wilt niet zeggen waar het echt op staat.

De banken en de minimumlonen waren natuurlijk niet de enige inzet van Vooruit. Waar de mensen ook van wakker liggen en wat hen na aan het hart ligt, is hun gezondheid. Als mensen zorg nodig hebben, moeten zij worden geholpen op een betaalbare, toegankelijke manier. Er zijn heel wat zaken die op dat vlak moeten worden aangepakt: de wachtlijsten, de patiëntenstops enzovoort. Ik ben dan ook tevreden dat onze Vooruitminister hier elke dag keihard aan werkt. Hij heeft gezorgd voor 5.000 extra jobs in de zorg, voor extra opleiding en verloning. Hij heeft geïnvesteerd in de psychologische zorg, waardoor meer dan 200.000 mensen hierop een beroep kunnen doen tegen een veel beter tarief. Er zal echter nog veel meer nodig zijn – dat is ook gezegd in de State of the Union – want ook de vraag blijft helaas stijgen. Er kwamen een bevrozing van de plafonds van de maximumfactuur, die voor meer dan 600.000 gezinnen een echt verschil maakt, en opnieuw extra investeringen in de zorgcentra na seksueel geweld. Dat verwachten de mensen van de politiek: een echt verschil maken voor problemen waarmee men dagelijks wordt geconfronteerd.

Ook in de gezondheidszorg is het werk echter nog niet af. Er liggen op dit moment nog heel wat wetsvoorstellen en -ontwerpen op tafel om bijvoorbeeld de supplementen aan te pakken. Het is goed dat ook nu opnieuw wordt ingezet op een verdere versterking van onze gezondheidszorg met nieuwe investeringen en een extra bedrag – in het kader van het groeipad waarover het al eerder ging – van 2 % voor 2024. Het budget zal 2 miljard euro hoger liggen dan dit jaar en dat is ook nodig om die extra investeringen te doen en ervoor te zorgen dat zowel de factuur kan worden verlaagd als de kwaliteit kan worden verbeterd.

Ik zei al bij de start dat ik dit debat oprecht belangrijk vind. Mijn fractie gaat ook altijd het debat aan. Soms maken wij het een beetje irrelevanter dan het is, maar ik vind het debat oprecht belangrijk. Wat wij vandaag zien gebeuren in de rest van de wereld, zet het debat echter wel wat in perspectief.

Onze wereld staat voor enorme uitdagingen en het is goed dat ons land ook nu weer investeert in opvang in de regio, ook in het Midden-Oosten. Helaas is dat opnieuw actueler dan ooit.

Als gewone burgers het slachtoffer worden van gruwelijk geweld, is het nodig dat ons land maar één kant kiest: de kant van de burgers die er niet voor gekozen hebben. We moeten de kant kiezen van de slachtoffers aan beide zijden van het conflict.

Het is daarom goed dat onze minister, Caroline Gennez, wel burgers ter plaatse blijft steunen en er wel voor kiest om de nodige inspanning te leveren voor die mensen. We hebben namelijk geen nood aan politici zoals Bart De Wever, die op een heel misplaatste manier wel één kant kiest en zo burgers verdeelt in plaats van samen te brengen, op een moment waarop dat net nodig is.

01.206 Peter De Roover (N-VA): Ik heb er daarnet voor gewaarschuwd, mevrouw Depraetere. Men kan zich niet halfweg positioneren tussen de terroristische organisatie Hamas – en ik hoop dat u het eens bent met het feit dat dit een terroristische organisatie is, want binnen de regering is het blijikbaar

heel moeilijk om dat woord uit te spreken – en het regime van Israël. Men zet zich dan aan de kant van Israël. Dat betekent echter niet dat men daar geen kritiek op kan hebben. Wanneer men echter een fundamentele keuze moet maken tussen een terroristische vereniging en een democratisch land, dan zou ik willen weten aan welke kant u staat.

01.207 Melissa Depraetere (Vooruit): Ik heb u dat daarnet verteld, mijnheer De Roover. Wij staan aan de kant van de gewone burger en die zijn er zowel in Israël als in Palestina.

Ik heb er geen probleem mee om te zeggen dat Hamas een terroristische organisatie is, maar de Palestijnen zijn daar ook het slachtoffer van. Het lijkt mij dus niet slim dat politici met een belangrijke functie in een stad waar heel veel verschillende culturen samenleven, meewerken aan die verdeling. We moeten daar gewoon beter doen.

01.208 Peter De Roover (N-VA): Wij stellen vast dat een belangrijke partij hier kritiek heeft op het feit dat er steun wordt betuigd op een ogenblik waarop de meest grove aanvallen worden gepleegd op de soevereiniteit, het zelfbeschikkingsrecht en het bestaansrecht van een land. Wie op dat vlak duidelijke keuzes maakt, wordt hier bekritiseerd. *Il faut le faire*.

01.209 Melissa Depraetere (Vooruit): (...) De kant van de burger, dat is de kant die wij moeten kiezen. Het standpunt van Vooruit is heel duidelijk om de kant van de burger te kiezen. Het is niet aan politici en burgemeesters om mensen daarover te verdelen. Zo werkt het immers wel. Daarop ben ik oprecht trots als het gaat over het beleid van Vooruit, dat we elke keer de kant van de gewone man of vrouw op straat kiezen. We doen dat met Caroline als minister in heel de wereld, ook in dit conflict, voor elke burger, en met Frank in ons land zorgen we ervoor dat de koopkracht het best beschermd is van de hele wereld. Dat blijkt uit studies, het is gewoon een feit. We doen dat ook door de pensioenen te verhogen en de gezondheidszorg te versterken. Dat zijn belangrijke taken.

De legislatuur is nog niet voorbij. We hebben nog acht belangrijke maanden voor de boeg en ik hoop dat die ten volle zullen worden benut. Ik weet dat er nog heel wat voorstellen van Frank op tafel zullen komen en ik hoop dat de regering die maanden ten volle zal benutten om het werk dat nog op stapel staat uit te voeren. U krijgt daarvoor de steun van Vooruit.

01.210 Ellen Samyn (VB): Mevrouw Depraetere, de aanpak van langdurig zieken hebt u niet aangehaald. Toch is dat een belangrijk punt. Uw premier zei gisteren in zijn *State of the Union* nogal trots: “De groei van het aantal langdurig zieken neemt af dankzij het beleid van de regering.” Ik moet het de premier nageven, goochelen met woorden om een negatief cijfer positief te laten klinken, dat is een vaardigheid.

In realiteit zijn er momenteel 500.000 langdurig zieken. Uit berekeningen blijkt dat dit aantal zal oplopen tot 600.000 tegen 2035. Uw maatregelen volstaan bijlange niet. Hoe kan het ook, u pakt alles behalve de oorzaak van het probleem aan. De vivaldicoalitie zet in op terug-naar-werkcoördinatoren, momenteel een 80-tal, als ik mij niet vergis. U mikt op 10 % van de langdurig zieken, zowat 50.000 personen, die in aanmerking zouden komen voor dat traject. Dat betekent dat iedere coördinator 625 personen zou moeten begeleiden. Veel respect voor de coördinatoren die zich aan dat huzarenstuk wagen! Geloof u werkelijk dat zij op die manier, met een *overload* aan dossiers, de langdurig zieken degelijk en duurzaam kunnen begeleiden? Daar ben ik wel benieuwd naar.

01.211 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mevrouw Depraetere, ik heb uw betoog afgewacht omdat ik dacht dat u op de langdurig zieken zou ingaan, aangezien dat toch het stokpaardje is van uw minister.

Ik kan de discussies niet tellen die ik met hem over de langdurig zieken heb gehad. Het gaat hier immers over de stok en de wortel, namelijk de stok voor de zieken en de wortel voor de werkgevers. Wij zien nu dat er na een jaar alweer een tegemoetkoming komt voor de werkgevers. De sancties voor de werknemers blijven.

Ik hoorde gisteren echter de eerste minister en heb vandaag dezelfde zin al dikwijls gehoord. Wij vielen daarbij van onze stoel. Er werd gesteld dat de groei van het aantal langdurig zieken afneemt dankzij

het beleid van de huidige regering.

Kan u mij dat toelichten? Dat is mij immers echt niet duidelijk.

01.212 Melissa Depraetere (Vooruit): Mijnheer Colebunders, er zijn maatregelen getroffen om dat probleem aan te pakken. De eerste resultaten daarvan zijn ook beschikbaar. De terug-naar-werkcoaches leveren wel degelijk goed werk.

Ik beweer niet dat daarmee het probleem op heel korte termijn zal worden opgelost. Misschien zullen er meer coaches moeten zijn om het probleem op termijn aan te pakken. Er kan echter niet worden gesteld dat de maatregelen geen effect hebben. Zij helpen de betrokkenen wel degelijk op weg.

Er zijn al cijfers genoemd. Ik weet niet of u de meest recente cijfers hebt. In 2022 hebben wij die discussie trouwens ook al gevoerd. Toen ging het over 10.000.

01.213 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mevrouw de voorzitter, mijnheer Colebunders, minister Vandenbroucke voert ter zake een echt beleid. Dat beleid vraagt enige tijd. Dat is waar. Het betreft echter wel een beleid dat respectvol is.

Er wordt immers vastgelegd dat wij mensen die langdurig ziek zijn niet zomaar aan de kant zullen schuiven. Het gaat hier om een redenering waarbij wordt vastgesteld dat er een probleem was in de vorige job, maar wordt bekeken wat wel nog kan. Er wordt gewerkt met de geleidelijke werkhervattingstrajecten. Die fors zijn toegenomen. Bij het begin van de legislatuur ging het over minder dan 60.000. Vandaag zitten wij aan meer dan 90.000 mensen die in een dergelijk traject zitten. Er is dus een groei met meer dan een derde. Dat zijn allemaal mensen die vandaag opnieuw aan de slag zijn in plaats van dat hen gewoon wordt verteld dat op hen niet meer wordt gerekend.

In plaats van daar een budgettair cijfer op te plakken, zoals we dat in het verleden deden, en dan vast te stellen dat we dat cijfer niet konden waarmaken, zit er nu een echt beleid achter. We stellen inderdaad vast dat het aantal langdurig zieken in ons land stijgt. Deze tendens is echter in heel Europa waar te nemen. Het gaat om een breed maatschappelijk fenomeen. Voor de eerste keer is er een echt beleid die dit aanpakt. Haalt dit beleid vandaag reeds topresultaten? Neen, want dit vergt immers tijd, maar minister Vandenbroucke voert wel een samenhangend beleid.

01.214 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mijnheer de premier, gisteren zei u dat door het beleid van deze regering de groei van het aantal langdurig zieken afneemt. Nu zegt u dat het aantal langdurig zieken stijgt. Wat is het nu? Zal het nu stijgen? Ah, het zal minder snel stijgen! Ik heb mijn huiswerk gemaakt, want ik wil graag weten hoe de vork aan de steel zit. Mijnheer Vandenbroucke kwam met dat wetsontwerp. In 2022 en 2023 zijn die sancties in voege gegaan. Als ik de recentste RIZIV-cijfers erbij neem, die van 2021, het tweede coronajaar, is het aantal langdurig zieken met 7.000 afgenomen. We kunnen discussiëren over de oorzaken daarvan, maar het vreemde hieraan is dat deze wet pas van kracht is gegaan in 2022. U steekt dus de pluimen op uw hoed voor iets waar u geen aandeel in hebt. Vivaldi kan straffe zaken uithalen, maar resultaten boeken en alles in orde krijgen nog voor de wet in werking treedt, is wel heel straf! Chapeau!

01.215 Wim Van der Donckt (N-VA): Het is een evidentie dat we allemaal bezig moeten zijn met het probleem van de langdurig zieken. U moet echter ook niet te veel pluimen op uw hoed steken. Uw eigen minister werkt daar hard aan, maar hij had cijfers, streefdoelen vooropgesteld. Volgens die cijfers zouden in 2022 zo'n 4.600 personen terug aan het werk gaan. In 2023 zouden zo'n 8.400 personen weer aan de slag gaan.

Of die cijfers werden behaald, is nog niet duidelijk. Het Rekenhof heeft er wel grote twijfels bij geuit, maar dan nog. Ik zeg het nog eens: 8.400 op meer dan 500.000 langdurig zieken, dat is peanuts.

Ik wil daar nog iets aan toevoegen, gezien de pluimen die u op uw hoed steekt. Minister Vandenbroucke is eerlijk geweest in de commissie. Hij stelde dat er een stijging is van het aantal deeltijdse werkhervattingen, wat klopt, maar hij zei er ook expliciet bij dat die cijfers niet mogen worden

toegeschreven aan zijn hervormingen. Met andere woorden, dat zijn gevolgen van het beleid van de vorige regering. Over de cijfers in de toekomst kunt u nog niets zeggen. Dit is pas in werking getreden in 2023 en voor langdurig zieken duurt het een jaar. U kunt dus nog geen resultaten hebben. Ik wil benadrukken dat er stappen in de goede richting werden gezet, maar het beleid is nog te weinig aanklappend. Als u met cijfers komt: 500.000 waarvan er 8.400 'zouden' zijn, dat is weinig reëel. Hoe zult u dit verder oplossen? Als wij verder aanklappend beleid vragen in de commissie, zult u dat dan ook steunen?

01.216 Melissa Depraetere (Vooruit): U stelt een aantal vragen tegelijk. Het gaat over mensen die al in een traject zitten. Kent men daarmee het finale resultaat? Uiteraard niet, daarvoor is de tijd te kort. Wel stijgt het aantal mensen dat in een traject zit, we mogen dus positieve hoop hebben. Op het totale aantal mensen gaat het niet over de hele groep, wat ook nooit zo zal zijn bij langdurig zieken, daar zijn we het ook wel over eens. Voor de groep die kan worden geactiveerd, die ook vaak zelf aan de slag wil, willen we wel extra inspanningen doen.

U zegt dat dit vorig jaar aan bod is gekomen en dat de minister heeft gezegd dat dit niet dankzij zijn beleid is. Dat is echter wel wat uit de context getrokken. Hij heeft inderdaad gezegd dat er ook in het verleden inspanningen werden geleverd, maar ook nu doen we extra inspanningen die ervoor zorgen dat er meer mensen in dergelijk traject zitten. Laten we hopen dat dit ook effect heeft op lange termijn. Als dat niet zo is, zal deze aanpak ook moeten worden bijgestuurd. Hij wordt ook continu geëvalueerd. Ik denk dat we het er wel over eens zijn dat de uitdaging van de langdurig zieken één van de allergrootste wordt op onze arbeidsmarkt.

01.217 Sander Loones (N-VA): Ik wil even terugkomen op het begin van uw speech. Ik moet zeggen dat ik geprikkeld was. Ik vind het altijd plezant na te denken over hoe wij ons werk hier effectiever kunnen doen, waarbij het transparanter wordt en de mensen beter weten wat wij hier doen. Ik was dus wat geprikkeld. Ik vond het ook een interessant debat. Ik heb opnieuw heel wat bijgeleerd. U had het over koopkracht, over flexi-jobs, over de spaarrente, over de gezondheidszorg, over Israël en Palestina en nu, door mijn vraag, over langdurig zieken.

Dat zijn interessante thema's, maar dat zijn de thema's die wij hier eigenlijk al heel de dag horen. Misschien kan daar nog een thema aan toegevoegd worden, de betaalbaarheid in de toekomst. Wij moeten er niet alleen voor zorgen dat de rekening nu klopt, maar dat wij alles ook in de toekomst kunnen doen. Ik vond het interessant, maar ik zie niet goed het verschil dat u gemaakt hebt in uw speech ten opzichte van de andere betogen die wij gehoord hebben. Eigenlijk is dat ook niet erg, want hier in het Parlement heerst de sfeer dat een lang debat per definitie slecht is.

Collega's, wij zitten hier om te praten met elkaar, om te leren van elkaar, om van elkaar te begrijpen wat de argumentatie is. Ik heb opnieuw bijzonder veel geleerd vandaag, net omdat er uitvoerig en lang gesproken kan worden onder elkaar. Misschien zien wij het anders. Ik hoop dat wij het anders zien, want dan kunnen wij leren van elkaar.

Ik wil even terugblikken. Vindt u dat uw inleiding nog altijd standhoudt, gelet op het feit dat wij met u hetzelfde debat gevoerd hebben als met alle anderen, vandaag?

01.218 Melissa Depraetere (Vooruit): Ja, des te meer omdat opnieuw al dezelfde vragen gesteld zijn, vragen waarop al een antwoord gekomen was.

Er waren zelfs vragen bij die vorig jaar al werden gesteld omdat er het afgelopen jaar niets is veranderd. Laten we eerlijk zijn, er zijn zelfs vragen die een correct feitelijk antwoord krijgen en zelfs die worden betwist. Ik weet niet of de betwisting van onderzoeken en antwoorden bijdraagt aan het debat. Het kan volgens mij korter, efficiënter en met meer wederzijds respect. Ik ben het met u eens dat het debat moet worden gevoerd. Wij zijn de eerste meerderheidsfractie om het debat te voeren. Iedereen van ons is aanwezig en voert het debat. We doen dit echt met zeer veel plezier. We kunnen onszelf echter nog altijd verbeteren, in functie van mensen die vanuit het Parlement graag meevolgen. Zo is dat.

01.219 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, vous avez eu des mots justes, que nous soutenons depuis l'opposition, pour qualifier l'horreur absolue après cette attaque du Hamas samedi contre la population israélienne. Rien, à nos yeux, ne peut justifier une telle barbarie. Rien,

jamais! Des civils, des enfants, des femmes, des personnes âgées, autant de victimes innocentes choisies volontairement comme cibles, assassinées, kidnappées, exhibées comme des trophées. Les images qui parviennent du massacre de bébés et d'enfants, comme à Kfar Aza, doivent amener tous ceux qui veulent contextualiser et donc relativiser la nature de ces attaques terroristes à se remettre profondément en question.

Notre devoir est d'être aux côtés des populations israélienne et palestinienne et de soutenir toutes les initiatives en faveur de la paix.

Monsieur le premier ministre, nous avons déjà évoqué tout à l'heure la question de votre rencontre d'aujourd'hui avec le président Zelensky et la question de la livraison des F-16. Je ne vais donc pas y revenir, même si nous y reviendrons bientôt pour clarifier les questions du nombre d'avions, de l'analyse au niveau de la Défense et de la date de livraison qui semble bien lointaine.

Comme à chaque fois depuis trois ans, vous avez prononcé un discours sur l'État de l'Union. Après tellement d'années, je parlerais plutôt de l'état de désunion de votre majorité.

Comme à chaque fois, c'est parti dans tous les sens. D'abord, parce que vous avez, hier, surtout veillé à distribuer un petit trophée à chaque parti de votre Vivaldi en vous vantant de ce que vous avez appelé "le respect de vos engagements", mais avec, faut-il le dire aussi, beaucoup de silences sur les promesses qui sont passées à la trappe. Ce sera la première partie de mon intervention.

Ensuite, parce que, comme depuis trois ans, ces derniers mois ont été marqués par les ukases et par les annonces des partis de votre majorité, dans tous les sens, dans une forme de course à l'échalote qui donne le tournis. J'y reviendrai dans un second temps.

C'est vrai, votre gouvernement a survécu à cet exercice de la confection du budget 2024. Certes, certaines annonces sont positives et les bienvenues. Je pense par exemple à la santé mentale, aux Centres de Prise en charge des Violences sexuelles, à la TVA sur la démolition et la reconstruction, ou encore au service citoyen.

Ce sont autant de dossiers que nous soutenons depuis le début, mais sur lesquels nous serons particulièrement attentifs, parce que les budgets annoncés sont bien en deçà de ceux qui avaient été avancés par les différents ministres responsables de ces compétences.

À l'inverse, les réformes beaucoup plus indispensables et les plus fondamentales ont été remises à plus tard. Les forces contraires de votre gouvernement se sont royalement neutralisées et ont empêché de faire de véritables choix, malgré tous les discours, mais aussi toutes les promesses.

À quand une réforme fiscale digne de ce nom qui récompense le travail et qui fait baisser la pauvreté?

À quand une réforme du marché du travail qui met ou remet au travail, qui comble les pénuries d'emploi et de travailleurs, qui assure la compétitivité de nos entreprises, qui pérennise notre système de protection sociale, qui accompagne mieux les fins de carrière?

À quand une réforme des pensions qui assure que des pensions décentes continueront d'être payées au cours des prochaines décennies?

Sur ces trois grands chantiers, depuis le début de votre législature, à chaque fois, malgré les promesses, la réponse de votre gouvernement – et c'est celle que vous nous avez encore une fois léguée hier – est: "Après nous, les mouches."

Si j'insiste tellement sur ces réformes, c'est parce qu'elles auraient permis de renforcer notre sécurité sociale. Parce que toutes ces réformes auraient permis de renforcer le bien-être des citoyens. Pas uniquement ceux d'aujourd'hui, mais aussi ceux des générations futures. Et à ce titre, cette législature, pour ce qui concerne ces réformes, aura été une législature de perdue.

Qui peut croire qu'en remettant ces réformes à plus tard, ce sera plus facile? C'est évidemment juste le contraire. Et les victimes de cette inertie sont connues: ce sont les jeunes et les générations futures. Parce que ces jeunes et ces générations futures vont devoir supporter, sur une période plus courte, les

efforts que vous avez été incapable de demander et de faire maintenant. Pourtant, combien de fois sous cette législature, tous les partis de votre majorité – tous, monsieur le premier ministre! – ont promis une réforme fiscale, une réforme du travail, une réforme des pensions.

Tous vos partis sont venus semaine après semaine, ici lors des questions d'actualité, ou dans la presse, avec les vice-premiers ministres, avec les présidents de parti, dire la main sur le cœur que "oui, c'est une évidence, il faut une réforme fiscale pour valoriser le travail". Cela s'est passé des centaines de fois. Ils ont dit et répété qu'on allait diminuer les impôts sur le travail et augmenter les revenus et les pensions, et puis rien! Comment peut-on, sur des réformes et des enjeux aussi essentiels, arriver à un tel échec lorsque les sept partis racontent, matin midi et soir, la même petite chanson, presque dans un copié-collé similaire entre les sept partis de la majorité?

Alors certes, sur ce qui touche de près – mais surtout de loin – la fiscalité, le pouvoir d'achat ou encore le travail, vous avez mis en avant deux mesures.

Premièrement, les 50 euros en plus pour le salaire minimum. Si je peux me permettre, sauf erreur de ma part, il ne s'agit pas de 50 euros, mais des 37 euros déjà annoncés en 2023, auxquels on ajoute 13 euros – et non pas 50 euros. C'est une première subtilité qui n'est pas négligeable. Ensuite, qui est concerné par cette mesure? Les salariés qui touchent le salaire minimum, donc environ 3 % d'entre eux. Ce n'est évidemment pas une réforme fiscale, ni de près ni de loin, qui encourage le travail, quand on se retrouve avec 97 % des salariés qui ne sont pas concernés par ces 50 euros, tout comme les indépendants, les fonctionnaires et les pensionnés.

Vous parliez, hier, d'une majorité silencieuse. Monsieur le premier ministre, j'ai envie de vous parler de cette majorité silencieuse-là: la toute grande majorité des salariés, les indépendants, les fonctionnaires et les pensionnés. Cette majorité silencieuse attendait des actes et d'autant plus quand on les leur promet une centaine de fois. Et vous l'avez complètement laissée de côté.

Dans les débats aujourd'hui, j'ai beaucoup entendu parler, à raison, des plus petits revenus, des plus petites pensions et aussi des allocataires sociaux, avec différentes mesures prises par le gouvernement. Certains ont aussi évoqué la taxation sur les grandes fortunes. Mais celles dont on n'a pas du tout parlé aujourd'hui, ce sont les classes moyennes. Cette majorité silencieuse, qui ne sera en rien concernée par les mesures prises pour 2024, qui a vu les mesures prises pour les plus petits salaires, pensions et pour les allocataires sociaux, aurait été la plus touchée – positivement – par une réforme fiscale grâce à la réduction des impôts sur le travail, mais est complètement laissée sur le côté.

Vous avez également annoncé l'extension des flexi-jobs. Les flexi-jobs, disait votre secrétaire d'État Mme Bertrand, hier à la radio, c'est formidable. Je ne vais pas me lancer dans une grande discussion à ce propos. Il y a pourtant beaucoup à dire. Mais, au-delà des quelques éléments qui ont été cités à droite, à gauche ou dans la presse, je vais attendre de voir clair sur l'effectivité des nouvelles balises que vous avez annoncées. Vous avez d'ailleurs tenté, à la tribune, de valoriser la mesure en insistant sur le taux de pensionnés qui y ont recours. Je n'ai pas tout à fait les mêmes chiffres que vous. En regardant la palette, il s'agit normalement de 10 %, mais bref, ne discutons pas à ce sujet.

Je voudrais tout de même, et je vais bien regarder les collègues d'Ecolo et du PS pour le dire, rappeler ici que 56 % des flexi-jobeurs sont des femmes. Permettez-moi de vous dire, chers collègues, pour en avoir rencontré beaucoup, que lorsque les femmes sont épanouies dans leur boulot – surtout que la majorité d'entre elles ont entre 25 et 45 ans et ont donc des enfants –, elles combinent leur job, leurs enfants et la maison en plus. Si ces femmes gagnent correctement leur vie, je ne pense pas qu'elles soient très nombreuses, dans cette situation et dans cette tranche d'âge, avec des enfants, à vouloir en plus bosser en flexi-jobs le week-end et le soir, à 13 euros de l'heure. Sauf bien évidemment si leur salaire n'est pas très élevé.

Le recours aux flexi-jobs pose la question de savoir s'il s'agit d'un vrai choix de la part des personnes qui s'y engagent. Peut-être veulent-elles travailler plus? Dans ce cas, effectivement, *why not?* Mais c'est peut-être simplement un pis-aller, parce que le niveau des pensions est trop faible. Vous répondiez tout à l'heure, monsieur le premier ministre, en disant combien le niveau de pension minimum avait été relevé. C'est vrai, mais ce que vous ne dites pas, une fois encore, c'est que le niveau de pension que vous évoquiez concerne le cas où l'on a effectué une carrière pleine. Or, une minorité de pensionnés

peuvent bénéficier d'une carrière pleine et donc des montants que vous avez rappelés.

Le flexi-job n'est-il pas, dans un certain nombre de cas, le pis-aller? Certaines femmes avec un emploi à temps partiel – parfois imposé et non pas choisi – se retrouvent avec un niveau de salaire, une fois les frais de déplacement et de garde d'enfants payés, parfois plus faible ou juste équivalent à une allocation de chômage. Là encore, une réforme fiscale pour diminuer les impôts sur le travail ainsi qu'une réforme au niveau de l'emploi étaient pour nous prioritaires et existentielles. Les flexi-jobs sont effectivement une mesure d'emploi mais pas une véritable réforme de l'emploi telle que nous en avons besoin si nous voulons atteindre le taux de 80 % d'emploi en 2030.

01.220 Alexander De Croo, premier ministre: Madame Fonck, vous faites allusion au fait que beaucoup de femmes utilisent les flexi-jobs. Vous pensez que la plupart de ces femmes ont des emplois à mi-temps et sont donc bien obligées d'y recourir. Pour un flexi-job, vous savez que la condition est un temps de travail d'au moins 80 %. Ce que vous dites est donc faux.

Il faut un travail à temps plein ou à 80 %. Vous parlez de travail à temps partiel, ce que vous dites est faux. Il faut presque avoir un plein temps pour avoir accès aux flexi-jobs.

01.221 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, si je peux me permettre, je n'ai en rien parlé d'un mi-temps. J'ai parlé d'un temps partiel qui, effectivement, chez beaucoup de femmes, est un temps partiel imposé. Oui. Je voudrais à l'occasion vous inviter, par exemple, dans un hôpital où on a de plus en plus de temps partiels imposés, à quatre cinquièmes. Elles peuvent avoir aussi un temps plein mais travailler sur un flexi-job.

Seriez-vous ici en train de me dire avec une certitude absolue que des femmes qui travaillent avec un quatre cinquième ou avec un temps plein, qui sont dans la tranche d'âge pour avoir des jeunes enfants et qui ont un revenu suffisant pour pouvoir vivre de manière décente avec leur famille, que ces femmes-là représentent la majorité des femmes qui courent après un flexi-job?

Je suis désolée, mais je n'y crois pas. Ces femmes-là, si elles ont un salaire et un revenu décent, ne cherchent pas à courir après un flexi-job.

Je dis cela parce qu'une réforme fiscale...

01.222 Alexander De Croo, premier ministre: (...) Il n'y a aucun fondement. Avez-vous des données pour cela? Avez-vous une étude qui dit ça? Ou est-ce juste votre opinion, le *feeling* que vous avez? Peut-être, c'est possible, qu'elles aiment bien travailler. Peut-être aiment-elles bien ce qu'elles font. Peut-être aiment-elles bien avoir un emploi additionnel.

Vous faites une sorte de raisonnement où vous dites que c'est forcé. Mais honnêtement, c'est une possibilité. Nous sommes le pays qui a le mieux protégé le pouvoir d'achat de toute l'Europe.

Vous faites là une sorte de généralisation basée sur votre opinion. Ou peut-être avez-vous une étude qui prouve cela? Je ne sais pas.

01.223 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, y a-t-il des données sur le fait qu'un nombre important de temps partiels chez les femmes sont des temps partiels imposés? La réponse est oui.

D'ailleurs, vous n'avez eu de cesse, dans ce gouvernement, notamment par rapport à la réforme des pensions, d'expliquer – même si cela n'a pas du tout été fait – qu'il fallait pouvoir tenir compte de la réalité des femmes et de la réalité des carrières professionnelles des femmes – soit dit en passant, l'amélioration sur les pensions n'a pas été digne de ce nom, mais je ne vais pas ouvrir tous les chantiers en même temps –, et l'argument avancé par votre gouvernement a justement été de dire qu'un grand nombre de temps partiels chez les femmes est un temps partiel imposé.

Vous me demandez une étude, mais en avez-vous une qui dit que ces femmes qui ont des enfants et sont dans cette tranche d'âge le font par plaisir? Qu'est-ce qui démontre effectivement que les flexi-

jobs ce n'est pas aussi pour ces femmes-là – je parle particulièrement des femmes avec enfants – un pis-aller, car elles n'ont pas un salaire important? Peut-on aussi, ici, oser discuter du vrai sujet: s'il y avait eu une réforme fiscale permettant de diminuer les impôts sur le revenu du travail et par conséquent augmenter le salaire-poche, ces femmes continueraient-elles à chercher un flexi-job complémentaire pour assurer les fins de mois? Cette réforme fiscale ne leur aurait-elle pas permis, au contraire, d'avoir à la fois un salaire décent et de pouvoir combiner leur vie professionnelle à leur vie familiale? Pour nous, la priorité était – vous l'aurez compris – une réforme fiscale et une réforme sur le travail.

Je voudrais à ce stade m'arrêter sur les données budgétaires. Nous ne sommes pas dogmatiques en matière budgétaire en ce sens que nous ne sommes opposés ni au déficit ni à l'endettement, mais je dis d'emblée que cela doit s'entendre et n'a du sens qu'aux conditions existentielles suivantes: la soutenabilité – cela ne doit pas entraîner un train de vie insoutenable –, l'investissement dans l'avenir de tous et l'utilisation à des réformes utiles.

Nous aurons l'occasion de débattre sur le budget dans les semaines à venir, monsieur le premier ministre, au cours desquelles nous verrons, au-delà des tableaux, des éléments plus précis mais je ne peux pas passer à côté de quelques constats importants. Premièrement, votre conclave a finalisé 1,2 milliard d'effort pour 2024. D'accord, c'est en fait 1,7 milliard, mais avec 500 millions de politiques nouvelles, c'est donc 1,2 milliard.

Beaucoup de questions se posent sur le caractère structurel ou non de vos recettes et de vos moindres dépenses sur ces 1,2 milliards d'euros. On ne va sans doute pas conclure ce dossier aujourd'hui mais on peut citer quelques exemples, par exemple le dividende de Belfius de 200 millions. Qui vous dit que ce dividende sera structurel? Existera-t-il toujours dans un an ou dans dix ans? Peut-être êtes-vous très intelligent et avez-vous une boule de cristal mais il me semble qu'en étant rationnel, personne ne peut répondre à cette question. Dois-je aussi comprendre que la couche ajoutée d'économies en santé de 100 millions sera donc une amputation directe de la base de calcul du budget des soins de santé? Si c'est classé dans les économies ou dans les moindres dépenses structurelles, cela veut dire que ce sera toujours amputé l'année prochaine et les années qui suivent. Si, inversement, vous me dites que non, alors il ne s'agit évidemment pas d'une recette – ou d'une moindre dépense, peu importe – structurelle.

Autre élément, monsieur le premier ministre, vous avez vanté hier la prospérité du pays en disant que "la prospérité des Belges avait progressé de 3,8 % depuis l'arrivée de ce gouvernement". Vous avez cité ce chiffre. Je n'ai aucune raison de le remettre en question. Je ne suis pas allée le vérifier, je vous l'avoue. Par contre, j'aurais trouvé assez honnête sur le plan intellectuel que vous ne citiez pas que ce chiffre-là. Rappeler d'autres indicateurs est peut-être tout aussi intéressant: un taux de pauvreté de 13,2 % en 2022, les impôts sur le travail qui restent parmi les plus élevés d'Europe, le taux de remplacement des pensions parmi les plus faibles, la part de dépenses courantes en santé qui reste, à charge des patients, parmi les plus élevées de l'OCDE.

Si je reprends également les propres chiffres du gouvernement sur le budget ajusté de 2023, après une légère diminution du solde de financement SEC nominal attendu pour 2024, le déficit devra ensuite repartir à la hausse et atteindre à l'horizon 2027 un montant aux alentours de 29,4 milliards d'euros. Solde qui devrait égaler ou être proche du solde de financement structurel, toujours présenté par le gouvernement, puisqu'en 2027 il devrait être de l'ordre de 29,2 milliards d'euros. La dette de l'entité 1 ne se stabilise pas au cours de la période 2022-2027 et passerait de 88,2 à 94,8 % du PIB, soit une augmentation de 6,6 % en six ans, toujours sur la base des chiffres du gouvernement. Pour la sécurité sociale, ne l'oublions pas, le déficit actuel devrait encore se creuser dans les années à venir: de 3,4 milliards en 2022 il passerait à plus de 12 milliards en 2028.

Ces chiffres donnent le tournis pour demain, et après-demain encore plus. En d'autres termes, pareils niveaux de déficit et d'endettement seraient acceptables s'ils avaient permis une réforme fiscale favorisant et récompensant le travail, une réforme du marché du travail renforçant la compétitivité de nos entreprises et offrant davantage d'emplois, une réforme des pensions garantissant leur soutenabilité sur le long terme, des soins de santé accessibles quantitativement et financièrement et une transition climatique déterminée et non proclamée. Ce n'est pas le cas et c'est dramatique. Il reste tant à faire et le trou dans la caisse est considérable, surtout qu'il risque encore de s'aggraver sous la pression de la conjoncture économique et des taux d'intérêt.

Pour d'autres grandes promesses ou engagements de votre gouvernement, le fossé est lui aussi grand entre ce qui a été dit et ce qui a été fait. Je voudrais l'illustrer à travers la santé, le climat et la sécurité. Certes, le budget de la santé augmente mais n'oublions pas de l'interpréter à la lumière des budgets qui ont été liés à la crise du covid et à l'effet mécanique de l'inflation. Soyons honnêtes jusqu'au bout, il convient de mentionner également les normes de croissance qui ont été appliquées sur ces deux dernières années.

Mais que constatons-nous sur le budget 2024? Si on prend les chiffres et si on applique la norme de croissance que vous avez annoncée pour 2024, soit une norme de croissance non pas de 2,5 % mais de 2 %, ainsi que l'indexation, le budget 2024 de la Santé devrait être de 37,993 milliards d'euros. Le budget proposé, à la suite de la proposition du Comité de l'assurance ainsi que – je le dis ici très clairement – des différentes directives données par le gouvernement, est de 37,268 milliards d'euros. Le différentiel est de 725 millions d'euros. L'analyse et le signal donnés en page 2 de ce document du budget des soins de santé 2024 du Comité de l'assurance sont très clairs. Le Comité de l'assurance dit qu'il souhaite faire passer trois messages-clés. Parmi ceux-ci, les acteurs de la santé, que sont les mutuelles ainsi que les prestataires de soins, reprennent pour 2024 les différents éléments qui amputent le budget des soins de santé. Vous devez connaître parfaitement ce document, monsieur le premier ministre. Je ne vais pas le lire ici et les collègues pourront évidemment en prendre connaissance. Je pourrais vous lire tout le paragraphe. Si on additionne ces différentes amputations, on arrive à un total de près de 700 millions d'euros. Rappelons que ces 700 millions d'euros représentent un montant plus élevé que l'effet de la norme de croissance sur le budget 2024 qui aurait dû être de 676 millions d'euros. Alors, quand vous me dites que vous appliquez la norme de croissance de 2 % en 2024, c'est peut-être bien le cas mais, à côté de cela, vous avez privé le budget des soins de santé d'un montant identique à la norme de croissance, à savoir 700 millions d'euros, dont on apprend après votre conclave que vous y ajoutez une économie supplémentaire de 100 millions d'euros. Ceci représente un total pour 2024 de 800 millions d'euros en moins, qui auraient dû rester dans les politiques de soins de santé.

Le choix du gouvernement a été de renvoyer ce budget vers le Trésor, privant dès lors d'autant les soins de santé. C'est énorme quand on connaît les besoins pour répondre aux défis du vieillissement, de l'accessibilité aux soins des malades chroniques, du plan cancer de 2009 jamais mis à jour, du plan d'attractivité et de rétention des soignants au regard d'une pénurie qui est aujourd'hui dramatique – je pense en particulier aux infirmiers. Ce ne sont que quelques exemples, mais qui sont importants.

Bien sûr, des réformes doivent être menées au sein de la politique de santé mais avec la fameuse promesse d'un virage par rapport à la précédente législature et pour répondre aux soignants pendant la période de covid, la logique imposait de réallouer en interne à la politique de santé les budgets dégagés par les réformes plutôt que de les renvoyer vers le Trésor pour boucher le trou de l'entité 1 et de garantir le respect de la norme de croissance et donc d'investir en soins de santé.

La santé n'est pas seulement une dépense, comme certains la présentent à longueur de journée. C'est d'abord un investissement! Si vous investissez moins dans la santé, vous aurez plus de personnes malades, moins de personnes au travail, plus de personnes qui devront prendre leur pension de manière anticipée. C'est donc aussi directement des pertes au plan humain et budgétaire.

S'agissant de la lutte contre le réchauffement climatique, je m'arrête un instant sur ce fossé entre les promesses et les actes. Votre accord de gouvernement évoquait une loi spéciale climat mais elle n'est jamais venue. Sous la précédente législature, un accord avait été conclu entre le fédéral et les Régions sur la répartition des accords climatiques, le fameux *burden sharing*, mais cela n'a pas été le cas sous votre gouvernement.

Il y avait un mécanisme de responsabilisation climat mais plutôt que d'en corriger les faiblesses, vous avez choisi de le supprimer.

Et puis, la production de CO₂ liée à la production d'électricité va exploser. Nos émissions de CO₂ vont exploser. C'est dû aussi à l'absence de réelle remise en question au niveau du nucléaire, puisque vous auriez pu faire le choix de prolonger plus de centrales, et donc faire directement un choix fort et ambitieux sur le plan climatique.

J'ai déjà évoqué les dossiers liés à la sécurité extérieure, mais notre sécurité intérieure ne se porte

guère mieux, en termes de constats.

Reste évidemment cette fameuse question de savoir s'il s'agit de 100 ou de 50 millions d'euros pour le budget 2024, puisque effectivement, entre le tableau budgétaire et les *slides* qui ont été fournis aux journalistes, le montant n'est absolument pas le même. Nous préciserons cela pendant les débats budgétaires, ou peut-être avec les notifications du gouvernement. Reste à savoir ce qui ne correspondra pas, et éventuellement les décisions qui seront alors passées à la trappe.

Il est vrai que les moyens pour faire face au crime organisé et au narcotrafic ne permettent pas d'endiguer son développement rapide. Les constats sont non négligeables. L'augmentation de 17 % du nombre de meurtres en témoigne.

Des collègues de la majorité ont évoqué aussi les appels au secours de la police et de la magistrature. Ils n'ont manifestement pas été entendus. Le déficit de policiers s'accroît. Les départs, qui sont de 1 400 par an, restent plus importants que les recrutements, qui sont eux-mêmes inférieurs à ce que prévoit votre accord de gouvernement. L'accord de gouvernement prévoyait 1 600 engagements par an. Ils sont aujourd'hui, pour l'année 2022, de 1 275, donc en deçà des départs.

Au niveau des écoles de police, là aussi, on ne voit pas d'amélioration, avec une politique de sous-financement de la police fédérale, qui a abouti à une réduction des capacités. Cela ne va donc pas dans le bon sens.

01.224 Ahmed Laaouej (PS): Madame Fonck, vous dressez un certain nombre de constats sur le manque de moyens de la police judiciaire fédérale pour lutter contre le crime organisé. Ce sont des constats que nous avons faits nous-mêmes, mais il est un fait que le gouvernement a dégagé des moyens pour renforcer la police judiciaire et, en particulier, en matière de lutte contre la criminalité organisée. Est-ce suffisant? On pourrait faire plus, mais des efforts ont été consentis.

Cependant, la haute hiérarchie de la police judiciaire fédérale, comme d'ailleurs celle de la magistrature, nous a dit qu'il y avait eu une chose qui a été faite par le passé et qui les handicapait réellement, à savoir la suppression de l'Office central de la lutte contre la délinquance économique et financière organisée (OCDEFO) – peut-être pas sa suppression, j'exagère, mais à tout le moins l'amoindrissement de ses capacités – et, de manière générale, des services centraux chargés de la lutte contre la criminalité financière.

Le fait est que, madame Fonck, votre parti sous son ancienne appellation était chargé de l'Intérieur au moment où cela a été décidé. Vous ne pensez pas que vous portez peut-être une part de responsabilité dans l'amoindrissement des capacités opérationnelles? Il est vrai que le renforcement des moyens dans les arrondissements a pu être comblé grâce à l'action de l'actuel gouvernement, mais l'amoindrissement des capacités opérationnelles au niveau des services centraux de la police judiciaire fédérale date de l'époque à laquelle vous aviez le portefeuille de l'Intérieur.

01.225 Catherine Fonck (Les Engagés): Cela date également de l'époque à laquelle le premier ministre était M. Di Rupo.

01.226 Ahmed Laaouej (PS): C'est à l'initiative de la ministre de l'Intérieur de l'époque que les choses ont été faites. Je veux bien entendre que vous regrettiez ce qui a été fait et que vous développiez une forme de responsabilité collégiale. Je n'ai pas discuté par rapport à cela. Mais en même temps, il ne faut pas reprocher à l'actuel gouvernement des choses qui ont été faites par une ministre de l'Intérieur qui a décidé de les faire à l'époque. C'est la raison pour laquelle, lorsque vous tracez un tableau d'ensemble en pointant toute une série de choses à combler, il ne serait pas mauvais de regarder dans le rétroviseur et de se dire que des erreurs ont peut-être été commises par le passé, et qu'il convient aujourd'hui de corriger.

Elle a eu l'idée, et soit dit en passant son successeur a renforcé le processus. Mais il serait peut-être bien d'avoir un peu de nuance dans l'analyse. Depuis le début de votre intervention, vous appelez à avoir de la modération, de l'humilité dans le bilan qu'un certain nombre de collègues ont exposé. Cette humilité, ce serait peut-être bien que vous vous l'appliquiez aussi.

01.227 Catherine Fonck (Les Engagés): La décision a été prise avec un premier ministre socialiste, je le rappelle ici haut et fort. Il serait intéressant d'aller rechercher les procès-verbaux des intercabinets sur cette réforme. Je ne vais pas entrer dans ces détails-là car je dois être attentive à mon temps de parole. Mais je vous invite vraiment à aller revoir ces procès-verbaux.

Je continue mon propos. Il faut se tordre le cerveau pour faire un lien entre cela et le fait que les policiers sont, en termes de recrutement, en deçà de ce que vous aviez promis à l'entame de ce gouvernement. Par ailleurs, les cadres des magistrats sont incomplets. On a récemment donné des chiffres. Pour ne pas être trop longue, je ne vais pas tous les mettre sur la table ici.

Si je devais encore citer un point, ce serait la question de la surpopulation pénitentiaire et des conditions de détention. Je croise tous les jours des bourgmestres, aussi de votre parti mais pas seulement. Ils sont de tous les partis, mais je n'oserais pas généraliser ici pour ne pas parler au nom de tout le monde. Ils sont issus de différents partis présents ici, et ils tirent la sonnette d'alarme pour des situations extrêmement compliquées sur le terrain, mais également, malheureusement, des prisons qui, de plus en plus, sont des usines à récidivistes.

En effet, la surpopulation pénitentiaire et les conditions de détention ne sont pas synonymes de favoriser une réintégration après la sortie.

Nombreux sont les engagements et les promesses que les partis de votre majorité ont pris mais qui n'ont pas été suivis d'effet ou respectés. Ce constat d'échec de votre gouvernement n'est pas uniquement celui de l'opposition, c'est également celui des partis de la majorité. Les présidents de parti, mais aussi les vice-premiers ministres montrent régulièrement l'état de désunion de votre majorité.

Lors du débat du Voka au mois de septembre, pas un seul des présidents des partis néerlandophones de la Vivaldi n'a répondu positivement à la volonté de continuer avec une Vivaldi II. Les présidents des partis francophones ne sont pas en reste, ils se sont exprimés à plusieurs reprises dans la presse ces derniers mois en jugeant le bilan de la Vivaldi insatisfaisant.

Et aujourd'hui les partis, les vice-premiers ministres, font semblant de découvrir des problèmes que vous aviez à résoudre durant la législature et viennent même avec des propositions qui vont tout régler: déposer une proposition de résolution, de loi, alors que vous ne pourrez plus les mettre en œuvre.

Sur ces trois derniers mois, vous nous avez promis l'individualisation des droits sociaux, une augmentation de salaire des bas et moyens revenus, un bonus à l'emploi de 1 500 euros par an, une diminution collective du temps de travail, la gratuité des trains pour les moins de 26 ans, la taxation des trajets en avion, une TVA à 0 % sur les transports publics et puis sur les billets de train, une TVA à 0 % sur les fruits et les légumes, une réduction de la TVA des soins vétérinaires, etc. J'en ai encore dix ou vingt à citer, mais je vais m'arrêter là. Il y a un peu de tout, mais rien n'est évidemment traduit dans les décisions de ce budget. Autant de promesses en l'air de la part de ministres, de vice-premiers ministres et de présidents de parti.

Cette manière de faire est l'inverse de ce qu'il faut faire pour réconcilier les citoyens et la politique. C'est le grand écart permanent entre ce que l'on fait et ce que l'on dit. C'est la divergence permanente qui rend l'action impossible ou inefficace. C'est le slogan au lieu de l'action, avec tellement d'illusions auprès des citoyens jour après jour. Cela va même plus loin. La droite et la gauche se sont paralysées et s'expriment même parfois pour se réjouir non pas de ce qu'elles ont obtenu dans un accord mais de ce qu'elles ont pu bloquer chez un autre ministre du gouvernement. De l'intérieur du gouvernement, elles se réjouissent même de l'échec d'un autre ministre. Cette politique-là, je n'en veux plus. C'est aussi pour cela que j'ai décidé de partir en juin prochain.

Monsieur le premier ministre, je crois que vous allez vous reconnaître. Cette manière de faire, c'est l'inverse de ce que vous prôniez dans votre lettre ouverte de juillet dernier et je ne résiste pas à la tentation de vous en citer un extrait. Ainsi, en juillet, rêviez-vous, monsieur le premier ministre de "politiques qui n'ont pas peur de chercher des terrains d'entente et de travailler main dans la main, qui cultivent le faire ensemble plutôt que la division, qui apportent de la sérénité plutôt que de semer l'agitation et qui préfèrent se mettre d'accord plutôt que de se déchirer". En fait, je partage ce rêve mais j'en ai surtout un autre, monsieur le premier ministre, celui de politiques dont les discours correspondent

à ce qu'ils font. Quand on est premier ministre, vice-premier ministre, président de parti, quand on gouverne un pays, les discours sont importants mais les actes le sont encore plus. Vous comprendrez donc que nous ne voterons pas la confiance dans ce budget.

01.228 Sander Loones (N-VA): Collega Fonck, ik dank u voor uw speech, want ik vind dat u veel waarheden hebt uitgesproken. Ik denk dat u echt een State of the Union hebt gegeven, een stand van het land. Ik heb aandachtig geluisterd.

Ik wil profiteren van uw ervaring en inzicht om misschien een stap verder te gaan en te kijken naar uw basisanalyse. Uw grootste aanklacht is volgens mij dat er te weinig is gebeurd onder deze regering, dat er niet hervormd is en dat dit schade toebrengt, niet alleen vandaag maar ook voor de volgende generaties. U hebt een aantal oorzaken opgesomd: het regeerakkoord zat niet goed in elkaar, ministers gunnen elkaar niets en er moest minder beloofd en meer gedaan worden.

Ik wil u vragen of er mogelijk nog een extra oorzaak is. Moeten wij ook niet erkennen dat de methode-De Croo gefaald heeft? We zaten met een eerste minister die bij het begin van de regeerperiode alle trofeeën aan de PS heeft gegeven, alle trofeeën die de PS maar wilde, waardoor nadien elke dwang, drang of aanzet om te hervormen gewoonweg niet meer van toepassing was. Is ook dat niet een deel van de analyse? Het is alvast mijn analyse, maar ik ben benieuwd naar uw mening daarover.

01.229 Catherine Fonck (Les Engagés): Il serait peut-être intéressant d'entendre le PS s'exprimer lui-même sur le sujet. Je ne suis pas la porte-parole du PS et je ne suis pas sûre que sous cette législature, on puisse distribuer les points en disant que toute la gauche a "ramassé". Il y a pas mal de sujets où je pourrais pointer un recul majeur par rapport à ce que la gauche mettait en évidence.

Je parlais tout à l'heure de l'individualisation des droits sociaux. Durant toute la campagne électorale, du côté francophone, ils l'ont juré, craché, promis! Je participais à des débats avec les collègues du PS et d'Ecolo et à chaque fois j'ai dit que, pour réaliser l'individualisation des droits sociaux, compte tenu de la masse budgétaire que cela représente, ce n'était pas correct ni honnête. La preuve en est que durant cette législature, vous avez mis ce dossier sur la table et vous avez été dans l'incapacité de pouvoir le concrétiser, étant donné les circonstances budgétaires qui étaient les vôtres.

Vous l'avez encore annoncé il y a deux ou trois mois. Dans une course à l'échalote entre différents partis, c'était à celui qui pouvait dire qu'il avait déposé un texte et qu'il avait organisé des auditions, etc. Vous avez dit: "Maintenant, cela s'impose et il n'y a plus rien qui empêche que cela se concrétise". Qu'y a-t-il dans votre budget 2024 sur l'individualisation des droits sociaux? Rien!

J'ai dit à la ministre des Pensions, dès que ce gouvernement a été mis en place, qu'il y avait des points concernant l'individualisation des droits sociaux qu'on pouvait intégrer à la réforme des pensions. Cela a-t-il été fait? Non!

Monsieur Loones, pour revenir à votre question, je pense qu'il y a eu un peu de tout dans ce gouvernement. Mon analyse est que la gauche et la droite se sont neutralisées pour empêcher les autres d'avancer plutôt que de vouloir collaborer à une réforme fiscale, à une réforme de l'emploi, à une réforme des pensions. C'est vraiment le principal reproche que je veux vous adresser. Je sais que les contraintes budgétaires sont importantes et qu'on ne peut pas tout faire mais il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître, ne pas faire semblant qu'on fait autre chose et surtout oser avoir le courage de conclure des accords, même quand ce n'est pas simple, plutôt que de vouloir bloquer les autres partis parce qu'ils sont à droite et que vous ne voulez pas qu'ils engrangent des avancées.

Cela, sur le plan politique, pour aujourd'hui, pour demain, mais aussi pour un avenir plus lointain, c'est de nature à mettre à mal la capacité de gouverner, de faire des réformes et surtout d'apporter plus de bien-être aux citoyens. Mais cela empêche aussi de renforcer notre sécurité sociale sur le moyen et le long termes. Je le redis ici car cela vous touche évidemment du côté de la gauche. Vous avez beau faire non de la tête mais, sans ces réformes, nous ne serons pas en capacité d'avoir une réforme de sécurité sociale qui soit forte et durable sur l'avenir.

(Brouhaha)

La **présidente**: Nous arrivons à l'intervention de DéFi par la voix de M. De Smet. Ne vous laissez pas

interrompre dans votre élan, monsieur De Smet. Nous vous attendons. Vous disposez de dix minutes.

01.230 François De Smet (DéFI): Il y a de l'ambiance.

La **présidente**: Oui, il me semble qu'il y a de l'ambiance.

Chers collègues, je vous propose d'écouter sagement M. De Smet.

01.231 François De Smet (DéFI): Monsieur le premier ministre, chers collègues, je voudrais d'abord, à l'instar de mes collègues, exprimer ma tristesse et ma colère au sujet des massacres de civils israéliens commis par les terroristes du Hamas ainsi que ma grande inquiétude sur le sort des civils habitant la bande de Gaza.

À ce sujet, je crois qu'il faut arrêter d'être hésitants sur les mots. Bien sûr que toute victime civile est une victime de trop. Bien sûr qu'il ne faut pas commencer à hiérarchiser les morts. Mais non, désolé, tous les crimes ne sont pas comparables. Comment ne pas le voir? Comment ne pas voir que nous basculons dans une autre dimension dès lors que des hommes armés vont de maison en maison exécuter des hommes, des femmes, des enfants, des bébés?

Comment ne pas voir que nous basculons dans une autre dimension lorsque des Juifs sont tués parce que juifs? Comment est-il possible de refuser de voir le terrorisme là où il se trouve? Et même pire, chers collègues, comment est-il possible de refuser de voir le crime contre l'humanité lorsque nous le rencontrons? Albert Camus a un jour écrit: "Mal nommer les choses, c'est ajouter du malheur au monde". Je crois qu'il est temps, madame la présidente, chers collègues, de toute urgence, d'arrêter d'ajouter du malheur au monde.

Monsieur le premier ministre, sans transition, votre déclaration et votre budget, je dirais, pour faire court, qu'il s'agit d'une déclaration et d'un budget de fin de règne, sans véritable souffle, sans avenir, sans perspective autres que d'acter ce que vous n'avez pas réussi à faire, et sans prise en charge réelle des grands problèmes qui minent notre pays. Telle est la version courte et gentille.

Si je dois développer, après vous avoir attentivement écouté hier, monsieur le premier ministre, deux mots me viennent à l'esprit: autosatisfaction et déconnexion. Je ne sais pas dans quelle réalité les membres du gouvernement vivent, mais elle me semble nettement plus belle que celle vécue par nos concitoyens quotidiennement. Fièrement, vous nous avez dit hier être satisfait de l'absence de nouvelles taxes pour boucler votre budget. J'ai envie de vous répondre: "Encore heureux!".

Alors oui, la prospérité de notre pays a augmenté de 3.8 depuis l'entrée en fonction de ce gouvernement. Mais à quel prix? En 2023, un ménage sur cinq était toujours en situation de précarité énergétique, un sur trois dans la classe moyenne inférieure. Selon Bruss'help, le nombre de sans-abri à Bruxelles a augmenté de 20 % par rapport à 2020.

Vous nous avez fait part de votre satisfaction quant au taux de TVA réduit à 6 % sur l'électricité, en oubliant de rappeler que ce taux réduit s'applique à tous, quel que soit le revenu. Vous avez évoqué des mesures visant à empêcher les faillites. Selon le dernier rapport de Statbel en août dernier, le nombre de faillites en 2022 est reparti à la hausse, avec un chiffre de plus de 9 200. Depuis janvier de cette année, nous en sommes déjà à plus de 6 400 et nous atteindrons probablement le même nombre de faillites qu'en 2019.

Alors, certes, les deux moratoires sur les faillites et les mesures prises pour soutenir les entreprises durant la crise énergétique étaient nécessaires. Nous les avons d'ailleurs soutenues. Mais, on le constate assez vite au regard des chiffres que je viens de citer: la situation n'est pas meilleure maintenant qu'en 2019.

Sur votre politique du gouvernement qui aurait soi-disant permis d'éviter un bain de sang social, je vous invite à voir si nous avons connu la même actualité sociale récente. Les travailleurs de Delhaize, de Colruyt ou d'Amcor seraient-ils d'accord avec votre constat? Où en est d'ailleurs le projet du gouvernement sur la modernisation de la loi Renault visant à renforcer les droits des travailleurs?

En ce qui concerne l'échec de la Vivaldi sur les grandes réformes promises telles que la réforme fiscale – le constat a déjà été fait par des collègues –, quel gâchis que cette réforme fiscale avortée! Près de trois ans après vos déclarations, c'est un échec. Elle a été abandonnée faute d'accord au sein de la majorité et plus particulièrement à cause de la réticence d'un parti du gouvernement, le MR.

Alors, bien sûr, il y a l'histoire des flexi-jobs. Je vous avoue être assez dubitatif sur ce sujet.

01.232 Marie-Christine Marghem (MR): Ce n'est pas toujours de notre faute.

01.233 François De Smet (DéFI): Non, tout n'est pas de votre faute. J'allais parler des flexi-jobs, cela va vous faire plaisir.

Je commence à ne plus très bien comprendre cet objet. Le fait d'avoir un débat comme tout à l'heure où le PS défend les flexi-jobs contre le PTB nous prouve que nous sommes face à un objet qui devient bizarre. Concernant l'extension à différents types de fonctions, pourquoi pas? Mais la question est toujours la même. Est-ce que les flexi-jobs vont être utilisés par des entrepreneurs qui vont voir de moins en moins d'intérêt à le faire vu la baisse des cotisations sociales? Ceci nous mène-t-il réellement vers un vrai travail? Je ne le pense pas.

J'ai aussi une vraie inquiétude au sujet de la santé. Cent millions d'économies viennent de réduction de dépenses liées à la santé, des réductions opérées alors même que le secteur est à bout de souffle, que le personnel soignant ne fait que tirer la sonnette d'alarme année après année, sur leurs conditions de travail et sur le désintérêt du gouvernement, dont ils sont victimes, alors même que la profession d'infirmière attend depuis des années un véritable plan de revalorisation du métier.

En fait, si je fais le bilan, il y a des choses positives, parce que j'essaye d'être juste monsieur le premier ministre, je souligne et je salue votre volonté d'investir dans la santé mentale, aspect qui a trop longtemps été délaissé et qui continue de faire des ravages en particulier auprès des jeunes. Je salue aussi l'ouverture de 13 nouveaux centres de prise en charge des violences sexuelles. C'est une véritable nécessité. On se rend compte tous le jours du travail que ce secteur abat dans les centres déjà existants. Quand c'est bien, je le dis aussi.

Un dernier point positif. C'est Noël! Le service citoyen. Je ne peux que me féliciter que le service citoyen soit financé à hauteur de 7,5 millions d'euros, ce qui permettra à un millier de jeunes de se lancer en bénéficiant de 550 euros par mois, ce qui correspond à la moyenne européenne. Cela constitue une revendication de longue date de ma formation.

Mais, monsieur le premier ministre, je dois conclure, car je dois faire plus court que les autres. Vous avez finalement choisi une voie de compromis classique en politique belge: donner à gauche, donner à droite, et prendre aux générations futures. Vous avez offert à la gauche une taxation sur les banques, vous avez offert à la droite davantage de flexi-jobs, mais vous ne promettez rien, ou si peu, aux générations futures. L'effort sur les finances publiques est réel, mais très insuffisant. Ce gouvernement restera à mon avis dans l'histoire comme une coalition de transition entre deux mondes. Gestionnaire, technocratique, sans réelle vision, sans autre réelle ambition que de gérer la crise qui l'a vu naître, celle du coronavirus, sans parvenir à endiguer la vague populiste qui s'annonce. Car tel est bien le plus grave: tout n'est pas de votre faute. Vous avez fait, je le crois sincèrement, ce que vous avez pu, avec les moyens qui sont les vôtres, c'est-à-dire une coalition de sept partis gangrenée par les interventions intempestives de présidents de partis flinguant votre *leadership* tous les trois jours.

Les hommes d'État pensent aux générations futures, les hommes politiques pensent aux prochaines élections. On a déjà entendu cette phrase trois ou quatre fois aujourd'hui, ce qui veut quand même dire quelque chose.

Monsieur le premier ministre, cette déclaration de politique générale nous le démontre une nouvelle fois, parfois contre votre propre gré, vous resterez dans l'histoire de nos gouvernements comme un dirigeant certes talentueux mais très politique. Nous aurions bien eu besoin, en cette période trouble, de visionnaires et vous n'aurez été qu'un très correct gestionnaire. Je crois que c'est dommage!

La **présidente**: Il temps pour notre premier ministre de prendre la parole.

01.234 Eerste minister **Alexander De Croo**: Mevrouw de voorzitter, collega's, op dit late uur, na een lange dag van discussies, wil ik iedereen danken voor de flexibiliteit om deze debatten vandaag iets later te beginnen, wat ons heeft toegelaten om president Zelensky op de juiste manier in ons land te kunnen ontvangen.

Ik wil eerst ingaan op een aantal opmerkingen over het conflict in Israël en het Midden-Oosten.

Ik denk dat het absoluut terecht is dat alle fracties deze terroristische aanslagen veroordeeld hebben. Ik hoop dat het respect voor het internationaal humanitair recht in de komende dagen mag primeren, dat het respect voor mensenlevens mag primeren en dat geweld zo snel mogelijk mag stoppen.

Wat doet de federale regering intussen? Wij zijn bezig met de evaluatie van hoe wij gestrande Belgen terug naar ons land kunnen brengen. Dat is onze verantwoordelijkheid. Wij zijn op dit moment aan het bekijken op welke manier we dat vanaf morgen zouden kunnen organiseren. Wij volgen de situatie ook van zeer nabij op. Ik zit morgenvoormiddag samen met de vertegenwoordigers van de joodse gemeenschap in ons land, samen met minister Verlinden, minister Van Quickenborne en staatssecretaris Leroy, om te bekijken op welke manier we kunnen vermijden dat er incidenten in ons land zouden zijn. Zoals u weet wordt een aantal plaatsen van de joodse gemeenschap in ons land al permanent beschermd. Wij hebben de voorbije dagen bijzonder veel met hen samengewerkt. Onze veiligheidsdiensten doen alles om ervoor te zorgen dat de situatie in ons land rustig kan blijven.

Ik denk dat het goed was dat zovelen in dit Parlement zich hierover hebben uitgesproken, om ervoor te zorgen dat die absolute barbarij, zoals ik het twee dagen geleden ook in de State of the Union heb genoemd, zo snel mogelijk kan stoppen. Ik weet dat er zeer veel bezorgdheid is, ik deel die. Ook president Zelensky heeft in zijn gesprekken met ons die bezorgdheid gedeeld.

Dit debat gaat over de State of the Union. Wij zouden dus eigenlijk moeten spreken over de staat van ons land. Waar staat ons land vandaag? Dat debat gaat breder dan puur de begroting. Een aantal onder u zegt dat ik te optimistisch ben over de staat van het land. Ik zal de staat van het land dus opmaken op basis van zaken die ik gelezen heb in studies van internationale instanties.

Ik wil vijf elementen aanhalen – maak u geen zorgen, ik zal niet alleen over de positieve zaken spreken. Als wij de staat van het land opmaken, moeten wij een evenwichtig beeld proberen te schetsen. Ik geef eerst vijf zaken aan waarin wij uitblinken.

Ten eerste, het Planbureau geeft aan dat tijdens deze regeerperiode 282.000 jobs zullen gecreëerd worden. Het is niet deze regering die dat gedaan heeft. De overgrote meerderheid van die jobs werd gecreëerd door de private sector, door onze ondernemers, die in bijzonder moeilijke tijden hun creativiteit, hun ondernemingszin en hun doorzettingsvermogen hebben laten spreken.

Welke factoren in het beleid hebben daartoe misschien bijgedragen? Er is het respecteren van de loonnorm. Die loonnorm is geen evidente zaak in een moment van crisis, maar is cruciaal. Die wet op de loonnorm maakt het evenwicht. Wij hebben een automatische loonindexering, maar wij kunnen boven op die index geen bijkomende groei realiseren, omdat wij ervoor moeten zorgen dat het verschil met onze buurlanden niet te groot wordt. Wij hebben ook bijkomende maatregelen genomen. Op het moment dat wij zagen dat die loonindexering duur was, vorig jaar, hebben wij een eenmalige loonlastenverlaging van 1 miljard doorgevoerd, om ervoor te zorgen dat op dat moeilijke moment onze werkgevers, onze kmo's erdoor geraakten.

Een tweede element dat een belangrijke rol gespeeld heeft, is dat wij nu eindelijk een beleid hebben op het vlak van arbeidsongeschiktheid. Laten wij wel wezen, dat is de verdienste van heel de regering, maar het is vooral de verdienste van minister Vandenbroucke.

Hij heeft dat onderwerp echt naar zich toe getrokken en gezegd dat wij nu met een beleid moesten komen waarmee iedereen geresponsabiliseerd wordt, niet enkel de langdurig werkongeschikten, maar ook de werkgevers, de mutualiteiten en de artsen. Iedereen moet zijn verantwoordelijkheid nemen. Wij zien dat dit effect heeft.

Ik weet dat wij hier een discussie hebben gevoerd over de dalende groei. Dat is momenteel wel zo, maar het aantal trajecten voor progressieve werkhervatting is bijvoorbeeld zeer fors toegenomen. Dat wil dus zeggen dat er vandaag meer mensen uit de volledige arbeidsongeschiktheid terug naar werk aan het evolueren zijn en dat stemt mij eerder positief. Het werd aanzien als een probleem, maar vandaag slagen wij erin om bedrijven ervan te overtuigen dat het een opportuniteit is, om te bekijken hoe wij langdurig zieken opnieuw een kans kunnen geven om deel uit te maken van onze maatschappij.

Er is een derde element dat zeker ook gespeeld heeft: wij hebben werken attractiever gemaakt, bijvoorbeeld in de categorie waar dat het grootste verschil maakt, namelijk die van de minimumlonen. Die hebben wij gevoelig opgetrokken. Als u de drie stappen samentelt, met de verhoging in april 2024 erbij, dan zullen de minimumlonen netto met 300 euro per maand gestegen zijn in deze legislatuur. Die 300 euro netto erbij maakt een verschil, ze zorgt ervoor dat het verschil tussen werken en niet werken groter wordt.

Dat zijn elementen die hebben bijgedragen tot de creatie van bijna 300.000 jobs. Dat is echter de verdienste van heel veel mensen die op een moeilijk moment hebben beslist om de schouders niet te laten hangen, door te zetten en te tonen welk potentieel ons land heeft. Dat blijkt uit de cijfers van het Federaal Planbureau.

Uit een studie van de Europese Commissie blijkt een tweede element dat minstens even belangrijk is, vooral in een economie als de onze die draait op toegevoegde waarde en innovatie: ons land behoort vandaag tot de top vijf in Europa wat betreft innovatie.

Ons land zit in de top vijf op het gebied van innovatie, ook hier dankzij beleid. Ondanks het feit dat we zeer grote budgettaire inspanningen gedaan hebben, hebben we altijd de keuze gemaakt om te blijven investeren. Decennialang heeft men gezegd dat ons land minstens 3 % van het bbp moest investeren. Vandaag zitten we eindelijk in die situatie waarin we dat doen. We zitten boven die 3 %. We zitten fors boven het Europees gemiddelde, opnieuw dankzij het beleid van velen, maar bijvoorbeeld ook dankzij het beleid van de heer Dermine, die het hele traject met de Europese Unie mee getrokken heeft, om ervoor te zorgen dat wij investeren in duurzaamheid en in digitalisering. Dat leidde ertoe dat we vandaag wereldtop zijn in chipdesign, in de farmasector - wat de hele wereld ontdekt heeft tijdens corona, in duurzame energie en in zoveel domeinen. Veel landen benijden ons die toppositie.

Daarom hebben we er ook voor gekozen om bij elke budgettaire inspanning niet te raken aan de fiscale voordelen die wij hebben in dat deel van onze economie, voor bijvoorbeeld onderzoek en ontwikkeling. We hebben een systeem van niet-doorstorting van bedrijfsvoorheffing bij onderzoek en ontwikkeling dat genereus is. Dat zorgt er echter ook voor dat we die activiteiten in ons land kunnen houden. We zien zeer goed dat als wij een industrieel land zijn, als wij een productieactiviteit hebben, als we die kunnen combineren met innovatie, wij bijzonder sterk zijn.

C'était le deuxième point: création d'emplois et capacités d'innovation.

Troisième élément - nous en avons également parlé -, aucun pays en Europe n'a mieux protégé le pouvoir d'achat que le nôtre. Nous l'avons fait en temps de crise, celle du covid, durant la crise énergétique et nous l'avons fait avec beaucoup de mesures: les chèques énergie, la baisse de la TVA, les accises réduites sur le carburant, le paquet de base, les tarifs sociaux. Là aussi, c'est grâce à Tinne Van der Straeten, à Vincent Van Peteghem, à Karine Lalieux.

Pendant la crise, nous avons pris les mesures nécessaires car nous ne voulions laisser personne sur le côté et les résultats sont là: notre économie s'est montrée beaucoup plus résiliente que celle de nos pays voisins. C'est parce que nous sommes intervenus durant les périodes difficiles avec ce que les économistes nomment une politique expansive. C'était normal de le faire. Les pays qui ont coupé durant une période de crise ont connu la récession et beaucoup plus de difficultés que nous. Là aussi, c'est le choix de la politique que nous avons menée. Le fait que nous ayons bien protégé le pouvoir d'achat est corroboré par les chiffres de l'OCDE, une source que l'on peut qualifier de neutre.

Vierde element. We zijn één van de landen die het snelst zijn vooruitgegaan op het gebied van competitiviteit in de brede zin. Ik citeer de World Competitive Index van het World Economic Forum. Ons land wordt eruit gepikt als het land dat de grootste vooruitgang heeft gemaakt in een periode van

vier jaar. We stonden op positie 27 en vandaag staan we op positie 13. Welke elementen schuift men naar voren in het beleid dat we hebben gevoerd? Eerst en vooral hebben we de mensen geholpen tijdens de crisis, maar ook de bedrijven. Ons systeem van tijdelijke werkloosheid heeft ervoor gezorgd dat bedrijven niet zijn moeten overgaan tot grote ontslagrondes en dat ze hun zo waardevolle werknemers hebben kunnen behouden. Een tweede element dat wordt aangehaald: wij hebben doortastend opgetreden om ervoor te zorgen dat we toegang hebben tot voldoende elektriciteit en tot voldoende energie. Wij zijn een knooppunt op het gebied van aardgas, het resultaat van het beleid van de voorbije decennia. Wij zullen in de toekomst een knooppunt zijn op het gebied van waterstof dat een essentiële rol zal spelen om industrie in ons continent en vooral in België te kunnen behouden. We hebben ook een beleid gevoerd waarbij we zeer fors hebben geïnvesteerd in hernieuwbare energie en waarbij we met deze regering, ondanks de zeer verschillende meningen die we daarover kunnen hebben, allemaal de moed hebben gehad om de levensduur van twee kernreactoren te verlengen. Ik weet dat twee partijen daarin echt een stap vooruit hebben moeten zetten en ik wil iedereen danken dat dit mogelijk was. Het is een voorbeeld dat zeer vaak wordt aangehaald door andere landen om aan te geven dat het mogelijk is. Opnieuw, dankzij het partnerschap met mevrouw Van der Straeten wil ik expliciet alle zeven partijen danken die dat mogelijk hebben gemaakt.

Een vijfde element dat ik wil aanhalen als de kracht van ons land is dat we in de eeuw van de vrouw zijn. Tijdens het debat in het Europees Parlement heb ik dat gezegd. *De eeuw van de vrouw* is toevallig ook de titel van een boek dat ik heb geschreven. We hebben gezegd dat dit een prioriteit is voor ons land. Kijk vandaag eens naar de OESO-cijfers. Om de twee jaar maakt de OESO een rangschikking van landen waar het loonverschil tussen mannen en vrouwen het kleinste is. Ons land staat op nummer 1.

Wij zijn het land waar het verschil in loon tussen man en vrouw het kleinst is. Gelukkig maar! Er is immers geen enkele reden waarom de lonen van mannen en vrouwen verschillend zouden moeten zijn. De realiteit van de arbeidsmarkt is immers niet altijd eenvoudig.

Dat is dankzij het beleid dat wij hebben gevoerd. Dat beleid hebben wij gevoerd vanaf de start van de regering.

Wij hebben het vaderschapsverlof verdubbeld. Waarom is dat belangrijk? Dat is belangrijk omdat kinderen opvoeden iets is wat een koppel samen doet. Te gemakkelijk wordt die verantwoordelijkheid steeds in de richting van de moeder geschoven. Een koppel doet dat samen. De uitbreiding van het vaderschapsverlof is een erg belangrijk signaal.

Wij hebben ook gezorgd voor flexibiliteit, wat het gemakkelijker maakt voor ouders om de taak van hun gezin eenvoudiger te combineren. Beide ouders kunnen ter zake hun rol spelen. Dat is dankzij maatregelen die minister Dermagne, minister De Sutter, Sarah Schlitz en Marie-Colline Leroy hebben genomen.

Het zijn onafhankelijke instanties die over de staat van ons land spreken en die over de elementen spreken waarin wij sterk zijn. Zoals ik in het begin echter aangaf, zal ik mij niet beperken tot de zaken waarin wij sterk zijn. Er zijn ook een aantal domeinen die absolute werkpunten zijn voor ons land.

Het eerste punt is de activiteitsgraad, ondanks het feit dat vandaag meer mensen dan ooit werken in ons land. Er zijn vandaag 5.197.000 mensen in ons land die werken. De activiteitsgraad is tijdens de huidige legislatuur gestegen van ongeveer 70 % naar ongeveer 72 %. Dat is een vooruitgang die vergelijkbaar is met de voorgaande regering. Het enige verschil is evenwel dat de voorgaande regering dat gedaan heeft tijdens een periode van hoogconjunctuur en dat de huidige regering dat heeft gedaan tijdens een van de moeilijkste economische periodes die wij hebben gekend.

De weg naar een activiteitsgraad van 80 % is echter nog lang. Dat percentage halen tegen 2030, zal bijzonder veel inspanningen vragen. Dat zal politieke moed vragen van alle politieke fracties die van de toekomstige regeringen deel uitmaken. Dat zal vragen om maatregelen te nemen die ervoor zorgen dat wij het sociale land kunnen zijn dat wij willen zijn. Willen wij een sociale zekerheid die de mensen ondersteunt die steun nodig hebben en die een impuls geeft aan mensen die een impuls kunnen gebruiken, dan zullen wij alles uit de kast moeten halen om de activiteitsgraad van 80 % te halen.

Als u echter kijkt naar de vijf sterke punten die ik heb aangegeven, is er geen enkele reden waarom dat

in ons land niet mogelijk zou zijn.

De activiteitsgraad is absoluut een werkpunt in ons land.

Deuxième élément, c'est dans le domaine des pensions. On a beaucoup parlé du fait que nous avons augmenté les pensions minimum. Nous avons fait des réformes qui doivent soutenir cela. Il y a, pour la première fois, une condition de travail effectif pour avoir accès à la pension minimum. Nous avons un bonus pension qui fonctionne vraiment et qui donne une impulsion directe aux gens qui font le choix de travailler plus longtemps. Finalement, nous avons fait une réforme de la péréquation.

Mais les réformes des pensions, ce sont des réformes qu'on fait pas à pas. Cela a commencé avec le gouvernement Di Rupo, qui a fait une réforme. Cela a continué avec le gouvernement Michel, qui a fait une deuxième réforme. Et nous, nous avons continué avec un troisième volet de réformes.

Je suis convaincu que les gouvernements suivants continueront de le faire d'une manière graduelle. Procéder d'une manière graduelle est la meilleure garantie pour faire des réformes qui sont soutenables et qui donnent l'occasion aux gens de changer leur point de vue, de changer leurs habitudes de travail.

Die twee pijlers, een hogere activiteitsgraad en het onder controle houden van de kosten van de vergrijzing, zijn de twee pijlers die we nodig hebben om een duurzaam begrotingstraject te kunnen aanhouden.

Deze regering heeft grote stappen gezet op het vlak van de begroting. De voorbije twee jaar hebben wij een inspanning gedaan van 0,9 % en volgend jaar zullen we een totale inspanning doen van 0,8 %. We hebben dat op een menselijke manier gedaan. We hebben dat niet met de botte bijl gedaan. We zijn niet keihard beginnen snoeien in onze uitgaven, want dat zou als effect hebben gehad dat we onze sociale situatie bijzonder snel verslechterd zouden hebben. We hebben het ook niet gedaan met forse belastingverhogingen. We zijn weggebleven van belastingverhogingen op werken, ondernemen en sparen.

Dat pad zal moeten worden verdergezet en dat zal een opdracht zijn voor alle regeringen in ons land. Als alle regeringen in ons land de inspanningen die de voorbije drie jaar werden geleverd, verderzetten, samen met die twee pijlers, dan zullen wij in 2026 onder de Maastrichtnorm zitten. Dat zal een collectieve inspanning vergen, maar ik kan alleen maar pleiten om dat op een voorzichtige en ernstige manier te doen, zoals deze regering dat de voorbije drie jaar heeft gedaan.

Men vroeg wat wij de komende acht maanden nog zouden doen. In de ogen van sommigen zou dat bijzonder weinig zijn. *Au contraire*. Eerst en vooral zullen wij uitvoeren wat er in deze begroting staat. Dat zal al heel wat zijn. Er is heel veel gesproken over de hervorming van de flexi-jobs, zoals ik het noem. We hebben twee zaken gedaan. We hebben het systeem uitgebreid en we hebben het ook beter gekadreerd om de misbruiken weg te werken en om de bijdrage te verhogen. Dat is in mijn ogen perfect te rechtvaardigen.

We hebben ervoor gezorgd dat het geen systeem kan worden dat misbruikt wordt. Met de hervorming die we hier in beide luiken doorvoeren, hebben we dan ook een evenwichtig systeem uitgewerkt. Er zitten tientallen maatregelen in deze begroting die moeten worden uitgewerkt. We zullen de komende maanden bijgevolg zeer hard werken om ervoor te zorgen dat deze op 1 januari kunnen ingaan.

Daarnaast zijn er nog een aantal andere belangrijke onderwerpen, zoals asiel en migratie. De crisis waarmee we geconfronteerd werden, is niet enkel een opvangcrisis. Samen met staatssecretaris de Moor heb ik iedereen rond de tafel gebracht om ervoor te zorgen dat er voldoende plaatsen gecreëerd werden en dat de mensen niet buiten moesten slapen.

Enkel plaatsen creëren zal echter niet voldoende zijn. We zullen ook moeten werken aan een beperking van de instroom en aan een verhoogde terugkeer. Op 1 oktober werden daarom vier wetsontwerpen in de commissie neergelegd om ervoor te zorgen dat we een waardig beleid kunnen voeren. Dat zal ook een belangrijk luik zijn van ons Europese voorzitterschap. Elk land moet namelijk zijn deel doen en de migratie moet op een georganiseerde manier verlopen. Het Europese continent heeft immers migratie nodig, maar wel op een correct georganiseerde manier. Asiel en migratie zal dus naast de uitwerking van deze begroting een belangrijk onderwerp zijn in de komende maanden.

Le deuxième élément, c'est la question de la sécurité. Soyons clairs: le combat contre le narco-terrorisme sera une priorité pratiquement au quotidien. Nous avons agi à Anvers; nous avons agi ensemble, avec le bourgmestre et la ville, et nous voyons les résultats. Quand nous avons investi dans la police du port d'Anvers, nous voyons les résultats. Quand nous avons travaillé en coopération avec les opérateurs du port, nous voyons les résultats, et nous le ferons à Bruxelles également.

Quand nous avons constaté des problèmes à la gare du Midi, à Bruxelles, nous avons réuni tout le monde autour de la table, et nous allons nous revoir, car nous savons qu'il s'agit d'un problème qui ne peut se régler dans l'immédiat. Nous le ferons ensemble et nous devrons agir dans ce domaine.

Het derde onderwerp dat een prioriteit zal zijn in de komende acht maanden is klimaat en economie. Ik vermeld ze graag alle twee tezamen. Wij moeten bijzonder ambitieus zijn op klimaatgebied. Wij moeten daar absoluut een koploper in zijn, om meerdere redenen. De eerste reden is dat het een manier is om de plaats waar we wonen leefbaar te houden. We weten zeer goed dat, als 11 miljoen Belgen nu opeens 100 % duurzaam zouden leven, de temperatuur nog niet zal dalen. 11 miljoen Belgen zullen op zoveel miljarden mensen niet het verschil maken.

We kunnen echter wel op een andere manier het verschil maken. Als we ervoor zorgen dat onze economie en innovatiekracht daarin een leidende rol kunnen spelen, dan zullen we een impact hebben op de rest van de wereld. Wij doen dat. Als we vandaag een wereldleider zijn in het installeren van windparken in de zee, is dat omdat wij meer dan 20 jaar geleden daarin een pionier waren. De Belgische kust zal op een bepaald moment voldoende windmolens hebben. Het grootste windmolenpark ter wereld wordt vandaag in Groot-Brittannië gebouwd en Belgische bedrijven zullen daar voor de installatie zorgen. Ook op het gebied van waterstof en vele andere gebieden zullen wij een wereldwijde impact hebben, als onze technologie gebruikt wordt in de rest van de wereld,.

Een derde manier waarmee we een impact hebben, is de regels die wij hebben. Ik ben een voorstander van vrijhandel, maar wel met dezelfde regels. Ik heb geen problemen om handel te drijven met China. Ik heb geen probleem om handel te drijven met de rest van de wereld, maar wel met producten die dezelfde normen hebben. Het kan niet dat producten die hier gedumpt worden en onze industrie kapotmaken, geproduceerd worden aan normen die veel minder streng zijn dan de onze. Er is dus absoluut geen tegenstelling tussen klimaat en economie. De twee zullen elkaar nodig hebben. We bouwen geen klimaatparadijs op een economisch kerkhof, maar het omgekeerde is ook waar.

Een sterke economie zal alleen een sterke economie zijn als we de klimaatdoelstellingen daar helemaal in integreren. Dat zal voor ons Europese voorzitterschap een absolute prioriteit zijn. Industriële activiteit in Europa houden, industriële activiteit in ons land houden, is cruciaal. Als het niet hier gebeurt, dan zal het ergens anders in de wereld gebeuren, met normen die minder streng zijn. Dan hebben we allemaal verloren. Het is een cruciaal element voor onze welvaart, voor jobcreatie, voor de toekomst die wij in ons land kunnen uitbouwen.

Laat het duidelijk zijn, wij zullen de komende maanden wel nog wat werk hebben. Het gaat om de State of the Union, de staat van ons land. Ons land is sterker uit deze crisissen gekomen. Toen deze regering in 2020 begon, was daar bijzonder veel twijfel over. Er was algemene vertwijfeling. Kan ons land een crisis zoals de covidcrisis aan? Ik denk dat we bewezen hebben dat we die aankunnen. Ondanks alle moeilijkheden, ondanks alle zeer moeilijke maatregelen die we hebben moeten nemen – maatregelen waarvan ik nooit heb gedacht dat we ze in ons leven zouden moeten nemen – zijn onze samenleving en onze economie sterker uit die crisis gekomen.

Daarna kwamen de Oekraïne-crisis en de energiecrisis. Ook uit die energiecrisis zijn wij uiteindelijk sterker gekomen, met een energiebeleid dat samenhangend is, met een combinatie van maximale hernieuwbare energie en kernenergie, die daarin toch nog een tijd een rol zal spelen, met een economie die zich razendsnel aan het verduurzamen is, waarbij men inziet dat verduurzaming een absolute sterkte is.

Wij kunnen als samenleving alleen maar sterker uit zo'n crisis komen als wij een stabiel beleid voeren, als wij een doordacht beleid voeren. Het is niet het moment voor avonturen. Het is niet het moment voor allerlei experimenten. Het is het moment voor een stabiel beleid, waarbij we weten welke richting

uit te gaan, waarbij we stap voor stap in de juiste richting werken.

Het is het moment voor een beleid met de juiste prioriteiten, een beleid dat als prioriteit heeft onze samenleving sterker te maken, een beleid dat als prioriteit heeft niet te polariseren, maar mensen bij elkaar te brengen, een beleid dat als prioriteit heeft mensen centraal te stellen in een samenleving waar wij elkaar versterken, een samenleving die duurzaam is en waar wij mensen kansen geven.

Dat is waar deze regering in de voorbije drie jaar aan gewerkt heeft. Dat is waar deze regering in de voorbije drie jaar resultaten geleverd heeft. Dat is waar deze regering tot en met 9 juni aan zal werken.

(Applaus)

(Applaudissements)

01.235 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de premier, ik heb niet de indruk dat dit nog een uitnodiging is tot verder debat, want uw positivogenerator is hier gigantische overuren aan het draaien. Heel ernstig moeten we dit niet meer nemen, denk ik. Ik begrijp het echter wel, u moet – zoals dat heet – uw merchandise verkopen, en dan moet men alles uit de kast halen. Het is een verdienstelijke poging om iets dat absoluut onverkoopbaar is toch nog voor te stellen als iets verkoopbaars.

U hebt echter niet geantwoord op de vragen die gesteld zijn. We hadden dit debat – dat ik trouwens een goed debat vind, daar zal ik straks mee afsluiten – wat u betreft eigenlijk net zo goed niet kunnen voeren, want u hebt quasi op geen enkele vraag geantwoord. U hebt gewoon een deel 2 van de State of the Union gebracht, met de voorspelbare ingrediënten.

De essentie van het debat dat we gehad hebben is dat u uw beloftes niet bent nagekomen. De reeks voorbeelden die hier gegeven werden was indrukwekkend, zowel die van onze fractie als die van talrijke andere fracties. Voor het opsmukken van wat er niet is hebt u criteria gekozen zoals de allerdiepste stand van de werkzaamheidsgraad, om toch maar de indruk te kunnen wekken dat u die 300.000 jobs hebt doen ontstaan, terwijl er een groei is geweest van 0,5 %. Uw belofte van 80 % werkzaamheidsgraad tegen 2030 wordt tegen die achtergrond absoluut onhaalbaar.

De voorbeelden zijn legio: u hebt het land slechter achtergelaten dan u het gevonden hebt. Dat is de droeve vaststelling van Vivaldi. God – mocht hij bestaan, en anders iemand anders in het hoge – behoede ons voor nog eens vijf jaar stilstand. U zegt dat we nood hebben aan een stabiel, doortastend beleid waarin de mens centraal staat, maar indien u, als premier, dat zo belangrijk vindt, dan stel ik me de vraag waarom u dat niet gedaan hebt. U hebt de kans gekregen, maar u hebt die faliekant laten liggen.

Mevrouw de voorzitter, het is nu 02.30 uur. We hebben ons welwillend opgesteld, want dat vonden wij een correcte houding, maar als wij vanmorgen hadden kunnen beginnen, zoals oorspronkelijk de bedoeling was, dan kwam deze vergadering op een redelijk uur ten einde.

Ik vond dit goed debat, in tegenstelling misschien tot collega Depraetere, die enkele bedenkingen heeft geuit. Ik sluit mij aan – dat zal u wellicht niet verbazen – bij collega Loones: we hebben een goed debat gehad, er zijn veel argumenten naar voren gebracht. Wacht maar op de begrotingsbesprekingen, dan gaat collega Loones helemaal los.

Inderdaad, er werden soms punten herhaald, daarin wil ik collega Depraetere bijtreden – alles kan beter –, maar ik vind dat enkele kleine hervormingen in onze wijze van vergaderen voor meer snedigheid in het debat hebben gezorgd. Doorgaans hebt u dat goed in de hand gehad, mevrouw de voorzitter, en daarvoor dank ik u, hoewel ook op dat vlak kan alles beter, daarin zult u mij niet tegenspreken.

Goede collega's, wat ons slot betreft, heel even hebben wij ons afgevraagd of de premier ons toch zou overtuigen, waardoor wij het vertrouwen zouden kunnen geven aan deze regering. Daarover zal ik morgen nog overleggen met mijn fractie, maar het zou mij ten zeerste verbazen als ik mijn fractieleden daarvan kan overtuigen. Maar dat is niet de kern van wat ik wilde zeggen.

Mijnheer de premier, tot slot wil ik een heel expliciete oproep richten tot u. Ik vraag dat u zich de volgende maanden voldoende beschikbaar stelt voor dit Huis. In de afgelopen weken zijn er in de

beschikbaarheid van regeringsleden te veel gaten gevallen. In de Conferentie van voorzitters heb ik daaromtrent afspraken gevraagd. Wij hebben echt wel begrip voor Europese verplichtingen, maar iets zegt ons dat allerhande toestanden in de volgende maanden mogelijk te veel misbruikt zullen worden, waardoor het debat hier in de Kamer beperkt of gereduceerd zal worden, aangezien te veel ministers afwezig zullen zijn. Dat is mijn diepe vraag aan u bij onze afsluiting van deze avond: gelieve in uw regering voldoende goede afspraken te maken opdat dit Huis ook in de volgende acht maanden kan zijn wat het moet zijn, namelijk het huis van het open parlementaire debat. Ik dank u daarvoor en hoop dat het ook zal lukken.

01.236 Barbara Pas (VB): Mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw beleidsverklaring bis. U hebt een poging gedaan met een vijftal goede cijfers. Ik zou het debat opnieuw kunnen voeren door u wat andere cijfers te geven, zoals de cijfers over de industriële activiteit in België, die dit jaar enorm is verslechterd en met 6 % is afgenomen. Dat is het slechtste cijfer van Europa, waar de industriële activiteit gemiddeld zelfs met 4,6 % is toegenomen. Ik zou het kunnen hebben over de economische groeicijfers. De verwachtingen van het IMF zijn dat het de komende vijf jaar heel mager zal zijn. U hebt allerlei zaken opgesomd waar we aan de wereldtop staan. Ik zou daar de belastingdruk aan kunnen toevoegen, maar ik zal het debat niet opnieuw voeren.

Het is duidelijk dat u het beeld hebt willen schetsen dat u hier nog acht maanden hard zult werken en dat u heel goed bezig bent. Dat is de boodschap die u gisteren probeerde te brengen, met een aantal beloftes, halve waarheden en hele leugens en vooral veel beloftes die u gedaan hebt, maar niet vermeld. Als u de indruk wil wekken dat u heel hard aan het werk bent, dan doet mij dat denken aan het verhaal van de kolibrie. Kent u dat verhaal?

In een prachtig bos breekt er plots een grote brand uit. De dieren gaan allemaal op de loop en brengen zich in veiligheid. Ze kijken naar de brand, maar kunnen er niet veel aan doen. Een klein kolibrietje vliegt naar het beekje over en weer, pakt een druppeltje water en vliegt naar die brand. Dat beestje is hard aan het werk en blijft maar heen en weer vliegen. De dieren kijken ernaar en vragen aan de kolibrie wat hij nu toch doet. Hij zegt niets, maar blijft hard werken en heen en weer vliegen met telkens een druppeltje water. Uiteindelijk zeggen de dieren tegen de kolibrie dat dit niets opbrengt, dat het nutteloos is, waarop de kolibrie zegt dat hij zijn verantwoordelijkheid neemt en hard aan het werk is.

Mijnheer de eerste minister, u mag hier allemaal zaken opnoemen die u doet en waaraan u hard werkt. De zaken die moeten gebeuren, die broodnodig zijn en die u zelf zwart op wit in uw regeerakkoord hebt gezet, zoals de fiscale hervorming, de arbeidsmarkthervorming, de pensioenhervorming en de communautaire hervorming, blijven echter allemaal achterwege. Zo zult u nooit orde op zaken kunnen stellen.

Richard Wagner zei ooit dat muziek zelfs de meest gruwelijke situatie in een ideale sfeer verheft. Ik denk dat u daarom deze regering naar een componist hebt vernoemd, want u hebt een goednieuwsshow gebracht, maar aan de essentie van de zaak wordt niet geraakt. U hebt de flexi-jobs daarnet nog drie keer een hervorming genoemd, maar dat is helemaal geen structurele hervorming. Vivaldi heeft tegen al haar beloftes in niet structureel hervormd. België valt dan ook niet meer structureel te hervormen.

Het zal u bijgevolg niet verbazen dat wij u het vertrouwen niet zullen geven om nutteloos als een kolibrietje over en weer te blijven vliegen. Dat brengt namelijk geen zoden aan de dijk.

01.237 Sofie Merckx (PVDA-PTB): Monsieur le premier ministre, je vais encore annoncer un scoop: nous ne voterons pas la confiance au gouvernement demain. À vous entendre hier mais aussi aujourd'hui, vous estimez que tout va bien, que vous avez bien fait et que la crise du pouvoir d'achat est derrière nous. Là, j'ai envie de vous dire de sortir de cette bulle de la rue de la Loi. Je ne sais pas si vous le remarquez mais les gens autour de vous ne sont pas contents. Ils sont en colère.

Hier, je me suis rendue à Charleroi, là où les ouvriers de ArcelorMittal ont installé des piquets grève car leur patron refuse de leur donner 1 000 euros de prime. Ils ne peuvent même pas avoir une prime de 1 000 euros. Ils sont bloqués par la loi sur la norme salariale. Or ces gens-là n'arrivent pas à subvenir aux besoins de leur famille. Ils ne peuvent pas vivre dignement et doivent se battre pour cela dans ce pays. Monsieur le premier ministre, sortez de votre bulle et changez de cap, s'il vous plaît!

01.238 Catherine Fonck (Les Engagés): Monsieur le premier ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Vous avez dressé un tableau de la Belgique et c'est vrai que, quand on regarde un tableau, il y a toujours le côté pile et le côté face en fonction des indicateurs que l'on prend et que l'on veut mettre en évidence. Oui, la Belgique a des atouts importants. Elle a aussi des faiblesses. Tout à l'heure, dans mon intervention, j'ai surtout mis en évidence les faiblesses, c'est vrai, parce que c'est aussi un tableau vérité que l'on doit pouvoir établir mais je vais m'attarder un peu sur les atouts concernant trois volets.

Premièrement, vous avez insisté sur l'emploi, à raison. Vous l'aviez déjà fait hier, vous l'avez refait aujourd'hui. Mais il reste encore pas mal de mois et quand vous nous dites que le prochain gouvernement va devoir avancer de manière importante sur une réforme de l'emploi, je trouve que vous avez encore le temps de prendre une série de mesures fortes. C'est d'autant plus important d'avancer que si les négociations, à la sortie des élections de juin 2024, prennent du temps, on va encore perdre un an ou deux. C'est d'autant plus important d'avancer que lorsqu'on regarde les projections du Bureau du Plan, vous avez dit qu'on était à 72 % du taux aujourd'hui mais le Bureau du Plan nous fait une projection en 2028 à 74,4 %, pour prendre la même référence que vous. Cela veut dire que si on est à 74,4 % en 2028, il sera compliqué d'être à 80 % en 2030. Je me permets alors cet appel pour demander à cette majorité Vivaldi que différentes mesures de réforme en matière d'emploi puissent encore être prises sous cette législature.

Deuxièmement, vous avez mis en évidence l'innovation, et à raison, mais l'innovation c'est par exemple aussi le secteur IT qui, à la suite de décisions du gouvernement, a eu la promesse de pouvoir continuer à bénéficier du régime des droits d'auteur mais, manifestement, un premier *ruling* exclut notamment les développeurs de logiciels. Là aussi, puisque vous pensez, comme moi, que l'innovation est particulièrement importante et comme différents partis ont fait des promesses, je vous appelle à corriger ce dispositif et à prendre également en considération ce secteur IT, qui est un secteur d'innovation.

Troisièmement, toujours en rapport avec l'innovation, vous avez parlé du secteur pharmaceutique. Je fais donc le lien car vous savez que la Santé est vraiment une vocation pour moi. Vous avez, à raison, parlé du secteur pharmaceutique, mais permettez-moi de vous dire, monsieur le premier ministre, que les patients en Belgique ont accès à l'innovation médicamenteuse bien plus tard que dans les pays voisins.

Vous avez récemment inauguré une industrie pharmaceutique. Vous avez des médicaments qui sont produits en Belgique et remboursés dans les pays limitrophes mais pas en Belgique! Là encore, quand on parle d'innovation et de l'importance de l'innovation, il faut non seulement mettre en évidence le secteur pharmaceutique, mais aussi s'assurer que nos patients en Belgique puissent bénéficier de cette innovation médicamenteuse, et encore plus lorsqu'il s'agit de médicaments produits sur notre territoire.

Voilà trois chantiers par rapport à vos différentes réponses, trois chantiers sur lesquels des avancées peuvent encore être réalisées dans les mois à venir. Je l'espère en tout cas, car cela permettrait d'associer vos actions à vos propos, vos actions en tant que premier ministre mais aussi celles du gouvernement.

Je vous remercie.

La présidente: Ceci clôture le débat.

Je me joins aux paroles de M. De Roover pour vous remercier de votre coopération dans le déroulement de ce débat. Nous avons fait beaucoup mieux en termes de timing que l'année dernière. Nous avons débattu pendant douze heures au lieu de presque vingt l'an dernier. Merci d'avoir tenté de respecter les temps de parole, même si ce n'était pas parfait. Nul n'est parfait et nous avons encore des marges d'amélioration.

Je vous souhaite une bonne nuit et un prudent retour.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 12 octobre 2023 à 15 h 15.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 12 oktober 2023 om 15.15 uur.

La séance est levée le jeudi 12 octobre 2023 à 02 h 42.

De vergadering wordt gesloten op donderdag 12 oktober 2023 om 02.42 uur.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.

Dit verslag heeft geen bijlage.